

2024-12

# La crise d'octobre 1993 en commune de Burambi de 1993 à 2004

Niyondiko, Pascal

UB, FLSH

---

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2071>

*Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi*

**UNIVERSITE DU BURUNDI**

**FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES**

**DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET PATRIMOINE**



**LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE DE BURAMBI .DE 1993 A 2004**

Par

**Pascal NIYONDIKO**

**Sous la direction de :**

**Professeur Melchior MUKURI**

Mémoire présenté et défendu publiquement  
en vue de l'obtention du Diplôme de Master  
en **Histoire et Patrimoine**

**Bujumbura, Décembre 2024**

**IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY**

Président : Prof. TOYI Oscar

Directeur : Prof. MUKURI Mélchior, PhD

Secrétaire : Dr. NIYONGABO Thomas

**DEDICACE**

*A mes parents*

*A ma femme Claudine INAMAHORO*

*A mes enfants IRIBUTSA Ariella, GATEKA Bailly-Ornella,*

*NIYONDIKO Briden*

*–Brown INAMAHORO Dani-Brianna*

*A mon frère NDIKURIYO Daniel*

*A tous mes frères et sœur*

*A tous ceux qui me sont chers*

*A toutes les victimes de la crise d'octobre 1993,*

*Nous dédions ce mémoire.*

**REMERCIEMENTS**

Au cours de ce travail de recherche que nous accomplissons, nous aimerions remercier vivement toute personne qui, de loin ou de près, a contribué à la rédaction de ce mémoire, qu'il trouve en cela le résultat de son accompagnement.

Nous aimerions adresser nos sincères remerciements à Professeur Melchior MUKURI, Directeur de ce mémoire, qui, malgré ses nombreuses missions, n'a cessé de nous orienter. Ses multiples encouragements et conseils nous ont été d'intérêt particulier qui nous a fait arriver sur le fruit de ce travail.

Nous sommes aussi reconnaissants à tous les enseignants qui nous ont tracé cette voie de l'école primaire à l'Université du Burundi. Nous remercions en général ceux de la Faculté des Sciences Humaines et en particulier à ceux du département d'histoire et patrimoine pour leurs compliments diversifiés.

Nous ne pouvons pas oublier de remercier nos parents, frères et sœur qui nous ont mis sur le chemin de l'école et soutenu nos études, de l'école primaire à l'Université du Burundi.

En définitive, nous ne remercions à toute personne, qui de loin ou de près, a soutenu matériellement ou moralement nos études. Nous n'oublions pas notre Frère Daniel NDIKURIYO, notre sœur Francine IGIRUBUNTU qui nous ont assisté d'une manière ou d'une autre. Qu'ils rencontrent dans la réussite de ce mémoire leur indescriptible soutien.

**Pascal NIYONDIKO**

## RESUME

Le Burundi indépendant a été secoué par une série de crises sanglantes d'ordre politico-identitaire en 1965, 1969, 1972, 1988 et 1993. Pour endiguer ces crises, le Président Pierre Buyoya a initié la politique d'Unité nationale qui s'est matérialisée le 5 février 1991 par la signature de la Charte de l'unité nationale. Sous son régime, une Constitution promulguée le 13 mars 1992 a permis d'organiser les élections pluralistes de juin 1993. Ces dernières ont été gagnées par le parti FRODEBU dirigé par Melchior Ndadaye. Mais , cette autorité a été assassinée le 21 octobre 1993 lors d'un putsch militaire qui plongé le pays dans une crise sans précédent. Ces situations ont été bien vécues par la population burundaise y compris celle de la commune Burambi. qui a fait l'objet de notre zone d'étude.

Dans notre travail, nous avons, dans une première partie, fait une brève présentation de notre zone d'étude sur le plan de la géographie physique, humaine et économique. Les différents remembrements administratifs de cette entité ont été présentés. Les relations économiques entre la commune Burambi et les communes voisines de Rumonge, Mugamba, Buyengero ont été analysées.

Dans la deuxième partie, nous sommes penchés sur le cadre existentiel de la crise d'octobre 1993 en commune Burambi. Nous avons repéré des signes qui présageaient cette crise notamment la désobéissance civile, l'apparition d'une forme de criminalité inconnue dans la région, la violation peu ordinaire des normes sociales, la présence des groupes de prières inhabituels..... Nous avons aussi analysé la participation de la population au processus de démocratisation du pays notamment les élections présidentielles et législatives de juin 1993 qui ont été remportées par le parti Sahwanya-FRODEBU dirigé par Melchior Ndadaye. Ce dernier a été victime d'un putsch militaire qui a plongé le Burundi dans une crise sans précédent. A Burambi, des Tutsi ont été tués et leurs biens, pillés par des Hutu. D'autres se sont réfugiés, au chef-lieu de la commune Burambi, à Minago, à Rumonge et à Kanyosha. Lors des opérations de restauration de la paix dans la région par les forces de l'ordre, des exactions ont été commises contre les Hutu : assassinats, pillages, brutalités diverses. Durant cette période, les autorités politiques ont créé des camps de déplacés et des camps de regroupement où la population vivaient dans des conditions de vie très difficiles.

Cette crise a non seulement emporté des vies humaines mais elle a aussi entraîné des pertes énormes de biens matériels et détérioré les relations sociales. Ces retombées ont retenu notre attention au cours de la 3<sup>ème</sup> partie de notre travail. En effet, la crise d'octobre 1993 a désorganisé l'économie de la commune Burambi : des activités agricoles ont été perturbées (cultures tombées en friche notamment le café et le palmier, diminution de la production vivrières), des activités pastorales sont totalement tombées en l'air, la réduction et ou l'abandon

de certains métiers comme la pêche, la vannerie, la maçonnerie ont été soit abandonnés, soit réduits à néant.....

La crise d'octobre a contribué à la détérioration et à la distension des relations sociales notamment entre les Hutu et les Tutsi. Mais l'on doit signaler des actes visibles et forts de solidarité qui ont été posés par l'ethniquement différent dans certaines zones de la commune Burambi ; aussi des sauveurs de vies humaines existent dans cette entité administrative.

En outre les infrastructures n'ont pas été épargnées pendant cette crise d'octobre : des écoles ont été détruites, des infrastructures sanitaires ont été réduites presque à zéro, des lieux de culte ont été saccagés...

Certes cette crise a eu des retombées néfastes sur la vie de la population de Burambi mais il ya eu des initiatives qui lui ont permis d'être résiliente et de se ressouder notamment les rencontres communautaires initiées par les autorités locales et dans lesquelles un accent particulier était mis sur les actions visant le mieux vivre-ensemble, la cohabitation pacifique, la reconstruction et l'intégration des ex-combattants... .

**Mots-clés** : armée, crise, élections, partis politiques, rébellion, unité nationale, économie, démobilisation, Hutu, Tutsi

**ABSTRACT**

Independent Burundi was shaken by a series of bloody political and identity crises in 1965, 1969, 1972, 1988 and 1993. To stem these crises, President Pierre Buyoya initiated the policy of National Unity which materialized on February 5 1991 with the signing of the Charter of National Unity. Under his regime, a Constitution promulgated on March 13, 1992 made it possible to organize the pluralist elections of June 1993. These were won by the FRODEBU party led by Melchior Ndadaye. But this authority was assassinated on October 21, 1993 during a military putsch which plunged the country into an unprecedented crisis. These situations were well experienced by the Burundian population, including those of the Burambi commune, which was the subject of our study area.

In our work, we, in the first part, made a brief presentation of our study area in terms of physical, human and economic geography. The different administrative consolidations of this entity were presented. The economic relations between the Burambi commune and the neighboring communes of Rumonge, Mugamba, Buyengero were analyzed.

In the second part, we look at the existential framework of the October 1993 crisis in Burambi commune. We spotted signs that presaged this crisis, including civil disobedience, the appearance of a form of crime unknown in the region, the unusual violation of social norms, the presence of unusual prayer groups. We also analyzed the participation of the population in the process. of democratization of the country, notably the presidential and legislative elections of June 1993 which were won by the Sahwanya-FRODEBU party led by Melchior Ndadaye. The latter was the victim of a military putsch which plunged Burundi into an unprecedented crisis. In Burambi, Tutsi were killed and their property looted by Hutu. Others took refuge in the capital of the Burambi commune, in Minago, in Rumonge and in Kanyosha. During operations to restore peace in the region by the forces of law and order, abuses were committed against the Hutu: assassinations, looting, various brutalities. During this period, the political authorities created camps for displaced people and regroupment camps where the population lived in very difficult living conditions.

This crisis has not only taken human lives but it has also led to enormous losses of material goods and deteriorated social relations. These repercussions caught our attention during the 3rd part of our work. Indeed, the crisis of October 1993 disrupted the economy of the Burambi commune: agricultural activities were disrupted (crops fell fallow, notably coffee and palm trees,

reduction in food production), pastoral activities completely collapsed, the reduction and or abandonment of certain trades such as fishing, basketry, masonry were either abandoned or reduced to nothing.....

The October crisis contributed to the deterioration and distension of social relations, particularly between the Hutu and the Tutsi. But we must point out visible and strong acts of solidarity which were carried out by ethnically different people in certain areas of the Burambi commune; also savers of human lives exist in this administrative entity.

Furthermore, infrastructure was not spared during this October crisis: schools were destroyed, health infrastructure was reduced almost to zero, places of worship were ransacked...

Certainly this crisis has had harmful repercussions on the life of the population of Burambi but there have been initiatives which have enabled it to be resilient and to come together, notably the community meetings initiated by the local authorities and in which particular emphasis was placed on actions aimed at better living together, peaceful cohabitation, reconstruction and integration of ex-combatants....

Keywords: army, crisis, elections, political parties, rebellion, unity  
national, economy, demobilization, Hutu, Tutsi.

**TABLE DES MATIERES**

<b>IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY .....</b>	<b>i</b>
<b>DEDICACE .....</b>	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>iii</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>iv</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>vi</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>viii</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>xii</b>
<b>LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....</b>	<b>xiv</b>
<b>AVANT PROPOS .....</b>	<b>xv</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>1</b>
1. Choix et intérêt du sujet .....	2
2. Problématique et hypothèse .....	2
3. Articulation du sujet.....	2
4. Délimitation spatio-temporelle .....	3
5. Sources et méthodologie.....	3
6. Difficultés rencontrées au cours de nos recherches .....	3
<b>CHAP. I. PRESENTATION SOCIOPOLITIQUE DE LA COMMUNE BURAMBI .....</b>	<b>4</b>
<b>AVANT LE COUP DE FORCE MANQUE D'OCTOBRE 1993.....</b>	<b>4</b>
I. La commune Burambi dans son espace.....	4
A. Aspect géographique.....	4
1. L'hydrographie .....	4
2. Le relief.....	4
B. Historique de la commune Burambi.....	5
1. La création de la Commune Burambi .....	5

2. Sa fusion avec la commune Buyengero .....	9
3. Sa séparation avec la commune Buyengero.....	9
C. Aspect socio-culturel.....	11
D. Situation Socio-économique .....	12
1. La situation de l'enseignement .....	12
2. La santé.....	12
3. Agriculture .....	14
a. Les cultures vivrières .....	14
b. Les cultures commerciales.....	15
1. Le commerce.....	16
2. Les activités artisanales.....	17
3. La pêche .....	18
4. Les relations entre la commune Burambi et celle de Mugamba.....	19
5. Les relations avec la commune Rumonge .....	20
E. Quelques événements sociopolitique à Burambi d'avant 1993.....	21
1. Les échos de la crise de 1972 en commune Burambi .....	21
2. La charte de l'unité nationale.....	23
3. La constitution pluraliste de 1992 et le multipartisme.....	24
<b>CHAP II. CADRE EXISTANCIEL DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE</b>	
<b>BURAMBI.....</b>	<b>27</b>
I. Antécédents présageant une crise imminente à l'aube de 1993. ....	27
A.    Désobéissance civile assez fréquente et ouverte .....	27
B. Apparition d'une criminalité : Ba Gatarina.....	28
C. Violation peu ordinaire des normes sociales : viol commis par des <i>Bamusaganya</i> .....	29
D. Des groupes de prières atypiques : rencontres dans des grottes. ....	30

II. La participation de la population de Burambi dans la marche vers la démocratie.....	31
A. La campagne électorale.....	31
B. La victoire du FRODEBU .....	36
C. L'échec de l'UPRONA .....	40
III. La crise d'octobre1993 en commune de Burambi .....	42
A. La crise de d'octobre 1993.....	42
B. Le vécu de la population de Burambi après l'assassinat du président Melchior Ndadaye. ....	43
1. Le barricade de pistes rurales.....	44
2. Pillage des biens.....	45
3. La fuite de la population .....	45
4. L'arrivée des rebelles dans la commune Burambi .....	47
5. Le comportement de la population face à la présence des rebelle .....	49
a) L'exil de la population.....	50
b) Collaboration relative avec les rebelles .....	52
6. Les autorités face à la crise .....	53
a) Attitudes adoptées par les autorités administratives .....	53
b) Installation des positions militaires et leurs impacts sur la population .....	54
c)La répression par l'armée .....	55
d) La résistance .....	56
e)Les regroupements de la population .....	58
f) Les rencontres communautaires .....	60
g) Paiement des biens détruits ou pillés.....	60
h) La guerre entre les FAB et les rebelles.....	61
i) Pertes des vies humaines et des biens.....	63
<b>CHAP.III. LES RETOMBEES DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 A BURAMBI.....</b>	<b>65</b>
I. Une économie désorganisée .....	65

---

A. Des activités agricoles perturbées.....	65
1. Les cultures industrielles tombées en friche : cas du café .....	65
2. La diminution de la production vivrière. ....	66
3. De palmeraies tombées en jachère.....	67
B. Un élevage tombé presque en faillite. ....	68
1. Le gros bétail.....	68
2. Le petit bétail .....	69
C.Abandon ou suspension temporelle de certains métiers.....	69
1. La pêche .....	69
2. La vannerie.....	71
3. Le commerce.....	71
4. La maçonnerie.....	72
II. Détérioration sociale et destruction des infrastructures. ....	72
A. Relations sociales distendues .....	72
B. Destruction des infrastructures scolaires.....	74
C. Des infrastructures sanitaires réduites presque à zéro.....	75
D. Destruction des lieux de culte .....	75
E. Difficultés d'intégration des ex-combattants.....	76
F. Conditons de vie difficiles dans les camps de déplacés. ....	78
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>82</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>84</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>89</b>

**SIGLES ET ABREVIATIONS**


---

<b>BBC</b>	: British Broad casting Corporation /Société de radiodiffusion britannique
<b>BCB</b>	: Banque Commerciale du Burundi
<b>BRARUDI</b>	: Brasseries et Limonadières du Burundi
<b>Candit</b>	: Candidature
<b>CNDD -FDD</b>	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie –Force de Défense pour la Démocratie
<b>CONCERN</b>	: Concern Worldwide
<b>DDR</b>	: Démobilisation Désarmement Réinsertion
<b>E P</b>	: Ecole Primaire
<b>FLSH</b>	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
<b>FVS</b>	: Famille pour Vaincre le SIDA
<b>FNL</b>	: Front National pour la Libération
<b>FRODEBU</b>	: Front pour la Démocratie au Burundi
<b>FROLINA</b>	: Front pour la Libération Nationale
<b>HCR</b>	: Haut-Commissariat pour les Réfugiés
<b>IEP</b>	: Institut d'Etudes Politiques
<b>JRR</b>	: Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore
<b>Op.cit.</b>	: Opère citato (ouvrage déjà cité)
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PP</b>	: Parti du Peuple
<b>p</b>	: Page
<b>RPB</b>	: Rassemblement du Peuple Burundais
<b>RUBUBU</b>	: Rumonge Burambi Buyengero
<b>UB</b>	: Université du Burundi
<b>UE</b>	: Union Européenne.

- UN** : United Nations /Organisation de Nations Unies
- UNR** : Université Nationale du Rwanda
- USA** : United States of America /Les Etats Unis d'Amérique
- UPRONA** : Unité pour le progrès National

**LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX**

Tableau 1 : Liste des sous-chefferies qui ont donné naissance à la Commune Burambi (1960) .	7
Tableau2 : Répartition de entités administratives par zone, des collines de Burambi (15 juin 1960 -2024) .....	10
Tableau 3 : Liste des autorités administratives de Burambi de 1960 à 2004. ....	11
.....	11
Tableau 4: Résultats des élections présidentielles du 1 <sup>er</sup> juin1993 Burambi.....	37
Tableau 5 : Répartition des déplacés par site à Burambi.....	80

## **AVANT PROPOS**

La rédaction de ce mémoire s'inscrit dans le cadre de l'obtention du Diplôme de Master en Histoire et Patrimoine à l'Université du Burundi .Le mémoire intitulé : « La crise d'octobre 1993 en Commune de Burambi. De 1993-2004 » traite une période d'une dizaine d'années tout en jetant un regard panoramique sur une période d'avant la borne inferieure. C'était pour comprendre la situation régnant avant 1993 pour mieux aborder la période proprement dite. Il était primordial d'analyser le contexte de 1972 par exemple pour voir s'il n'a pas pesé sur la crise d'octobre1993. Etudier l'historique de l'espace étudié, comprendre sa situation socio-économique, les événements socio-politiques nous ont été d'intérêt particulier.

Le présent mémoire témoigne le cadre dans lequel la crise d'octobre s'est opérée. Les éléments catalyseurs de la crise ont attise le feu d'un contexte déjà malsain. Au fur du temps, la crise a produit des retombées multidimensionnelles. La renormalistion de la vie à Burambi a attendu le processus de paix conclut le gouvernement du Burundi et la rébellion FDD en 2003 après quelques années de crise.

## **INTRODUCTION GENERALE**

Le Burundi indépendant n'a pas pu jouir de tous ses espoirs escomptés. En novembre 1966, il y a changement de régime politique : proclamation de la république. Celle-ci fut confrontée à des crises politico-identitaires. Ce sont notamment les années en 1972, en 1988, et en 1993.

Ces crises ont eu des impacts négatifs sur la vie du pays. Notre travail porte sur la crise de 1993 .Elle est intervenue alors que le Burundi venait de vivre une période de démocratisation qui avait permis d'organiser des élections présidentielles et législatives en juin 1993, élections qui étaient toutes remportées par le FRODEBU. Celui-ci était dirigé par Melchior Ndadaye.

Le 10 juillet 1993, ce dernier fut investi président de la république du Burundi. Trois mois après son investiture, ce dernier fut assassiné. C'était le 21 octobre 1993. Cet assassinat plongea le pays dans un marasme politico-identitaire. Des massacres de certains Tutsi et de Hutu ont eu lieu sur une bonne partie du territoire burundais. D'autres ont pris le chemin de l'exil. Une répression fut exercée par les militaires contre certains Hutu qui restaient dans la région et l'insécurité gagna tout le pays. D'autres se sont dirigés progressivement aux sites des regroupés

En 1995, une rébellion fut organisée par Léonard Nyangoma : les FDD. Pour mieux contrôler les régions d'insécurité, le gouvernement instaure des positions militaires. Des populations furent déplacées de leur lieu de résidence. L'économie du pays fut désorganisée. On a assisté à la détérioration des relations sociales.

Pour faire face à la crise, le gouvernement a lancé un processus de paix qui a abouti à la signature de l'Accord d'Arusha le 28 août 2000. Comme le CNDD-FDD et le Palipehutu –FNL n'avaient pas signé cet accord, des négociations entre le gouvernement et ces mouvements politiques armés furent organisées depuis 2003.

Dans notre étude, nous allons nous intéresser à la crise de 1993 en commune Burambi.

### **1. Choix et intérêt du sujet**

La commune Burammbi que nous étudions, faisait partie de la province Bururi en 1993. Cette zone a été en 1972 et 1993 très frappée par des crises politico-identitaires. Il est donc intéressant d'analyser comment cette crise de 1993 a été vécue par la population, comment elle a été gérée par différents intervenants locaux et provinciaux. L'étude des impacts de cette crise est aussi importante. Cette recherche nous aidera à comprendre les influences de la crise de 1972 sur celle de 1993.

L'autre intérêt de traiter ce sujet est purement subjectif : en tant que natif de cette commune, je souhaiterais connaître comment cette crise a été vécue par la population dans ma commune d'origine

### **2. Problématique et hypothèse**

La problématique de recherche « *n'est pas une simple la question : c'est une interrogation complexe qui oriente la recherche et permet de structurer un raisonnement. Une problématique pourrait explorer les causes et les conséquences sous un angle analytique.* »<sup>1</sup> Dans cette perspective, notre problématique de recherche s'intitule ainsi: Dans quelle mesure la crise d'octobre 1993 a-t-elle frappé la commune de Burambi ?

Quant à l'hypothèse de recherche, « *est une explication ou une réponse provisoire à une question (...) basée sur des preuves et des interprétations* »<sup>2</sup>. Notre réponse provisoire à la question de recherche se libère comme:

La crise d'octobre 1993 a frappé de plein fouet la Commune Burambi., elle a désorganisé la situation économique, rendu le climat social très malsain. Les politiques de paix initiées par le gouvernement ont été accueillies avec enthousiasme par la population de cette entité administrative, ce qui a favorisé l'émergence d'un climat apte à renormaliser la vie à Burambi.

### **3. Articulation du sujet.**

Le présent travail se divise en trois chapitres. Le premier chapitre porte sur la présentation sociopolitique de la Commune de Burambi avant le coup d'Etat manqué d'Octobre 1993. Le deuxième chapitre s'intéresse aux manifestations de la crise de 1993 en commune Burambi. Le

---

<sup>1</sup> A, Remond ,Comment formuler une problématique en Histoire in revue -Histoire .fr du 24/ 11/2024 visite l

<sup>2</sup> <https://fr.linkdein.com>advice>h> du 12/2/2024 a 12h 45min

troisième et dernier chapitre traite des effets de la crise d'octobre 1993 sur cette entité **administrative**.

#### **4. Délimitation spatio-temporelle**

Notre sujet de recherche porte sur la crise de 1993 en commune Burambi. Nous avons pris comme borne inférieure l'année 1993 qui a été marquée le début de la crise .L'année 2004 est identifiée comme borne supérieure pour marquer l'année de la démobilisation des combattants non intégrés dans l'armée nationale. Au niveau spatial, nous nous sommes intéressés à la commune Burambi mais nous abordons laconiquement ce qui se passe dans les communes avoisinantes.

#### **5. Sources et méthodologie.**

Lors de notre travail, nous avons essentiellement utilisé les sources écrites disponibles dans la Bibliothèque centrale de l'UB. Il s'agit des ouvrages généraux, des mémoires, des articles, de revues, des rapports et des documents de littérature grises, susceptible de nous donner des matières premières dont nous avons besoin. Nous avons aussi utilisé des sources orales issues des enquêtes que nous avons menées dans la commune Burambi.

#### **6. Difficultés rencontrées au cours de nos recherches**

Notre recherche a rencontré des difficultés liées à l'enquête, Souvent des enquêtés ne voulaient pas s'exprimer librement. Ils ne voulaient que leurs noms soient publiés. Beaucoup sont ceux qui ont accepté de parler sous couvert d'anonymat. D'autres fournissaient des informations partielles ou se montraient réticentes sur certaines questions.

Nous n'avons pas pu avoir accès aux certaines archives communales portant sur cette période. Et pourtant de tels documents sont essentiels pour une étude de ce genre.

---

## **CHAP. I. PRESENTATION SOCIOPOLITIQUE DE LA COMMUNE BURAMBI AVANT LE COUP DE FORCE MANQUE D'OCTOBRE 1993.**

### **I. La commune Burambi dans son espace.**

#### **A. Aspect géographique.**

##### **1. L'hydrographie**

La Commune Burambi « est située à 3.78806 degré de latitude Sud et à 29.42972 degré de longitude de l'Ouest .Son altitude est de 1171m. »<sup>3</sup>Elle est délimitée par au nord par la Commune Mugamba, au Nord –Est, la commune Buyengero, au Sud la commune Rumonge. Elle se situe dans la région de Mumirwa.

Des nombreux cours d'eaux traversent cette région. Ils alimentent le lac Tanganyika et appartiennent au bassin du Congo. Ces affluents, coulent en parcourant des hautes terres de la partie méridionale. Ils se subdivisent en deux : ceux qui drainent des terres de Mumirwa avant de traverser celles de l'Imbo et des cours d'eaux du Nord –Est.

Pour ceux du Sud, ils prennent naissance au Sud de la crête Congo –Nil. Ces cours d'eaux sont Rugata, Ngonya, Cugaro. Ces cours du Nord-Est sont Dama et Murembwe. Ces rivières traversent vers le Sud la commune Rumonge.

Cette hydrographie joue un rôle important pour l'agriculture, pour la pêche à la ligne ou au filet. Pendant la saison sèche, une agriculture irriguée est pratiquée dans les zones traversées par Dama et Murembwe.

Des hommes et des enfants pratiquent de la pêche à la ligne dans toutes les rivières. Ils y pêchent principalement des Alcacias (Amaka mbari, Amasomyi).

##### **2. Le relief**

La Commune Burambi loge sur trois régions naturelles : Imbo, Mumirwa et Mugamba. Constituée généralement de bas et de hauts plateaux, elle est une région modérée au niveau des températures pour une grande partie, tandis que le reste est montagneux et connaît des basses températures : il s'agit ici de Nzegwe en zone Mariza, de Nkumvya et Gicumbi zone Murago

---

<sup>3</sup><https://www.mapcata.com> du 12 décembre 2023 à 12h 23min

La grande partie de la région Sud de Burambi se localise dans l'Imbo. Cette localité est formée de bas plateaux ou des collines aplanies. Elles comprennent les collines de Rumonyi, Rutwenzi, Bisaka, Gahinda, Busaga, Gatobo et Murenge.

Le Mumirwa comprend Buhinyuza, Rwaniro, Gitaramuka, Gitongwe, Gitaba, Murara, Muzi, Busura et Magana. « *Comme tout le reste du pays, cette région connaît un climat tropical tempéré par des températures mensuelles supérieures ou égales à 18 C.* »<sup>4</sup>

Les zones montagneuses, elles sont constituées de toute la région de Maramvya, Gisenyi et Gishiha. Elles ont de pentes fortes en période pluvieuse. Son altitude se situe entre 1000 et 2000m.

Presque la quasi –totalité de la commune Burambi est favorable à l'agriculture et à l'élevage.

La texture du sol est constituée de limon, d'argile, de cailloux et de sable surtout dans certaines régions du sud de l'Imbo. Sur ces sols fertiles, poussent des cultures commerciales et vivrières.

## **B. Historique de la commune Burambi**

La Commune Burambi a connu une mutation depuis sa création en 1960. Son passé se situe dans le temps et dans l'espace. L'entité administrative telle que nous l'avons aujourd'hui. La structure d'aujourd'hui est issue de la réforme administrative qui a été opérée en 1965 et en 1982.

### **1. La création de la Commune Burambi**

Le mot "commune" n'existait pas avant. Sa création est le résultat d'une histoire des trois chefferies de Janvier 1960 – Juin 1960 à Burambi. Il y avait la sous-chefferie de la Kibira, la sous –chefferie de Buremera, et la sous-chefferie de Bukanya.

A ce propos, Ndikumana Denis nous précise : « *La Commune Burambi, est une union des trois anciennes sous -chefferies. Il y avait la sous-chefferie de la Kibira dirigée par Rusiga Paul, la sous - chefferie de Buremera dirigée par Barayandema Fabien et la sous- chefferie de Bukanya dirigée par Basabakwinshi Julien* »<sup>5</sup>. Tous ces trois sous-chefs regroupaient ces entités de janvier 1960-juin 1960.

<sup>4</sup> V.NSENGIYUMVA, *L'impact de la crise d'octobre 1993 sur l'enseignement en commune Mutambu, Bujumbura, U.B, Mémoire, FLSH/Histoire, 2000, p.5.*

<sup>5</sup> Ndikumana Denis, 78 ans, ancien secrétaire Communal, Gakonko, le 25/7/2024.

L'entité administrative de la sous-chefferie de la Kibira comprenait des collines de l'actuelle zone de Maramvya. A cela s'ajoutait la colline Kibezi qui est actuellement en commune Mugamba. Pour la sous –chefferie de Buremera, il comportait toutes les collines de la zone Rusabagi actuelle. Quant à la sous –chefferie de Bukanya, elle était composée de l'actuelle zone Murago et la zone Mariza. Mais, la colline Busaga de l'actuelle zone Murago faisait partie de la sous –chefferie de Minago. Cet ensemble administratif dépendait de la chefferie de Bututsi-Buzibira qui était partie intégrante de l'ancien Territoire de Bururi.

Le temps de gouvernance de trois dirigeants des sous –chefferies a été écourté par la préparation des élections du 15 juin 1960. Le résultat de ces élections a mis en place un premier conseil communal. Selon Ndikumana Denis : « *Les 15 juin 1960, toute la population de Burambi se met ensemble pour voter un premier conseil communal de 36 membres dont un bourgmestre Ndabigeze Paul. C'est le début du nom commun Burambi.* »<sup>6</sup>.

Ce bourgmestre a dirigé la Commune de Burambi jusqu'en 1965. La commune Burambi figurait parmi les 187 communes nées en 1960.Elle dépendait de la province Bururi. Avec l'ordonnance ministérielle le no 221/297 du 25 novembre 1960<sup>7</sup>, la commune Burambi comptait 4 zones administratives et 21 collines de recensement. Ces zones étaient Maramvya, Mariza, Murago et Rusabagi. Maramvya comprend 6 collines : Maramvya, Gisenyi, Gishiha, Magana, Muzi et Busura.

La zone Rusabagi recensait également 6 collines : Murara, Gakonko, Gitaba, Gitongwe Murenge et Gatobo. Pour Mariza, il y a 4 collines de Buhinyuza, Buyenzi, Rumonyi et Rutwenzi.

Dans la zone Murago, 5 collines composent cette entité : Bisaka, Rwaniro, Gitaramuka, Gahinda, et Busaga.

Burambi a fonctionné pendant 5 ans en tant qu'une commune autonome. C'est en 1965 que cette autonomie a pris fin Elle a été unie administrativement avec Buyengero.

---

<sup>6</sup> *Idem.*

<sup>7</sup> NDAYIRUKIYE Raphael, les échanges économiques et sociale entre les communes de Burambi, Buyengero et Rumonge de 1960 à 2000, FLSH/Histoire, 2009, P2

**Tableau 1 : Liste des sous-chefferies qui ont donné naissance à la Commune Burambi (1960)**

Nom de la sous-chefferie	Colline	Nom du sous-chef
Kibira	1. Busura 2. Gisenyi 3. Gishiha 4. Magana 5. Maramvya 6. Muzi 7. Kibezi	Ndabigeze Paul
Buremera	1. Gakonko 2. Gitaba 3. Gatobo 4. Gitongwe 5. Muarara 6. Murenge	Barandema Fabien
Bukanya	1. Bisaka 2. Buhinyuza 3. Buyenzi 4. Gitaramuka 5. Rumonyi 6. Rutwenzi 7. Rwaniro	Basabakwinshi Julien

**Source :** Réalisé par nous-même

**Figure : Carte de la province Bururi**

**Source :** NINTUNZE Janvier, *La crise de 1972 en commune Rumonge : essai d'interprétation*, Bujumbura, UB, FLSH, Histoire 2016, p.29

## **2. Sa fusion avec la commune Buyengero**

L'année 1965 marque l'année d'union entre les Burambi et Buyengero. Les deux communes étaient placées sous l'autorité de Kimaka Antoine et avaient le siège à Muyama, à Buyengero. Celui-ci a dirigé cette commune jusqu'au 29 avril 1972 où il a été assassiné, à Rumonge, avec deux de ses proches collaborateurs : son chauffeur et son secrétaire le même jour. Il a été remplacé par Mujinya Normand à partir de juin 1972. Ce dernier a gouverné cette entité jusqu'en 1973. En janvier 1977, Hakizumukama Alexis est venu lui succéder. Simbizi Audace a dirigé cette Commune de mars 1977.-1982.

Sous le président Bagaza, une nouvelle réorganisation administrative remplaça la commune Burambi sur son site d'avant 1982.

## **3. Sa séparation avec la commune Buyengero**

En 1982, la commune Burambi revient dans son emplacement à Murago. Elle avait été « *fusionnée avec la commune Buyengero en 1965* » Le retour de la commune dans ses anciennes assises a suscité un climat de satisfaction de la part des administrés et des administratifs. La distance à parcourir pour aller chef –lieu était réduite.

Selon nos enquêtés, cette décentralisation a été accomplie à la suite d'une visite à la population du président Bagaza en 1981. Cela a été faite à Muyama. Celui-ci se serait indigné contre le long trajet que devrait faire les gens de Burambi. C'est ce que raconte Nti. D : « *En 1981, nous nous sommes rendus à Muyama pour accueillir le Président Bagaza. Il a dit au gouverneur que c'est inacceptable que les gens de Burambi continuent à venir à Muyama. Quelques mois après nous nous sommes retrouvés à Murago comme avant.* »<sup>8</sup> Cette réorganisation a eu lieu lors de la réforme administrative d'oct 1982. Cette Commune a été dirigé par Kabayabaya Dominique Elle a été gouvernée par Kabayaya Dominique de 1982-1987. Un nouvel administrateur Ndikumana Edouard est nommé et a occupé ce poste de 1987-1989. Il fut remplacé par Nsibirubusa Edouard de 1989 à 1991 et Nijimbere Diomède, lui aussi, il est mort naturellement. Dans cet ordre de succession, Nijimbere Diomède a dirigé la commune (1991 à 1993).

---

<sup>8</sup> Nti. D, 54 ans, Culture, Rumonyi, le 17/6/2024.

**Tableau2 : Répartition de entités administratives par zone, des collines de Burambi (15 juin 1960 -2024)**

Zone	Colline	Total
1. Maramvya	1. Gishiha 2. Kiganza 3. Gisenyi 4. Muzi 5. Magana 6. Busura	6
2 .Mariza	1. Buhinyuza 2. Buyenzi 3. Rumonyi 4. Rutwenzi	4
3. Murago	1. Bisaka 2. Busaga 3. Gahinda 4. Gitaramuka 5. Rwaniro.	5
4. Rusabagi	1.Gakonko 2. Gataba 3. Gatobo 4. Gitongwe 5. Murara 6. Murenge	6
4	-	21

*Source : Réalisé par nous-même à partir des résultats de l'enquête*

Toutes ces collines n'ont subi aucune modification territoriale depuis la création de la commune Burambi.La réforme engagée en 1965 ou en 1982 ne les a pas touchées.

**Tableau 3 : Liste des autorités administratives de Burambi de 1960 à 2004.**

Nom et prénom	Période	Siège communal	Zone d'origine
1 .Ndabigeze Paul	1960-1965	Rusabagi	Maramvya
2. Kimaka Antoine	1965-1972	Muyama-	Muzenga
3. Mujinya Normand	1972-1973	Buyengero	Matana
4. Hakizumukama Alexis	1973-1977	Muyama- -	Vyuya
5. Simbizi Audace	1977-1982	Buyengero	Ruvumvu-Songa
6. Kabayabaya Dominique	1982-1987	Rusabagi	Matana
7. Ndikumana Eduard	1987-1989	Murago	Gisarenda –Matana
8. Nsibirubusa Edouard	1989-1991	Murago	Murago
9. Nijimbere Diomedé	1991-1993	Murago	Murago
10. Ntibanyiha Vallerie	Juillet 1993-octobre 1993	Murago	Murago
11. Simbare Pierre	1994-1996	Murago	Murago
12. Niyungeko Léonidas	1996-1997	Murago	Murago
13. Ndayisenga Déogratias	1999-2003	Murago	Murago
14. Niyondiko Elie	2003-2004	Murago	Murago Murago

*Source : Réalisé par nous-même à partir des données de l'enquête*

### C. Aspect socio-culturel

Jusqu'en 1992, la commune Burambi comptait peu d'écoles. L'enseignement était aux mains de l'Etat et des confessions religieuses. Il en été de même pour la santé. La population de la commune Burambi vaquait à leurs activités artisanales.

## **D. Situation Socio-économique**

### **1. La situation de l'enseignement**

La commune Burambi connaît des problèmes à cause du manque des infrastructures scolaires et du manque du personnel à l'aube de 1993. Toute la commune comptait un seul collège sis à Murago.

En 1992, notre région d'étude comptait 21 écoles primaires. Jusqu'en 1992, la commune Burambi n'avait aucune école secondaire. Sur 21 collines que compte notre région d'étude, seules 16 en avaient une ou deux écoles primaires. Ces 5 collines sans écoles étaient Buyenzi, Rwaniro, Magana, Busura, et Gakonko.

Les enseignants étaient payés par l'Etat et comprenaient des nationaux et des étrangers. Ces derniers étaient constitués des réfugiés rwandais et zaïrois qui avaient fui le chômage. Ils ont été bien accueillis et ont comblé le vide créé par la crise de 1972. Ils ont entretenu de bonnes relations avec les parents et l'entourage. Ceux-ci vivaient dans le peu de homes qui existaient soit sur leur lieu de travail ,soit aux enceintes des églises. Certains se sont mariés aux filles de Burambi tandis que d'autres ont préféré rester dans le célibat géographique.

On y rencontrait aussi un enseignement des pères-blancs (yagamukama), l'accent était mis sur l'alphabétisation et la liturgie. Selon nos enquêtés, on y enseignait à lire et écrire et de la liturgie. Celui qui arrivait en 4<sup>e</sup> dans ce système pouvait intégrer l'enseignement formel en 3<sup>e</sup> année. Des enfants de Burambi allaient étudier dans la Commune Rumonge surtout en 6<sup>e</sup> année.

### **2. La santé**

A la veille de 1993, la commune Burambi disposait d'un seul centre de santé : celui de Murago. Il est géré par la paroisse catholique Saint Jean –Baptiste de Murago. A propos de ce centre de santé Niyongabire Longin écrit : « Celle-ci [Burambi] ne disposait qu'un seul centre de santé. Celui de Murago qui fut construit par les missionnaires en 1959. »<sup>9</sup>Cela supposait un manque d'infrastructures sanitaires. Ce manque de structures de santé ont fait que « la

---

<sup>9</sup>L. Niyongabire, *Evolution politique, économique et sociale de la commune Burambi, De juin 1993 à nos jours. Bujumbura, UB, Mém., FLSH /Histoire ,2009. p.31*

*population fréquentent des guerisseurs traditionnels. »<sup>10</sup> Les maladiesles plus courantes , à Burambi, étaient : le paludisme, les vers intestinaux (Askaris, Ankylostome) , Migraine ,les troubles digestifs<sup>11</sup> ,etc .*

A cela, s'ajoutaient des maladies endémiques et pandémiques qui emportaient aussi des vies humaines.

Avant 1993, rares étaient des femmes qui accouchaient au centre de santé, Elles restaient chez-elles et étaient assistées par des « *sages –femmes traditionnelles* » « (*abakirizi en kirundi*) » sans aucune formation médicale. Les enfants ne bénéficiaient pas de soins particuliers comme la vaccination.

Come les infrastructures sanitaires étaient peu nombreuses, des gens malades, achetaient aussi des médicaments des trafiquants. Cela n'était pas sans conséquence. Des surdoses s'observaient souvent dans des familles, ce qui pouvaient provoquer parfois des morts.

C'est ce qu'évoque Ny. Th : « *Avant la crise de 1993, il y avait plusieurs trafiquants de médicaments. Les gens les achetaient, avec des risques de surdoses. Mon frère Ncamuruvugo a failli mourir pour avoir pris 4 comprimés en même temps. Nous avons couru en toutes direction à la quête du lait qui lui a sauvé la vie.* »<sup>12</sup>

L'administration essayait en vain de lutter contre ces pratiques jugées obscurantistes mais en vain. La situation s'est améliorée sous la 2<sup>e</sup> République surtout après l'acquisition du centre de santé de Busaga

---

<sup>10</sup>*ibid*, p.31

<sup>11</sup> Rapport du Centre de Santé de Murago [Registre polyclinique, septembre 1993].

<sup>12</sup> Ny. Th 48 ans, Cultivateur, Muzi, le 18 /7/2024

### **3. Agriculture**

Al'aube de 1993, les cultures vivrières, commerciales formaient une base solide économique, à Burambi. Dans le même sens, la pêche procurait des revenus et des ressources alimentaires importantes.

#### **a. Les cultures vivrières**

A Burambi, comme partout dans le pays, les cultures vivrières se localisent selon les régions naturelles. Avant 1993, la production était satisfaisante pour la population qui avait à manger et vendre.

Dans la région du Mugamba, on y cultive du blé, de la pomme de terre, du petit pois, du maïs, et un peu du haricot et de bananier. Ces cultures dépendent des conditions climatiques favorables qui prévalent dans la région.

Toute la zone Maramvya, le nord de la zone Rusabagi et de la zone Mariza logent dans la région où règne une forte humidité dû au froid. La période végétative dépend aussi de ses conditions météorologiques. La récolte du haricot se fait plus de 3 mois

Dans le Mumirwa ce sont presque les mêmes cultures que dans le Mugamba à part que la durée de récolte diminue. Elle est de 3-5 mois pour le bananier, le haricot, la patate douce et le manioc, le maïs, les ignames. Ici s'ajoutent les colocases qui sont des cultures des Mumirwa par excellence.

La partie de Burambi sud est le domaine du haricot, du manioc, de la patate douce, d'ignames, et durée de récolte est très courte.

A ces cultures s'ajoutent une culture qui est à la fois *vivrière*<sup>13</sup> et commerciale : le palmier à l'huile Sa période de maturité est de 6 mois. Il est vivrier car les gens de l'Imbo ne peuvent pas s'en passer dans leur nourriture. Il est commercial parce que, l'huile de palme constitue l'essentiel de la production vendue par les gens de l'Imbo.

Toutes ces cultures nécessitent des terres fertiles et sont souvent associées. Rares, sont des gens qui pratiquent de la monoculture. Elles sont une source de subsistance et de revenus.

---

<sup>13</sup> Nous le qualifions ainsi compte tenu de son importance dans la consommation des gens de l'Imbo.

La population a de quoi se nourrir. Le surplus est écoulé sur les marchés et la commune en tire des taxes qui alimentent sa caisse.

### **b. Les cultures commerciales**

A Burambi, comme les cultures vivrières, les cultures commerciales s'imposent selon le milieu naturel. Avant 1993, ces cultures fournissaient des revenus qui plaisaient aux producteurs qu'à l'Etat. On les appelle aussi « *crash crops : cultures commerciales ou de rentes, procurent des rentrées des devises burundaises* »<sup>14</sup>

Comme partout dans le pays, ces cultures se répartissent selon les facteurs climatiques. Dans région du Mugamba, c'est le domaine du thé. Le café est très fréquent dans le Mumirwa et dans l'Imbo. Le café arabica est cultivé dans la zone d'altitude tandis que le café robusta est entretenu dans des régions basses.

Le caféier a conquis l'espace agraire (...).C'est ce qu'écrit Hatungimana Alexandre : « *C'est dans cette ambiance d'autoritarisme que le caféier a conquis l'espace agraire(...)* »<sup>15</sup> Vers la fin 1992, presque chaque ménage de Burambi avait au moins 60 plants chacun. Les chefs locaux devaient s'assurer que ces champs étaient entretenus.

La culture du café et du thé ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population. Quand les producteurs recevaient l'argent après la vente du café et du thé, cela changeait leur vie. Jusqu'en 1992 plusieurs familles dans l'Imbo avaient déjà réussi à construire des maisons en dure.

Dans le Mumirwa, quelques maisons sont construites avec des briques et couvertes de tôles. Les revenus du café et du thé avaient aussi permis aux producteurs d'acheter des nouveaux pagnes pour leurs femmes et des nouveaux habits pour leurs enfants. Ils s'achetaient les leurs, de postes radio et d'une génisse.

Ces cultures avaient permis l'émergence d'une économie agropastorale qui a occupé des gens. Ceux-ci s'occupaient aussi des activités commerciales

<sup>14</sup> A.P. Cazenave, Burundi, *Une agriculture à l'épreuve de la guerre civile*, <https://doi.org/10.4000/com.579>, pp 313-337 du 22 /7/2024 à 19h50

<sup>15</sup> A. Hatungimana, *Le café et les pouvoirs Burundi*, *Cahiers d'Outre –Mer*, 2008, <https://doi.org/10/4000/com 5298> du 22/7/2024 à 20h

**D. Les activités commerciales en commune Burambi et les relations avec les communes voisines****1. Le commerce**

A Burambi, tous les produits vivriers n'étaient pas tous consommés. Le surplus était vendu sur des marchés ou à des porteurs ambulants. Des centres de commerce existent dans cette entité administrative. La pêche y jouait un rôle important et entretiennent des échanges commerciaux.

Les terres de la commune Burambi étaient connues pour leur fertilité. La production agricole vivrière est abondante. Dans le but de se procurer des biens ou des produits qu'il n'a pas, le cultivateur écoulait l'excédent sur des marchés.

Ces produits vendus étaient : le blé, la pomme de terre, le petit pois, l'eulesine, le maïs, pour les régions productrices du Mugamba. Pour les Mumirwa, ils acheminaient du manioc, du bananier, des ignames, du haricots (surtout ibirambi : le haricot multicolore), du maïs, de la patate douce, de la colocase,

Dans l'Imbo, ils vendaient presque les mêmes produits que ceux du Mumirwa à part que s'ajoutent le riz et l'huile de palme.

A Burambi, certains agriculteurs vendent bien souvent sa production avant la récolte. A ce sujet, L. Levard a fait ce constat :

*« Bien souvent, l'agriculteur vend sa production avant la récolte, que ce soit sur base d'un prix à l'unité de produit ou l'ensemble de la récolte sur surface donnée. Cette vente sur pied est fréquente dans le cas de la banane (vente deux à trois mois avant récolte). Bien souvent, l'acheteur /prêteur se charge lui –même d'effectuer la récolte en vue de la commercialiser. Là aussi, il peut s'agir d'un commerçant, d'un intermédiaire ou d'un autre agriculteur plus aisé. »<sup>16</sup>*

D'autres agriculteurs écoulaient leur production après récolte pour se procurer ce dont ils ont besoin. Ils la vendaient après marchandage avec des clients qui, des fois pouvaient acheter à crédit. Ces échanges constituaient des chances pour les transporteurs journaliers.

L'existence des produits vivriers a fait naître des petits centres de commerce. Ils se sont disséminés dans les différents coins de la commune.

<sup>16</sup> L. Laurent, *La commercialisation des produits agricoles vivriers au Burundi –pertinence et condition de succès de possibles initiatives s'inspirant de l'expérience tanzanienn des marches de gros*, Département Aller, 2014, pp21-43

A l'aube de 1993, des petits centres de commerce étaient déjà localisés dans toute la commune Burambi. Des commerçants s'étaient fait construire de boutiques dans des régions où ils estimaient avoir des clients. Chaque zone disposait de ces centres qui œuvraient souvent comme des marchés les jours fixes. Il s'agit de Murago, Maramvya, Kiyagayaga, Muyange,

Dans ces endroits, des boutiques étaient érigées sur des petits centres où se rencontraient des vendeurs des produits vivriers qui étalent ces produits devant des boutiquiers.

Ces boutiquiers vendaient des produits agricoles, des produits de premières nécessité (pétrole, du sel) et divers articles. Autour de ces centres naissent des habitations humaines. C'est que nous ne parle Ni. D : « *Ici à Rutwenzi, il y avait beaucoup de boutiques. Les commerçants vendaient du riz, du haricot, du pétrole, du sel, de ustensiles de cuisine, des cahiers, des stylos, ... Au bout de quelques années, il y avait des maisons de part et d'autres* »<sup>17</sup>Ce qui indique le dynamisme de ces centres dans le développement de la Commune.

## **2. Les activités artisanales**

Les activités artisanales retrouvées sur le territoire burundais sont variées. Ces activités sont : la vannerie, la forge, poterie, la sculpture, ...

La vannerie concerne la fabrication des objets d'usage quotidien. Les personnes interrogées reconnaissent que jusqu'avant 1993, au moins chaque ménage disposait de plus d'un panier, des plateaux, des contenants fabriqués à partir des matériels naturels à Burambi. Le panier est très utilisé lors du semis ou de la récolte. « *Ces objets, au-delà de leur utilité quotidienne, sont de véritables œuvres d'art décoratives caractérisés par leurs motifs géométriques colorés et leurs formes élaborées.* »<sup>18</sup>On y trouve aussi des cordes (ibiziriko), de cobeilles, des nattes,...

La forge était une activité des gens spécialisés. Ils travaillaient dans les familles où ils avaient, des petites cabanes réservées à ce métier. C'est ce que parle Mi. D : « *Le forgeron travaillait chez-lui. Il avait une petite maison à l'entrée de son rugo.* »<sup>19</sup>Des clients, qui, des fois leur apportaient des produits agricoles qu'ils échangeaient contre des produits de la forge. Ces produits étaient constitués des des houes, des lances, des flèches, des hanches, ....

<sup>17</sup> Ni .D, 40 ans, enseignant, Rutwenzi, le 13/7/2024

<sup>18</sup> BOTANIKA HOTEL, Bujumbura s.n, s.d, [https : //www.b. Org du 10 /6/2024 à18h 40 min](https://www.b. Org du 10 /6/2024 à18h 40 min)

<sup>19</sup> Mi .D, 39 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 17/6/2024

Pour la poterie, elle est du domaine des Batwa et des femmes principalement. Elles fabriquaient des grands pots (intango), des petits pots (urwavya/inzavya) et des cruches (umukarabo, umubindi, et d'autres récipients. Ces produits constituaient aussi des biens d'échanges entre les régions de l'Imbo et du Mugamba où ils pouvaient se procurer ainsi des produits alimentaires.

La sculpture du bois, à Burambi, concernait la fabrication des objets d'usage courant : les pilons, le mortier, et d'autres encore et des instruments de musique.

### 3. La pêche

La région sud de Burambi était connue pour sa population qui pratiquait souvent de la pêche avant 1993. Les gens de Burambi pratiquent la pêche dans la Commune Rumonge et Nyanza-Lac.

L'abondance des ressources aquatiques leur donnait de chance de ravitailler leurs familles restées sur collines en ressources monétaires et en ressources alimentaires puisque quand ces pêcheurs revenaient dans leurs familles, ils apportaient du poisson séché.

Nd. E évoque cette situation : *« A notre époque, il y avait beaucoup de poissons dans le lac. Nous pouvions avoir à amener à nos familles. Chaque pêcheur avait son contenu où il gardait sa portion de partage. Il la conservait jusqu'au jour où il rentrait à la maison ou de la soudure où nous étions payés. »*<sup>20</sup>

A côté de la pêche lacustre, une pêche dans des étangs caractérisait cette région sud de Burambi. Il a été introduit dans la région depuis 1990. Il s'agit des puits creusés dans le sol avec une forme rectangulaire. Après les avoir remplis d'eau par drainage d'un ruisseau ,on y installait des mangeoires. On y élevait de tilapias ; où la première récolte avait eu lieu après 6 mois. Le jour de la pêche les éleveurs étaient heureux car ils recevaient d'argent après avoir vendu leur production. C'était aussi l'occasion pour le producteur de se réserver une quantité à manger et de donner quelques-uns à leurs voisins. C'est ce que nous témoigne B. D: *« Nous élevions des tilapias depuis 1991.La première récolte a eu lieu à partir de 6 mois. Mais généralement*

---

<sup>20</sup> Nd. E, 38 ans, Cultivateur, Rutwenzi, le 17/6/2024

*l'éleveur attendait une année jour de la pêche, c'était une joie immense. L'éleveur recevait d'argent, des tilapias à manger, et à donner aux voisins. »<sup>21</sup>*

Cette activité est aussi génératrice de revenus qui permettent aux gens de construire leurs maisons, de payer les frais de scolarité de leurs enfants. Les pêcheurs achetaient des postes radios, des nouveaux habits pour eux-mêmes et pour leurs familles. Les gens de Burambi n'ont pas vécu en isolation. Ils ont eu des relations avec leurs voisins.

#### **4. Les relations entre la commune Burambi et celle de Mugamba**

La commune Burambi a entretenu des relations avec les communes voisines. Des échanges socio-économiques intercommunaux ont été fréquents notamment les Communes Mugamba, Rumonge et Buyengero.

Jusqu'en 1992, les relations entre la commune Burambi et la commune Mugamba étaient bonnes. C'étaient des relations socio-économiques. Des hommes demandaient des filles en mariage en commune Mugamba et vice-versa. N. J rappelle : « *Nous avions de bonnes relations avec la commune. Nos filles et fils se sont mariés aux garçons et aux filles du Mugamba et réciproquement. Par exemple ma fille cadette est mariée au fils de Mvuyekure de Kibezi. Et le fils de celui-ci a pris l'aînée de Ntakiyiruta, mon cousin. Cela accentuait des relations préétablies par nos ancêtres. Le moment des mariages était aussi un moment de rencontre familles proches ou éloignées.* »<sup>22</sup>

De plus, des familles des deux communes, avaient l'habitude de se rendre visite. Elles échangeaient des cadeaux (kugemuranira). Ceux de Burambi leur apportaient de la chikwange et des poissons séchés, l'huile de palme . Ils apportaient aussi à leurs voisins du nord, la banane douce, le manioc, le haricot, ...

Ils recevaient en retour, des pommes de terre, du petits pois, de l'eulesine, du blé,...

Selon personnes interrogées, des hommes du Mugamba descendaient à Burambi avec des contenants de beurre, et du blé qu'ils échangeaient aussi avec des pots, des cruches, du manioc et de l'huile de palme.

<sup>21</sup> B .D ,44 ans, Cultivateur, Rumonyi le 13/7/2024

<sup>22</sup> N .J, 45 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 17/6/2024

Au niveau d'élevage, des éleveurs de bovins faisaient la transhumance du Mugamba vers Burambi. Ils le faisaient pendant l'été (mu ci) depuis juillet de chaque année. Selon nos enquêtés, ces éleveurs se dirigeaient surtout vers le sud de Burambi.

Ils venaient en groupes avec des vivres qu'ils consommeront pendant leur séjour. Ils étaient ravitaillés par leurs familles. Leur séjour durait trois mois et ils retournaient chez eux vers le mois d'octobre quand les prairies redevenaient vertes dans le Mugamaba.

### **5. Les relations avec la commune Rumonge**

Depuis longtemps jusqu'à la veille de 1993, les gens de Burambi avaient de relations – symbioses avec ceux de Rumonge. Ils tissaient des relations économiques et sociales.

Dans la commune Burambi, les agriculteurs vendaient leur surplus dans la commune Rumonge. Les produits vendus étaient vivriers composés des bananes, des chikwanges, du manioc sec et frais, des petits -pois, des haricots, de l'huile de palme... Des commerçants les attendaient sur les marchés tels Rutumo, Minago, Munege, et Rumonge. Ces commerçants étaient majoritairement des femmes. Les jours des marchés étaient dimanche et jeudi pour les marchés de Rutumo et de Minago mercredi et samedi, vendredi pour celui de kizuka, et tout le lundi et samedi pour Rumonge. Les gens de Burambi apportaient du poisson, du sel, du riz, des savons. Ils y achetaient aussi des médicaments auprès des fraudeurs et passaient en toute discrétion.

En outre des hommes de divers métiers quittaient Burambi vers Rumonge notamment les pêcheurs, les maçons et autres. Il y en a même de ceux qui y ont acheté des parcelles.

Certains d'entre eux se sont mariés là –bas ou y ont eu une concubine. Ceux-ci, se souvenaient rarement des familles d'origines et la plupart ne sont pas revenus. D'autres ont cherché d'argent et envoyaient des éléments nécessaires à leurs familles restées.

Des commerçants issus de Burambi s'alimentaient en marchandises à Rumonge. Ils se procuraient des sacs de riz, du sel, du sucre, des habits, des cahiers, des poissons, Ils alimentaient ainsi leurs boutiques. Certains d'entre- eux ont pu s'acheter des propriétés à Minago, Kizuka, et centre Rumonge grâce aux revenus issus de leurs activités. D'autres ont parvenu de faire fortune sur leurs collines.

Des écoliers de Burambi étudiaient à Rumonge : ils quittaient leurs collines natales le matin et y retournaient le soir. Cette situation a favorisé l'émergence des relations entre les jeunes de 2

Communes : ils se rendaient souvent visite pendant les vacances. Des familles ayant des proches de part et d'autre se rendaient visite. Ils échangeaient des cadeaux : ceux de Burambi apportaient des chikwanges, des haricots (ibirambi), des bananes, des pommes de terre, tandis que ceux de Rumonge offraient du poisson et du riz.

Cette population de Burambi qui était en bonne cohabitation avec ses voisins. Elle a suivi de près des événements politiques récents qui ont eu lieu dans le pays. Nous allons dans les pages suivantes les évoquer succinctement.

## **E. Quelques événements sociopolitique à Burambi d'avant 1993.**

### **1. Les échos de la crise de 1972 en commune Burambi**

Les événements sanglants qui ont frappé le pays ont eu lieu en 1965, 1969 et 1988. La Commune Burambi, bien qu'elle n'ait pas été touchée directement, en a subi les échos. Ces crises de 1965 et 1969, même si elles étaient éloignées géographiquement, n'ont pas manqué à marquer les mémoires des gens de Burambi qui vivaient et cohabitaient harmonieusement sur les collines.

Selon C Ndagijimana, « *cette population était encadrée par des Bashingantahe, arbitres impartiaux et respectés de tous qui rendaient la justice et faisaient régner et l'ordre et l'unité au sein de la populationa* »<sup>23</sup>

C'est surtout la crise de 1972 qui a marqué profondément les relations entre les habitants de la commune Burambi. Nous sommes durant cette période dans une situation « *où de 1961 à 1976, les luttes politico-ethniques pour le contrôle du pouvoir vont progressivement ébarber*<sup>24</sup>, et après les massacres de 1972, maintenir le pays dans un véritable état de terreur. »<sup>25</sup>

Le Samedi du 29 avril 1972, les rebelles débarquent à Minago en provenance du Zaïre. Dans la même nuit, d'autres sont au centre urbain de Rumonge.

A Burambi, ils s'y rendent le dimanche du 30 avril. Ils y pénètrent depuis Kagongo, « *attaquent rapidement vers Minago* »<sup>26</sup>. A leur passage, il y a des Tutsis qui ont été tués.

<sup>23</sup> Ndagijimana Claudette, *Essai d'interprétation de la crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune Muhuta de 1993 à 2009, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2011, p.7*

<sup>24</sup> Sic.

<sup>25</sup> A. Guichaoua (dir), Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), Analyse, faits et documents, Lille, Université des Sciences et Technologies, 1995, p.23.

<sup>26</sup> CHRETIEN Jean Pierre et DUPAQUIER Jean François, *Op.cit.* p.91

Ils criaient Mayi-Mulelé. Les témoignages recueillis, montrent la gravité de la crise. C'est ce que nous parle notre enquêtée : *« Lorsque je parle de 1972 ici chez –nous, je manque des mots pour le dire. Je me souviens que c'était le 30 avril, nous avions des invités à notre église. Il y avait un catéchiste qui devrait venir célébrer le service de dimanche. Il était de Minago. Nous avons attendu impatiemment jusqu'à 10h, sans succès. Quand nous étions prêts de partir, nous avons capté des voix venues dans tous les sens. Ils criaient Mai –Mulélé. Nous les avons entendues vers Kibondo et Mugunga. Mais, personne ne pouvait pas interpréter ça. Nous avons couru en toutes directions, chacun vers son domicile »*<sup>27</sup>

Dans le même sens d'idée, une autre personne interrogée à cet effet, elle nous parle comment ils ont réussi à s'enfuir avec l'aide de leurs voisins hutu. Ces derniers étaient de là sous- colline Gitagari (colline Rumonyi). Cette action a sauvé cette sous colline lors de répression. C'est ce que nous partage Mi. L : *« Le même jour de dimanche nous avons réussi nous tous de nous enfuir vers Murago. Avec des cris qui couraient en tous sens, nous n'aurions pas échappé, si nos voisins hutu ne nous avaient pas accompagné jusqu'à Nkumvya. Nous avons marché avec notre troupeau. Vraiment, Nous leur avons remercié car aucun d'entre eux n'a été touché après la crise. Nous avons informé les militaires cette act combien louable. »*<sup>28</sup>

D'après les informations recueillies, cette rébellion était faite des Burundais et des Congolais. Les attaques ont lieu à Gihinga, Midodo, Kibondo et Murago.

A Burambi, la répression par l'armée burundaise a été atroce. Elle a touché les bourreaux et les innocents qui étaient restés dans la région, c'étaient des Hutu.

Les plus visés étaient les fonctionnaires, les élèves, et les commerçants. Ceux qui étaient arrêtés, étaient embarqués dans des automobiles et ont été accusés d'être de connivence avec les rebelles. Leurs biens ont étéquisitionnés et leurs terres, spoliées. C'est ce que dit K. A : *« Quand les rebelles sont défaits, les autorités communales, avec les militaires qui étaient dépêchés ici, ont tué tout Hutu. Mon grand frère était un commerçant, il a répondu à la réunion ici Murago, il n'est jamais revenu. Mais, il n'avait pas participé dans ces actes. Sa propriété a été spoliée et ses vaches sont pillées par nos voisins tutsis. Personne ne pensait qu'un voisin*

<sup>27</sup> K .F, 60 ans, commerçant, Rutwenzi, le 13/7/2024.

<sup>28</sup> Mi .L, 62 ans, Cultivatrice, Rwaniro, le 18 /7/2023

*pouvait faire ainsi à son proche. Ma mère a failli se suicider. »*<sup>29</sup> Mais même si notre enquêté parle ainsi, tous les Hutu n'ont pas été touchés.

La majorité de nos enquêtés témoignent que les familles des victimes n'ont ni pleurés ni fait de deuil. Il y avait des gens qui étaient chargés de les surveiller. A Burambi la répression s'est faite jusque dans les ménages. Les autorités administratives étaient assistées par des membres de la JRR dans la répression. L'année 1972 est restée vive dans les mémoires de la population de Burambi que ça soit en milieu hutu ou en milieu tutsi. Cette crise a contribué à la destruction du tissu social des habitants de notre zone d'étude. Mais, la déchirure allait trouver une issue dans la vision du président Buyoya qui engagea le pays sur la voie de l'unité et du pluralisme politique.

## **2. La charte de l'unité nationale**

A Burambi, la population de Burambi a participé en février 1991 au vote de l'unité nationale. Kar. An s'en souvient : *« Nous nous sommes levés à 4 heures du matin, nous avons marché pendant deux heures et plus pour arriver à Murago. Nous nous croyions être les premiers, mais à notre arrivée, le terrain était plein de femmes et d'hommes, sans oublier des jeunes. »*<sup>30</sup>

Le texte de la Charte de l'unité à laquelle les gens de Burambi ont voté, montre le changement du cap dans la politique intérieure. Les autorités s'engageaient à travers le texte de ladite charte à ne plus emprunter la voie de violence sur toutes ses formes. D'autres changements allaient intervenir notamment la fin du momopartisme. Ce vote de l'unité nationale s'inscrivait dans le cadre *« de la démocratisation des institutions politiques »*<sup>31</sup> du pays.

Dans notre zone d'étude, les élites n'ont pas adopté la même tendance dans la campagne pour le vote de l'unité nationale. Ceux de l'UPRONA enseignaient qu'il fallait voter 'oui' tandis que ceux qui travaillaient en cachette incitaient la population de Burambi à voter 'non' 'C'est ce que commente Ndikumana Denis : *« Le parti UPRONA enseignait le vote de l'unité nationale. C'était le message à tous les administratifs et à tous les administrés. Mais de l'autre côté, des gens se cachaient la nuit et incitaient la population à voter non aux prochaines élections. »*<sup>32</sup>

<sup>29</sup> K.A, 69 ans, Cultivateur, Gitaramuka, 18/7/2023

<sup>30</sup> Kar. An, 72 Ans, Gisenyi, le 18/7/2024

<sup>31</sup> A Biwowa, *Stratégies des partis politiques face à la crise socio-politique burundaise (1993-2008) : cas des partis FRODEBU et UPRONA*, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2011, p.30

<sup>32</sup> N. D, 78 ans, ancien secrétaire communal Gakonko, le 24/7/2024

Ces gens qui tentaient de détourner la population de Burambi, prendront plus tard le nom ‘des militants du FRODEBU’ et jusqu’en 1991, ces militants travaillaient en cachette.

A Burambi, toutes les composantes sociales avaient des séquelles de 1972, elles étaient pour l’unité nationale, mais, il était difficile de connaître à cette époque du monopartisme, la formation politique qui allait remorquer cette situation puis qu’il y avait déjà des mouvements contestataires. D’après les résultats de l’enquête, des idées des mouvements Bampere ou de l’UBU avaient déjà gagné Burambi. Celles-ci inciteaient des Hutu à s’émanciper contre l’injustice socio-politique qu’ils se réclamaient victimes depuis longtemps.

De l’autre côté, à Burambi, les Badasigana voulaient suivre l’appel lancé par le parti. C’est celui de la réconciliation nationale en allant au vote de l’unité nationale. Ainsi donc, toutes les composantes sociales ont finalement voté en majorité l’union nationale. L’effet de vote s’est vite concrétisé avec le référendum de la première constitution pluraliste.

### **3. La constitution pluraliste de 1992 et le multipartisme.**

La voie tracée par la conférence de La Baule, *le mouvement de la Perestroïka (1991)*<sup>33</sup> se sont conjugués avec le contexte intérieur déjà favorable au changement vers un mode de paix. Le Burundi s’y est conformé.

La Commune Burambi s’est inscrit dans cette perspective du gouvernement qui appelle aux élections référendaires à propos de la « Constitution *pluraliste du 13 mars 1992* »<sup>34</sup>. Les gens de Burambi, se mobilisent à ce vote. Mais, peu de gens croyaient au

Changement du parti unique vers un régime pluraliste. C’est ce que nous partage Ya. Th :

<sup>33</sup> Note relative au cours de Regime politique africain, FLSH/Histoire et patrimoine, M 1, A/A 2021-2022,

<sup>34</sup> S. Barumwete, *La démocratie au Burundi : entre illusion et désillusions*, in M. Mukuri, J .M Nduwayo et N. Bugwabari (dir), *Un demi-siècle d’histoire du Burundi A Emile Mworoha, un pionnier de l’histoire africaine*, Paris, Karthala, pp158-160

*« J'avais 1992. Je terminais la 7<sup>e</sup> année. Moi et mon père sommes partis vers 5heures du matin vers Murago. C'est là où nous allions voter pour une constitution favorable à d'autres partis politiques.*

*C'était comme des rêves. Personne ne croyait à ce qu'il y ait d'autres partis en dehors de l'UPRONA.Nous y avons cru après avoir vu que nous terminions de voter. J'étais dans la J. R. R comme beaucoup de mes amis. Depuis des temps, nous n'avions vu un autre parti politique outre que l'UPRONA.Nous y étaients contents. »<sup>35</sup>*

Comme pour l'Unité nationale, le vote de la Constitution a rencontré le même climat que pour l'unité nationale. Pendant la journée, les militants du FRODEBU qui étaient encore clandestins répondaient dans des rencontres communautaires. Mais, le soir, ils faisaient campagne maison par maison (inzu ku nzu) contre le vote de la Constitution.C'est ce que témoigne Niy. E : *« Lors de la campagne pour la constitution de 1992, les militants du FRODEBU qui étaient encore clandestin etaient dans les camapagnes pour cette loi, pendant la journée. Mais, la nuit, ils faisaient campagne maison par maison contre cette même Constitution. »<sup>36</sup>*

Pour l'UPRONA, ses membres ont répondu avec enthousiasme au vote référendaire. L'appel lancé par les dirigeants communaux a été suivi.

C'est ce que témoigne Nib. A : *« Chez –nous à l'UPRONA nous avons répondu avec enthousiasme au référendum. Nous avons suivi l'appel lancé par nos autorités. Nous étions prêts à tourner la page selon la voie tracée par nos autorités. »<sup>37</sup>*

Cette constitution a été votée *« en date du 9 mars 1992.Cette constitution a été adoptée à une majorité écrasante : 90 ,23 %)* »<sup>38</sup>Elle réintroduit plusieurs partis politiques au Burundi.

C'est l'objet du décret –loi no 1/06 du 13 Mars 1992 portant promulgaton de la constition de la République du Burundi qui dans son article 53 se stipule que : *« le multipartisme est reconnu en République du Burundi. »<sup>39</sup>* Quelques mois après, des partis politiques ont été créés dont le Front pour la Démocratie du Burundi, Parti du Peuple et Rassemblement du Peuple Burundais.

Mi.Junous dit : *« Nous avons commencé avoir les partis politiques en 1992. Je me souviens que c'est M. Ni qui été le premier à porter le foulard du FRODEBU.Des jeunes de chez –nous*

<sup>35</sup> Ya. Th. 50 ans, enseignant, Maramvya, le 21/ 6/2024

<sup>36</sup> Ni. E, 40 ans, Cultivateur, Gishiha, le 21 /6 /2024

<sup>37</sup> Nib .A, 54 ans, Cultivatrice, Gahinda, le 18/6/2024

<sup>38</sup> O.Bizoza, *op.cit*.p.31

<sup>39</sup> BOB No 4/92du 1er avril au 1er mai 1992, p.111.

*commencèrent à entrer dans le JEDEBU. C'était comme de l'impossible devant nos yeux pour nous qui avons grandi sous le seul parti du Prince Luis Rwagasore. »*<sup>40</sup>

A Burambi comme ailleurs dans le pays, c'étaient les mêmes membres qui étaient à l'UPRONA qui ont intégré le FRODEBU. Ce sont en majorité des Hutu qui ont migré vers le FRODEBU.

Certains Hutu ont vu l'avènement du FRODEBU comme un moment d'émancipation. Des militants de ce parti n'hésitaient à dire que le parti des Hutu est venu (Umugambwe w'abahutu waje).

Mais, même si ce langage des membres du FRODEBU était ainsi, l'article 20 du décret-loi no1/010 du 13 mars 1992, stipule que : *« Pour être agréé, les partis politiques sont tenus de souscrire à la charte de l'unité nationale et adhérer aux principes fondamentaux de la personne humaine, la promotion d'un Etat de droit fonde sur le respect et défense de la démocratie, la défense de l'intégrité territoriale et souveraineté nationale(...) »*<sup>41</sup>

Les gens de Burambi avaient déjà l'espoir dans ce nouvel espace politique. Mais, ils ne savaiet

---

<sup>40</sup>Mi. Ju ,65 ans, Busaga ,18/6/2024

<sup>41</sup>Bizoza op.cit. .p.32,

---

## **CHAP II. CADRE EXISTANCIEL DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 EN COMMUNE BURAMBI.**

### **I. Antécédents présageant une crise imminente à l'aube de 1993.**

Nous avons déjà passé en revue de la situation régnant à Burambi avant 1993. La population de Burambi vivait, paisiblement sur des terres fertiles. Néanmoins, cette paix, était relative car, il y avait des moments de troubles que l'on observait ici et là. La crise d'Octobre 1993 n'a pas été spontanée, elle a eu des antécédents qui l'ont prédite.

#### **A. Désobéissance civile assez fréquente et ouverte**

*« Une désobéissance civile se développa à grande échelle et l'intoxication fut son paroxysme »*

<sup>42</sup> Selon nos enquêtés, à Burambi, l'année 1993 marque une sorte de refus des ordres publics. Des gens font semblant d'obéir alors qu'ils se méfiaient des autorités.

La Commune comptait un grand nombre de caféicultures, la grande partie des travaux communautaires se faisaient au niveau des pépinières. Parfois, des personnes se montraient réticentes à ces travaux. C'est ce que nous explique K. J :

*« Ici à Buhinyuza, avant l'assassinat du Président Ndadaye, il y avait un grand champ de caféier. Chaque samedi, nous devrions aller aux différentes pépinières. Ici, c'était vers les bas-fonds des marais, pour ceux de Rumonyi et Rutwenzi la pépinière se trouvait chez Nzigo, tout près de la rivière Rugata.*

*Chaque soir du vendredi, il y avait, une personne qui appelait à haute voix pour ces travaux du lendemain. Il s'observait des personnes qui refusaient sans motifs de s'y rendre. D'autres s'en prenaient à ces appelants (Abahamagazi) ou aux chefs de dix maisons. C'était la première fois que je voyais cela. J'avais entendu de cas lors des dernières années de l'occupation belge les gens qui refusaient les ordres des chefs devaient fuir vers Manamba. J'ai vu des personnes qui se présentaient régulièrement aux travaux communautaires mais qui pouvaient retourner chez eux sans travailler ou le faisaient tant bien que mal. »<sup>43</sup>*

---

<sup>42</sup> L.Budabuda, *Impact de la crise d'octobre 1993 sur la vie socio-économique d'une Commune rurale du Burundi : cas de la Commune Giteranyi, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2007, p.65.*

<sup>43</sup> K.J, 66 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 17/6/2024

A Burambi, il y avait des personnes qui ne respectaient les ordres des autorités locales. Les travaux communautaires ont été boycottés, et les infractions y relatives commises avaient atteint un niveau élevé.

On remarque aussi des personnes qui refusaient de se rendre dans des rencontres communautaires (amakoraniro). Après le vote de la première Constitution pluraliste, ces cas d'insolence ne faisaient qu'augmenter. Certains parents refusaient même de payer le minerval ou d'inscrire leurs enfants à l'école. A ce sujet N.T rapporte :

*« Dans les années 1990, nous avons vu des personnes qui refusaient d'aller avec les autres écouter les ordres lors des rencontres communautaires. Mon voisin Vyamungu Zébédé a été arrêté et a payé des d'amandes. Il avait refusé d'aller dans la rencontre communautaire à Kiziba. Le chef HA. NA lui a fait payer 3000f d'amende et une corvée de pailler sa plantation du caféier. C'était horrible car cette somme était énorme à l'époque. Je ne peux pas oublier la gifle qu'a reçue Makobero Gaspard quand il faisait semblant d'être ivre en insultant notre Mutware HA .NA. »<sup>44</sup>*

A Burambi, cette désobéissance ne va pas sans se rencontrer avec d'autres cas immoraux. Ils s'accompagnaient par d'autres cas de délits sociaux tels le banditisme.

### **B. Apparition d'une criminalité : Ba Gatarina**

A l'aube 1993, il se remarque à Burambi, des cas de banditisme jamais observés. Il s'agit de Barumenanzugi (Cambrioleur). C'étaient des personnes fortes physiquement qui cambriolaient des portes ou des fenêtres des maisons, puis ils entraient par force. Ils n'hésitaient pas de tuer ceux qu'ils rencontrent sur leur passage. On les appelle ba gatarina.

Ces actes de violence ont témoigné une insécurité qui naissait petit à petit à Burambi. Ces bandits étaient des Burundais.

---

<sup>44</sup> N.T, 56 ans, Cultivateur, Gisenyi, le 18/7/2024

### **C. Violation peu ordinaire des normes sociales : viol commis par des *Bamusaganya*<sup>45</sup>**

Des cas de viol ont été observés dans notre zone d'étude. Des individus non identifiés attaquaient des jeunes filles et des femmes. La population de Burambi leur a donné le nom de *Bamusaganya* (Wabakajii en swahili, et violeurs en Français).

C'est ce que dit notre enquêté K. M :

*« Avant la crise de 1993, nous avons vu un comportement inhabituel. Un groupe d'hommes malhonnêtes s'est mis à prendre les filles et les femmes par force et les violer. C'étaient des *Bamusaganya*. Ils se mettaient dans des grands chemins, aux sources d'eau, aux carrefours des sentiers. C'était difficile pour le genre féminin de passer pour rentrer ou puiser de l'eau à la source. »<sup>46</sup>*

Les victimes de cette violence rencontraient de grand problème dans la société :

Certaines tombaient enceintes et restaient chez elles : leurs enfants étaient stigmatisés ainsi que leurs mères. Ces enfants grandissent dans un désarroi total. Ils sont de pères inconnus et n'ont pas de droit de propriété car ayant grandi chez leurs oncles ou grands-parents, ils ne pouvaient pas hériter de la terre. La plupart de ces enfants n'ont pas eu même droit d'aller à l'école. C'est ce que mentionne Ng.P :

*« NY. A est un née d'un père qui n'a pas été identifié. Sa mère quand elle venait d'une fête de mariage à Musave, est tombée dans un groupe de malfaiteurs. Ils lui ont fait tout ce qui est de mal. Ils l'ont violée, puis abandonnée à elle-même. Elle a été retrouvée par des passants qui restaient derrière.*

*Après, elle a mis au monde un enfant qui est NY.A. Sa mère a vécu dans une situation difficile. Ses frères n'ont pas donné de chance à cet enfant d'aller à l'école. Cette mère fut mariée plus tard à un homme de Kabezi laissant derrière son fils. Lors du partage de la propriété ses oncles ne lui ont rien donné comme la terre. »<sup>47</sup>*

A la différence de ces premiers criminels précités, il y avait un autre groupe dénommé transporteurs des filles ou abareruzi ou abateruzi.

<sup>45</sup> C'est un mot nouveau qui est né avec la crise. Ce n'est pas un rundi

<sup>46</sup> K.M, 69 ans, Cultivateur, Bisaka, le 18/7/2024

<sup>47</sup> Ng. P, 38 ans, Cultivateur, Busaga, le 18/7/2024

C'est ce qu'affirme M. V :

*« La fille de Ci. G a abandonné l'école étant en sixième. Elle étudiait à Minago jusqu'en 1992. Quand elle a renoncé à fréquenter l'école, l'année qui a suivi, elle est tombée dans une bande d'hommes à Rutwenzi. Ils l'ont emmené (guterura) jusqu'à la maison du fils de Cu. Cl qui est B. A. Elle fut mariée ainsi à cet homme. Elle est restée là-bas et y a mis au monde des enfants jusqu'à ce que son mari aille dans les groupes armés. »<sup>48</sup>*

A Burambi, ce comportement immoral s'est fait dans un silence total de la part de l'administration. Ce groupe n'a jamais été inquiété et faisait la pluie et le beau temps.

#### **D. Des groupes de prières atypiques : rencontres dans des grottes.**

Dans les années 1991-1992, des gens priaient dans des endroits non établis pour cette action. Ils se réunissaient dans grottes ou dans des buissons pour prier.

. C'est ce que dit M. G :

*« Mon frère est connu de tous pour avoir participé activement dans un groupe inconnu qui priait dans les buissons, dans les grottes. Ici, à Rumonyi, ce groupe était actif. Mon grand frère était jadis dans la religion pentecôte.*

*Il était même dans le comité de l'Eglise de Gatwe. Personne n'a su comment il est devenu sans église, optant ainsi de partir avec ma sœur. Après, quelques temps, ils étaient nombreux. Ils n'avaient de demeure de prière fixe. Elles étaient nomades. Elles partaient à Bujumbura, puis revenaient. Souvent leur direction était Rumonyi – Rutwenzi – Bisaka-Gitanga. Je me souviens de mon ami HA. E, de Bisaka qui a abandonné catéchuménat pour suivre cette secte. »<sup>49</sup>*

A Burambi, ces adeptes croyaient que seules les prières peuvent sauver l'homme. Pour eux, inutile d'aller au centre de santé quand on est malade. Leurs enfants n'étaient pas vaccinés. Par exemple, lors du vaccin de 1992 contre la méningite, des parents l'ont refusé. Ils ne portaient pas de souliers. Des fois, ils prophétisaient l'apocalypse en milieu public.

<sup>48</sup> M.V, 58 ans, Cultivatrice, Buyenzi, le 11 /7/ 2024

<sup>49</sup> M.J, 68 ans, Rumonyi, le 17/6/2024

Ce comportement perturbait l'ordre et créait des litiges avec les autorités qui les ont pourchassés car ils perturbaient l'ordre public. C'est dans ce désordre qui s'ajoute au contexte déjà malsain que s'ouvre la marche vers la démocratie à Burambi.

## **II. La participation de la population de Burambi dans la marche vers la démocratie**

Dans un contexte de changement politique, la population de Burambi y a participé depuis 1991 - 1992. La campagne électorale de 1993 a donné une victoire au parti FRODEBU. Le parti UPRONA qui gouvernait le pays a été vaincu.

### **A. La campagne électorale**

La Charte de l'unité nationale (1991) a orienté la première constitution pluraliste et a ouvert la voie de participation politique à Burambi, en 1992.

Nous venons de voir un engagement ferme de la part des autorités politiques burundaises pour le changement. La Commune Burambi n'a pas fait d'exception. Elle s'est inscrite sur cette voie de la démocratisation.

La campagne électorale de 1993 a été faite à Burambi pour tous les partis politiques agréés : ces partis politiques sont l'UPRONA, le FRODEBU, et P R P. Ces formations politiques ont participé dans la course à la présidentielle et aux législatives.

N. L nous parle :

*« En 1993, nous avons vu du multipartisme comme une nouvelle page de l'histoire. Mon père était dans le parti FRODEBU. Le jour de la campagne, nous partions à Murago, à Kiyagayaga. Moi, je partais tout simplement comme un enfant, mais un peu adulte. J'allais partout car j'avais du temps car j'avais abandonné la 6eme année. Mon oncle VY. V - m'invitait chaque fois pour que j'aïlle avec lui. Je me souviens que ce jour était mercredi quand j'apercevais des drapeaux variés. J'ai vu les drapeaux de l'UPRONA et du FRODEBU. Ce jour l'UPRONA rencontrait ses partisans à Busaga à 11heures et le FRODEBU 15h à Murago. »<sup>50</sup>*

---

<sup>50</sup> N.L 45 ans, Commerçant, Gitaramuka, le 18/7/2024

Trois candidats de ces formations politiques y ont participé et l'indépendant les avaient représentées. « *Il s'agissait du président de la République, Pierre Buyoya, candidat de l'UPRONA, de Melchior Ndadaye du FRODEBU et Pierre Claver Sendegeya du PRP* »<sup>51</sup>

A Burambi, le contexte de la campagne électorale (1993) est venu dans un contexte généralement apaisé au début. A part les délits sociaux que nous avons décrits ci-haut, le climat social était calme. Les partis politiques faisaient des descentes partout dans les coins de la commune, mais ils se heurtaient au manque des infrastructures routières bien aménagées.

Ils préféraient rencontrer leurs membres à Murago, Busaga, Kibondo, Donzi, Maramvya, Kiyagayaga.

B. C le rappelle :

*« la campagne électorale de 1993 a commencé dans contexte stable, sauf quelques cas de banditisme et de vagabondage sexuel. Ceux qui animaient les meetings restaient coincés au bord cette piste routière de Murago. »*<sup>52</sup>

A Burambi, cette campagne a changé de climat progressivement. Elle était animée par un esprit 'tribaliste', elle montrait déjà les larves d'une crise en ébullition.

Rénovât Ndashinze parlait de l'existence des slogans divisionnistes : « *Des messages, des slogans divisionnistes ont été utilisés en 1993 durant la campagne électorale : « Ntagikere ciswe muribora [sic] (pour qualifier Ndadaye de crapaud, etc. »*<sup>53</sup>. Dans cette logique, un témoin se souvient d'une chanson qui était célèbre en 1993 lors de la campagne électorale. Voici ce que nous dit N. V : « *Ico kinyamwanira barabahenze, ico kinyamwanira barabahenze !* »<sup>54</sup> Il qualifiait d'oiseau de mauvaise augure le candidat Ndadaye. Ce style était le fait des membres de l'UPRONA qui ne voulaient le changement dans la gestion du pays.

Pour le FRODEBU et ses alliés, il fallait un changement politique. « *Moi, j'ai vu ce qui s'est passé en 1972 et j'ai entendu ce qui est arrivé en 1965. Nous voulions que cela cesse. Nous étions heureux de voir les choses évoluer vers le changement politique.* »<sup>55</sup>

<sup>51</sup> J. Gahama, « *Limites et contradictions au Burundi*, » in *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, cité par Z. Bankuwunguka, *La crise d'octobre 1993 en commune Gishubi, 1993-2000, Mémoire*, UB, FLSH/SPTD /Histoire, p.40

<sup>52</sup> B.C, 59 ans, Cultivatrice, Muzi, le 1/4/2024

<sup>53</sup> Rénovât Ndashinze Du passée composé à la future simple : 1993, l'année ou toute bascule Dans Iwacu, p.10.

<sup>54</sup> N. V, 58 ans, Cultivatrice, Rwamiro, le 18/7/2024

<sup>55</sup> Rénovât Ndashinze, *op.cit.* p.15.

A Burambi, dans le camp hutu, certains d'entre eux, véhiculaient des messages tribalistes. Ils n'hésitaient pas à dire que le FRODEBU est le parti des Bahutu pour reprendre les propos de Ndagijimana Claudette : « *Umugambwe w'abahutu ugiye washika.* » (*Enfin le parti, le parti des Hutu est arrivé*).<sup>56</sup> Les slongans incitateurs étaient partout, Sinduhije Jérôme écrit : « *Hagarara bwuma : tenez –vous droit comme une barre de fer, Susuruka : rechauffez-vous.* »<sup>57</sup>

C'est le message que véhiculaient ces membres du FRODEBU. C'est ce qu'il martèle : « *Si l'enfant vomit, qu'il vomit l'UPRONA (Umwana adahwe, adahwe UPORONA). Quand un enfant tête, qu'il tête le FRODEBU (Umwana yonke yonke, yonke FRODEBU).* »<sup>58</sup> Ici, les membres du FRODEBU se montraient très fermes visa –vis du changement. Ils s'y préparaient en commençant par leurs progénitures. Ils montraient à tout prix qu'il fallait mettre l'UPRONA dans l'oubliette de l'histoire.

Dans le même angle, d'autres chansons haineuses existaient. C'est le cas de : « *Cet UPRONA n'était que du chantage* » *Il n'a pas de militants* » « *Même ceux que vous voyez, il les a empruntés.* » Ce qui peut se traduire : (*Iyo Mporona kari akarimi :* » « *Abanywanyi ntigira namba* » « *Nabo ifise ni abo yatiye* »<sup>59</sup> . Genda mporona warambabaje : ôte –toi, tu m'as fais souffrir),<sup>60</sup> Dans le même sens, Gaspard Nduwayo précise d'autres mots prononcés par les Frodebustes : « *Tera iyo mporona iromotse* », (Lancez des herbes d'humiliation à l'UPRONA qui s'enfuit »<sup>61</sup>

A Burambi, le FRODEBU n'avait tardé pas à recruter ses membres sur base ethnique. Sur ce sujet Ndagijimana Claudette clarifie : « *On n'avait pas tardé à remarquer que certains partis comme le FRODEBU avaient recruté leurs membres sur base ethnique.* »<sup>62</sup> Dans le même sens, Ruberintwari P écrit : « *Les partis ont vite fait de se regrouper selon les schémas simples de partis qualifiées « Hutu », où l'apparence ethnique était le critère prépondérant de recrutement.* »<sup>63</sup>

<sup>56</sup> Ndagijimana, *op. cit.*, p.32.

<sup>57</sup> J.Sinduhije, *Echelle de la responsabilité dans les guerres et conflits africains, Pays du COMESA, cas du Rwanda et du Burundi, Bujumbura, décembre, 2002, p.199*

<sup>58</sup> *Idem.*

<sup>59</sup> L.Niyongabire, *op.cit.*, p.73.

<sup>60</sup> C. Nibigira cité par Z .Bankuwunguka, *op.cit.*, p.41

<sup>61</sup> G.Nduwayo, *La crise d'octobre 1993 : Essai d'interprétation, Bujumbura, Université du Burundi /FLSH/Histoire, 1998, p. 29*

<sup>62</sup> *Ibidem* 12

Cela signifie que l'apparence socio-antropologique avec un chapeau ethnique devient élément de référence. C'est dans ce contexte que les partis d'obédience hutu (le PP et le RPB) se sont ralliés au parti de Ndadaye Melchior.

L'UPRONA et ses partis satellites, diabolisaient leur adversaire en le qualifiant de l'oiseau de mauvais augure. Le candidat Ndadaye est ainsi appelé vautour (*Ikinyamwanira*). Ils chantaient ! Ce vautour on vous a menti ! (*Ikinyamwanira barabahenze, Ikinyamwanira barabahenze* !)<sup>64</sup> Tel était la chanson pendant la campagne électorale à Burambi. « *Porona iratsinda nka mbere* » (« *Que l'Uprona gagne comme d'habitude* »)<sup>65</sup>. Des Upronistes accusaient Sahwanya d'être l'instigateur des maux que connaissaient le pays .Ainsi disaient –ils : « *Murabaza Sahwanya niyo yabiteye* » .Ce qui peut se traduire : « *Toutes les épidémies et les crises que le pays a connues sont à mettre sur le dos du parti Sahwanya –FRODEBU* »<sup>66</sup>

Tous ces slogans étaient souvent des « *chants folkloriques transformés en panégyries partisans avec des refrains les plus populaires subissent des changements au niveau morphologique et sémantique* »<sup>67</sup>. Ces militants vont plus loin en souhaitant que Ndadaye soit un Mandela. Etudiant l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> juin 1993 au Burundi, Julien Nimubona précise : « *Ce n'est pas pour rien que ses militants chantent « Ndadaye, soit Mandela » « Ndadaye, uraba Mandela » ce qui lui confère une légitimité sur le plan ethnique* »<sup>68</sup>

Au sens idéologique, à Burambi, le FRODEBU condamnait les Tutsis d'avoir dominé les Hutu pendant longtemps et monopolisé les domaines sensibles de la vie du pays. C'est notamment dans l'armée, la gendarmerie et la justice. Ces Hutus du FRODEBU vont très loin en accusant l'UPRONA de n'avoir pas développé l'agriculture qui occupait, selon toujours ledit parti, la majorité des Hutu. Ce parti note que l'« *Etat avait tué l'élite hutu.et d'avoir bafoué les droits de*

<sup>63</sup> Ruterintwari P, « *Le processus de la démocratisation : sprint sur faux départ.* » in *Au Cœur de l'Afrique*, 3-4, 1994, p.4.

@1. *Les propos réendus lors de la campagne électorale de 1993 par les Frodebistes à Burambi.*

<sup>64</sup> Anonyme, environ 60 ans, Busaga, le 18/ 6/2023

<sup>65</sup> C. Nibigira, « *L'engagement politique à travers la chanson, les campagnes électorales de 1993, 2005 et 20210,* in Mukuri Bugwabari (N), *Dir, Un demi –siècle d'Histoire du Burundi A Mworoha Emile ,Un pinnier de l'Histoire du Burundi* », Paris , Karthala, 2017 , p.213.

<sup>66</sup> L.Budabuda, *op.cit.* p.65

<sup>67</sup> L. Budabuda, *op.cit.* p.64.

<sup>68</sup> J .Nimubona , *Election présidentielle du 1er juin 1993 , problématique de légitimation en situation de dynamique socio-politique , Thèse , Paris , Bordeaux(DEA),1994, p.105.*

*l'homme. »*<sup>69</sup> Dans ces accusations, il y avait une globalisation identitaire. Tous les Batutsi n'ont pas été au pouvoir comme tous les Hutu n'ont pas été au même rang social.

Avec de telles idées en pleine campagne électorale a Burambi, il était difficile d'espérer une paix durable. C'était impossible d'en arriver –là sans l'aval de l'élite. L'élite hutu-tutsi a véhiculé un message non unificateur pendant cette campagne comme nous l'avons ci-haut développé. Cela débouchait sur « *une compétition entre Hutu –Tutsi, et le Tutsi étant présenté comme l'ennemi de la communauté hutu. »*<sup>70</sup>

Au-delà de tous les enjeux que nous avons évoqués autour d'une identité ethnique. Julien Nimubona met en exergue un autre élément qui caractérise la campagne électorale de 1993. C'est l'acquisition des ressources matérielles et symboliques pour les acteurs. « *Nous dirons que au derrière l'élément « ethnique » tant manipulé pendant cette campagne se cache cet autre enjeu fondamental qu'est la lutte pour l'acquisition des ressources matérielles et symboliques »*<sup>71</sup>

Les gens de Burambi comme partout dans le pays n'étaient suffisamment pas préparés à l'entrée en démocratie. L'avènement de la démocratie a été précoce pour l'élite qui en avait « *soif. »*. A propos de cette précipitation, voici ce qu'écrit Denis Banshimiyubusa : « *En deux ans, des partis ont été agréés, la campagne et les élections organisées ainsi que la mise en place de nouvelles institutions. »*<sup>72</sup>

Les slogans ou chansons que ces gens répétaient le faisaient de façon imitative. Ils ne savaient pas les conséquences d'une telle mobilisation. La campagne électorale a été achevée dans un climat tendu, elle a été électorale a été un moment déversoir de ce qui avait été encaissé dans le temps et dans l'espace. Des Hutu ont considéré l'émergence du parti FRODEBU comme leur sortie de la caverne. D'où, des Hutu considéraient ce parti comme le leur. Pourtant, des Tutsi l'avaient intégré.

La campagne électorale à Burambi, a créé une composition sociale dichotomique qui a produit un positionnement hutu –tutsi ou vice –versa. Elle s'est terminée dans un climat chaud ; c'est

<sup>69</sup>*Idem.*

<sup>70</sup> L.Rutikanga, *La crise d'octobre : Comportement de la population de Busoni, UB, FLSH/Histoire, 1996, p.28*

<sup>71</sup> J. Nimubona, *op.cit*, p.86.

<sup>72</sup> D.Banshimiyubusa, *op. Cité dans Iwacu.p4*

dire que les militants des partis politiques ont terminé la campagne électorale dans un climat tendu que et le FRODEBU en est sorti vainqueur.

### **B. La victoire du FRODEBU**

Le mois de juin 1993 semblait ouvrir une ère de paix et de démocratisation. C'est dans ce contexte que des élections présidentielles et législatives se sont déroulées. Or, « *les élections sont le moment privilégié et le plus visible de la structuration politique.* »<sup>73</sup> C'est ce qu'attendait l'élite hutu à Burambi. Elle était inspirée par l'idée directrice du candidat Ndadaye Melchior ; le Burundi « *nouveau* »<sup>74</sup>. Ces élections de juin 1993 gagnées par le FRODEBU ont suscité des réactions enthousiastes dans les milieux hutu et de peurs chez leurs voisins tutsi. A ce propos voici ce que notre enquêté Ns. D nous dit :

*« Après avoir voté, moi et mes amis étions restés branchés sur la radio écoutant des nouvelles. J'avais acheté de piles neuves pour mon poste - radio. Mes voisins surtout les hommes, se rassemblaient chez –moi. Quand la nouvelle est tombée, sans avoir même terminée, des cris de joie se faisaient entendre. Ndadaye élu Président de la république. Des cris de tambours, de bidons, des ustensiles de cuisine résonnaient de partout. Ici, à Gitaramuka, Buyenzi, Bisaka... personne n'a dormi. Mais, parmi nos voisins tutsi personne n'a pu sortir cette nuit alors que nous, nous avons passé une nuit blanche »*<sup>75</sup>

<sup>73</sup> F. Reyntiens, *Voie électorale au Burundi, voie négociée au Rwanda, Dans Vers l'Afrique des Grands – Lacs en crise, 1994. pp. 225-259.*

<sup>74</sup> M. Mukuri, *op.cit.* p.453.

<sup>75</sup> Ns. D, 65ans, cultivateur, Rwaniro, le 18/7/2023

**Tableau 4: Résultats des élections présidentielles du 1<sup>er</sup> juin 1993 Burambi.<sup>76</sup>**

Commune	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	% des votants par rapport aux inscrits	Nombres et %des suffrages exprimés						
				Buyoya		Ndadaye		Sendegeya		Nul
BURAMBI	18.400	17.808	96.78	6.41	36.0	10.685	60.0%	78	0,43	250
				8	3%					

Source : Niyongabire Longin, op.cit, p.72

A base de ce tableau ci-dessus, à Burambi, on voit que sur une population de 18.400 inscrite, 17.808 ont pu voter, soit un taux de participation 96,78%. Le résultat issu des élections de juin 1993 donne le FRODEBU vainqueur. Sur 17.808 inscrits, 10.685 ont voté pour le FRODEBU, soit un taux de 60.0% des voix. Pour l'UPRONA, il été vote par 641 personnes sur 17.808 des voix exprimées, soit avec un taux de 36,0 %. Pour le candidat Sendegeya, il a été voté par 78 personnes des 17.808 des voix exprimées, équivalant à 0,43%.

Donc, le candidat Ndadaye est sorti gagnant de ces élections avec son parti FRODEBU. Il fut secondé par son rival Pierre

Ce qui est sûr est qu'à Burambi la quasi-totalité de nos enquêtés se joignent sur un point selon lequel partout il y eut des sons des tam-tams. Pour ce qui est de l'identité de ceux qui les ont battus, ils affirmaient que c'étaient ceux qui étaient heureux de la victoire de Ndadaye. La réalité est que le principe « *d'appartenance collective* »<sup>77</sup> est évidente à Burambi. Les familles citées comme batteurs de ces sons, étaient tous des Hutu.

A Burambi, la victoire du FRODEBU a trouvé ses origines dans le passé des crises politiques qui ont ravagé le pays et dont les Hutu se réclamaient victimes. Un autre facteur qui a permis cette victoire se trouve dans la méthode de propagande de la campagne électorale *de maison par*

<sup>76</sup> L. Niyongabire, op.cit, p.72

<sup>77</sup> A. Maalouf, *Les identités meurtrières*, livre dépoche .com. online, du 30/8/2023 à 20h 29min

*maison (inzu ku nzu) ou souterraine*<sup>78</sup>. Cela n'a pas été les seuls éléments qui ont contribué à cette victoire mais aussi l'effet nombre de la masse hutu a pesé sur ce scrutin de juin 1993.

C'est ce que souligne K.N : « *A ce jour de victoire historique tout Hutu qui se respecte a manifesté sa joie en battant tout ce qui était à côté de lui. Des cris de joie étaient partout. Nous avons passé une nuit en dansant. Hommes, femmes, enfants, avons eu une journée inhabituelle.* »<sup>79</sup>

A Burambi, il s'est observé un comportement inhabituel. Certains Hutu se rassemblaient. Ils se dirigeaient chez un Mututsi qui avait de troupeaux. Ils lui demandaient de leur donner des chèvres, des moutons, et des vaches. C'était la forme de pillage connu sous le vocable de gususurutsa. C'est ce que nous dit Nibitanga Patrice :

« *Après la proclamation des résultats issus des élections de 1993, les hommes d'ici se sont rassemblés et se sont dirigés vers les familles tutsi pour piller du bétail : des chèvres, moutons, vaches. C'était le nouveau vocable qui venait de naître avec la crise. Cette sorte de pillage était connue sous le nom de gususurutsa.* »<sup>80</sup>

D'autres Hutu se sont mis ensemble pour cotiser l'argent. Avec celui –ci, ils achetaient de la vache à abattre. Quinze à vingt-cinq mettaient ensemble leur argent. Sur cette célébration, Luc Rutikanga écrit que « *sur toutes les collines, ils chantaient, buvaient, dansaient, ...Malheure aux vaincus,* »<sup>81</sup> Chaque groupe avait son organisateur. Des femmes avaient mis du temps pour la préparation de la chikwange (Uburobe, Ubuswage). Plusieurs bœufs, vaches engraisées ont été abattues dans les bas-fonds des marais et des ruisseaux. C'étaient les conditions d'hygiènes qui ont imposé ce choix des lieux.

Les cérémonies ont continué pendant une semaine. Des familles hutu les plus proches se mettaient ensemble pour manger et boire de jus de banane (urwarwa). Chacun racontait sa façon le déroulement électoral et le fruit des urnes. D'autres ont même pris congé des travaux champêtres. C'est ce qu'informe D.L : « *Nous nous sommes reposés pendant une semaine à peu près, mangeant, buvant de l'urwarwa.Nous nous racontions des histoires interminables, chacun*

<sup>78</sup> Ntibanyiha Vallerie, 68 ans, Ancienne Administrateur de la Commune Burambi en 1993, Murara, le 16/8/2024

<sup>79</sup> K N., 60 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 17/6/2024.

<sup>80</sup> N.J.M, 63 ans, Cultivateur, Gitaba, le 1/7/2024

<sup>81</sup> L. Rutikanga, *op.cit*, p .74

à sa façon .Nous nous rassemblions de 9h jusqu'au coucher du soleil, de la musique et du journal »<sup>82</sup>

De l'autre côté, des familles tutsi étaient dans la panique suite à cette manifestation des Hutu. Ils se sont regroupés en petit nombre de personnes de même appartenance. Ils voulaient se donner la morale. C'est ce que témoigne Ng. E :

*« La journée d'annonce de la victoire du FRODEBU a été longue pour nous, ce qui était considérée comme la joie, a été un trouble pour nous. Nous nous sommes regroupés en quelques familles, des femmes et des enfants ont dormi. Nous, les hommes avons veillé toute la nuit. Cela était comme une guerre. Tout mututsi était dans un désarroi total. Nous ne pouvions pas comprendre ce qui se passait. »<sup>83</sup>*

A Burambi, même si certains Hutu avaient cru à l'optimisme du « *Burundi nouveau* », d'autres en restaient pessimistes. Ils ne croyaient pas au pas franchi. Ils voyaient que les crises antérieures pouvaient les rattraper encore.

Dans le même sens d'idées, le PALIPEHUTU critiquait ouvertement la victoire du président et du gouvernement mis en place par Ndadaye le 10 /7/1993. Voici certaines critiques du chef de la rébellion de l'époque Kabura Cossan formulée le 31 juillet 1993 :

*« De plus, le régime Ndadaye ne diffère en rien des régimes qui l'ont précédé. Et voici comment : le gouvernement dudit régime est à plus de 80% Uproniste étant donnée qu'il compte en ses rangs plus de 60% d'upronistes déguisés et 18% d'Upronistes bruts dont le Premier ministre .Le même gouvernement ne compte pas un seul Mutwa dans ses rangs et 34% de ses rangs sont des ses effectifs des Tutsi .Dans ce gouvernement, les portefeuilles de l'information, des travaux publics ainsi que les secrétariats d'Etat notamment à la défense et à la sécurité sont confiées aux Tutsi. »<sup>84</sup>*

Pour le Palipehutu :

<sup>82</sup> D.L, 58 ans, Cultivateur, Gakonko, le 20/7/2024

<sup>83</sup> Ng .E, 68 ans, Cultivatrice, Gitaba, le 1/7/2024

<sup>84</sup> Guichaoua Andrée (Dir), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda. (1993-1994, Université de Sciences et Technologies de Lille, Faculté des sciences économiques et sociales, Paris, Karthala.P.545*

« le Burundi « nouveau » de Ndadaye nous paraît plutôt rébarbatif que démocratique. Il ignore les composantes de sa population et se fait le champignon du marxisme avec toute la connotation négative et inhumaine qu'il endosse. En effet Ndadaye méprisait les masses bahutu et batwa (...) Que doit – on attendre du Burundi nouveau mené par Ndadaye, le FRODEBU, l'armée mono-ethnique à la solde des Batutsi ? »<sup>85</sup>

A Burambi, la proclamation de la victoire de NDADAYE Melchior a été reçue chez les Hutu comme réalisation de leur rêve de diriger les institutions du pays autour du « *Burundi nouveau* ». Il s'accompagnait par des remplacements collectifs des anciens chefs administratifs. Ils ont été remplacé de l'administrateur aux chefs de 10 maisons. « *Frodebu a placé ses membres depuis l'Administrateur chef de 10 maisons.* »<sup>86</sup>C'est dans ce contexte que la proclamation du scrutin a été suivie des cris de tambour dans tous les coins de la commune. A côté, un sentiment de peur s'est installé chez des familles tutsies.

Buyoya du parti de Rwagasore suivi de l'indépendant Sendegeya.

### C. L'échec de l'UPRONA

A Burambi, le Front pour la Démocratie a gagné les élections de 1993.Ces élections ont été perdues par l'UPRONA qui était au pouvoir depuis 1966.Ce parti qui avait les rênes du pouvoir pendant plus de trente ans ne s'imaginait pas perdre ces élections historiques. C'est ce que met en relief notre enquêté M. B : « *Quand le FRODEBU a gagné les élections de 1993, c'était inimaginable à nos yeux. Notre parti UPRONA qui était au pouvoir depuis 1966 n'attendait que l'heure de se rendre aux urnes.* »<sup>87</sup>

A Burambi, le parti UPRONA avait mis un effort dans la campagne électorale. C'est dans ce contexte que les membres de l'UPRONA allaient jusqu'à dire que ce parti était invincible. Ils employaient des slogans ou des termes qui les aidaient à affirmer leurs pensées. C'est ce qu'affirme N.M : « *L'honneur pour toujours (Iteka aho ryamye)* »<sup>88</sup>. Les upronistes croyaient que le parti allait toujours gagner les élections comme en 1961. Les partis politiques

<sup>85</sup> *Ibidem*, p.12

<sup>86</sup> Ntibanyiha Vallerie, 61 ans, ancienne administrateur, Murara, le 19/7/2024

<sup>87</sup> M. B, 66 ans, Cultivateur, Bisaka, le 18/7/2024

<sup>88</sup> N. M, 57 ans, Cultivateur, Rwaniro, le 18/7/2023

nouvellement créés avaient sollicité le report d'élections. Mais, le Président Buyoya et son parti s'y opposèrent.

C'est ce que nous partage Banshimiyubusa Denis : « *Les partis politiques nouvellement agréés ont demandés que les échéances électorales soient reportées afin d'avoir assez de temps pour s'y préparer mais le Président Buyoya et son parti politiqueur ont opposé un refus catégorique « le calendrier électoral ne change in iota », leur a rétorquée, le Major Pierre Buyoya qui espérait profiter du manque de préparation. »*<sup>89</sup>

A Burambi, la hâte dans la préparation des institutions, le peu de temps dans la course électorale pour le FRODEBU, telles étaient les raisons qui poussaient les gens de l'UPRONA à croire toujours à la victoire.

La proclamation des résultats, avec l'échec de l'UPRONA a créé une surprise pour ses membres à Burambi. Des candidats de l'UPRONA avaient promis de sortir vainqueur de ces élections. L'échec de ce parti a attiré un point de regard provocateur de ses adversaires politiques. Cela se manifestait dans des chansons comme celle qui se traduit en français ainsi : « *UPRONA, va ! Vasy avec ton Etat, tu m'as fait mal. ! UPRONA, vas-y ! Vas-y, vas-y ! Vas-y ! Tu m'as fait mal ! »*<sup>90</sup> *Ce qui se traduit en Kirundi : UPRONA genda ! Genda ! Genda ! Genda urakagnda ! Warangiriye nabi.*

Dans un même sens d'autres propos véhiculés étaient : « *Cet UPRONA ce n'était que la parole. »*<sup>91</sup> Ce qui veut dire : « *Iyo mporona kari akarimi gusa* » Ces propos témoignent des idées de la haine. Pourtant Ndadaye avait promis que ce sont tous les Burundi qui ont remporté cette victoire.

D'après nos enquêtés, l'échec de l'UPRONA serait dû, selon N.Y « *au fait fait qu'il n'y a pas eu de transition politique.* »<sup>92</sup> Pour, celui –ci, il fallait qu'il y ait une période de transition pour faire habituer des Burundais au multipartisme. Dans un autre sens, un autre informateur évoque l'allure ethnique qu'avait pris le recrutement des membres des partis politiques, évoquant ainsi l'effet numérique des Hutu qui ont voté FRODEBU. J .C raconte : « *Ici à Murara, je sais*

<sup>89</sup> D .Banshimiyubusa, *op.cit.* p.355.

<sup>90</sup> K.G, 43 ans, Rutwenzi, Cultivateur, le 13/7/2023

<sup>91</sup> B. T, 60 ans, Cultivateur, Gitaramuka, le 18/7/2023

<sup>92</sup> N.Y, 45ans, cultivateur, Gitaramuka, le 20/7/2024

*un ou deux Hutu qui n'étaient du FRODEBU. Nous sommes nombreux. Nous devrions remporter sur ceux de l'UPRONA »<sup>93</sup>*

La population de Burambi qui était habituée à l'omniprésence du parti de Rwagasore, ne pensait pas au changement de ce scénario. Le parti était un parti –Etat. L'administration communale était composée des membres de cette formation politique.

*Après la victoire du Frodebu, les autorités locales ont été remplacées par celles du parti vainqueur d'élections d'octobre 1993. Le FRODEBU s'est attribué presque sur presque tous les pouvoirs. C'est ce que nous dit N .A : « Avec les élections d'octobre 1993, autorités locales sont remplacées par ceux du parti vainqueur. Les anciens chefs ne sont plus les bienvenus dans la formation des nouveaux chefs locaux. Le chef de colline MAN. A est devenu le chef de colline hutu du FRODEBU remplaçant ainsi KA. J tutsi. »<sup>94</sup>*

Il y avait des certains Hutu qui étaient encore des upronistes et d'autres encore qui avaient déjà adhéré au nouveau parti . Ces Hutu upronistes ont été taxés par leurs frères du FRODEBU des espions des Tutsi. Ils ont eu le même sort que certains Tutsi au niveau des pillages de leurs biens (gususurutsa).

Dès le départ, ceux- qui ont perdu les élections présidentielles et législatives de 1993, ont vu la venue du FRODEBU comme une menace dès, le départ. .Cette situation a été aggravée par le comportement affiché par certains jeunes de ce nouveau parti. La peur s'est vite installée chez des Tutsi qui étaient dans l'impasse comme nous l'avons montré dans les points ultérieurs. Des tams- tams, des cris « *de joie* », des pillages, des fêtes organisées, etc. sont quelques caractéristiques de ce qui ont pesé sur les esprits des femmes et des hommes du parti de Rwagasore. Le nouveau parti était vu dès lors comme un parti à caractère politico- identitaire.

### **III. La crise d'octobre1993 en commune de Burambi**

#### **A. La crise de d'octobre 1993**

Les élections de 1993 au Burundi ont placé Melchior Ndadaye à la tête du pays. Comme nous l'avons noté plus haut, le parti FRODEBU est sorti vainqueur de ces élections. Le nouveau président ne dépassa pas de cent-deux jours au pouvoir avec ses proches collaborateurs. L'espoir

<sup>93</sup> Mu. J.C, 55ans, Commerçant, Murara le 20/7/2024

<sup>94</sup> N. A, 64 ans, Cultivateur, Biska, le 18/ 7/2024

qui était né pour la paix et la démocratisation venait de tomber brèche. « *Un coup d'Etat a lieu à Bujumbura dans la matinée du jeudi octobre, a indiqué la radio Rwanda. Le président Ndadaye a été arrêté et plusieurs de ses ministres sont portés disparus [...]* »<sup>95</sup> Dans un même sens, le journal poursuit : « *Des unités de l'armée burundaise ont attaqué jeudi, vers 2 heures, heure locale, le bâtiment de la radio – télévision à Bujumbura, ainsi que le palais présidentiel du président Ndadaye, a rapporté la radio Rwanda.* »<sup>96</sup>

Ce coup dur aux institutions démocratiquement a mis en place, met le Burundi dans « *une guerre civile qui a causé de nombreuses pertes en vies humaines et des destructions massives de biens matériels.* »<sup>97</sup>

Bizoza Onesphore précise : « *Ce coup d'Etat a été longtemps préparé en partie dans des discours de la campagne et qui a fortement dégradé les relations entre le candidat Ndadaye et l'armée .Ensuite, les conflits fonciers notamment à Rumonge, les massacres des sorciers et ensorceleurs, les feux n'ont pas été sans effets sur les évènements d'octobre 1993.* »<sup>98</sup>

Le Président de République et ses proches collaborateurs ont été assassinés : « *Pontien Karibwami (Président de l'Assemblée Nationale), Giles Bimazubute (Vice – Président de l'Assemblée Nationale), Richard Ndikumana (Administrateur général de la documentation et des migrations). Juvénal Ndayikeza (ministre de l'Administration du Territoire et Développement Communal)* »<sup>99</sup>

Des massacres inter-ethniques sont perpétrés dans le pays. Les pillages sont commis ici et là.

La commune Burambi fait objet de notre analyse qui n'a pas fait exception à cette impasse politico-sociale.

## **B. Le vécu de la population de Burambi après l'assassinat du président Melchior Ndadaye.**

Dans notre zone d'étude, à l'annonce de l'assassinat du président Ndadaye, certains Hutu ont barricadé des pistes rurales. D'autres ont pillé des biens immobiliers des Tutsi et des Hutu de

<sup>95</sup> *Le Monde, BURUNDI, coup d'Etat contre le président Ndadaye, le monde .fr du 1/10/2024 à 20h 10*

<sup>96</sup> *ibidem.p.10*

<sup>97</sup> *M .Mukuri, op. Cit. p. 468.*

<sup>98</sup> *O .Bizoza, op.cit.p41*

<sup>99</sup> *ibidem.p.44*

l'UPRONA.Plus tard ,des biens des Hutu ont été pillés par des civils tutsi ou hutu qui accompagnaient les militaires.

### **1. Le barricade de pistes rurales**

A Burambi, depuis l'annonce de l'assassinat du Président NDADAYE, la population hutu s'est précipitée à barricader les pistes que possédait la commune. Des hommes ont tout fait pour empêcher le passage des véhicules militaires. Ces pistes n'étaient que Kagongo –Murago, Murago –Donzi, Minago –Rutwenzi. Comme nos enquêtés le disent, des troncs d'arbres et de grosses pierres étaient coupés pour et bloquer le long des pistes. Sur ce sujet, Zorbabel Bankuwunguka écrit que : « *Ce barrage des routes allait de pair avec la destruction des ponts.* »<sup>100</sup>C'est dans ce courant que le pont de Nyabisare sur la rivière Kinyarwera a été démoli. Cela rendait ainsi la piste Murago –Buhinyuza impraticable.

Puis des cas d'assassinats se sont manifestés lors des pillages des troupeaux des Batutsi. Ces actes se sont déroulés vers la région naturelles du Mugamba et de Mumirwa.Ils étaient commis par des hommes venus de la région de l'Imbo mais qui se sont alliés aux autres sur leur passage. C'étaient des civils munis de massues, de gourdons et de machettes qui se livraient à des pratiques inhumaines.

A Burambi, ces actes ont aussi créé une vague des réfugiés, qui se sont allés en Tanzanie principalement. Ils étaient principalement composés des femmes, des enfants et des vieillards. D'autres étaient restés sur place, s'organisant dans des groupes contre l'arrivée des militaires sur des hautes collines. De tels cas se sont observés en plusieurs endroits et particulièrement à Rutwenzi. Des bandes de gens armés de lances, de flèches, des arcs, ont investi la région de Kibondo où une altercation les opposait aux agents de l'ordre.

Les premiers tirs se sont entendus dès décembre 1994 à Kibondo (colline Rutwenzi). A l'avancée de la bande d'hommes, qui commençaient à empêcher l'arrestation d'un des leurs et qui commençaient à tirer leur flèche sur des agents de l'ordre, ces derniers ont commencé à tirer des balles touchant ainsi quelques-uns.

---

<sup>100</sup>Z. Bankuwunguka, *La crise d'octobre 1993 en Commune Gishubi, 1993-2000, Bijumbura, UB, FLSH/SPTD/Histoire, p.38.*

## 2. Pillage des biens

Selon le dictionnaire la Rousse, le pillage c'est « *s'emparer des biens qui se trouvent dans un lieu en causant des dommages, en usant de violence* »<sup>101</sup>. Cette action a caractérisé notre région d'étude. Après l'assassinat du Président Ndadaye, des Hutu, ont pillé des troupeaux des tutsi.

Ils tuaient de toute personne qui tentaient de les en empêcher. C'est que nous dit N. A :

*« Des hommes hutu s'entendaient et se dirigeaient chez un Mututsi. Ces gens venaient de l'Imbo et de Mumirwa et commettaient souvent des actes de violence accompagnés des tueries de toute personne qui tentaient de les en empêcher. »*<sup>102</sup>

Arrivée à destination, ces semeurs de terreur se rassemblaient pour partager le butin du razzia. Cela s'est manifesté plusieurs mois. Ils étaient devenus incontrôlables et tous étaient des GEDEBU. Cette situation a duré depuis 1993 jusqu'en 1996 et s'est intensifiée avec l'arrivée des rebelles. Les régions touchées par ces ravisseurs étaient Maramvya, Gishiha, Gisenyi, et des fois de la communes Mugamba. Ils emportaient les moutons, les chèvres et les vaches. Lorsqu'ils tombaient sur des biens matériels, ils emportaient des postes radios et des habits.

La destination du butin était dans la région de Rumonyi, Rutwenzi, Bisaka, Murara et Gatobo. Voir la situation géographique de ces collines, elles étaient éloignées des collines touchées. Quelques temps après, des familles hutu qui étaient encore dans la zone occupée par les rebelles, leurs biens ont été pillés par des civils tutsi ou hutu déjà partis aux sites de déplacés. Les biens concernés étaient des tôles, des matériels de maisons (ustensiles et autres). Ils ont détruit des maisons entières. Ils venaient généralement du Mugamba selon nos enquêtés. NT.D nous dit : « *Moi et d'autres hutu avons perdu nos maisons. Les tôles ont été pillées et acheminées vers Mugamba par des Batutsi ou des Hutu qui avaient déjà intégré les sites des déplacés. Même des casseroles ont été emportées. Nous sommes restés mains vides.* »<sup>103</sup>

Toutes ces violations ont débouché sur la fuite de la population tutsi avant et hutu après.

## 3. La fuite de la population

L'annonce de l'assassinat du président Ndadaye(1993), a poussé la population à fuir ses ménages.

<sup>101</sup> LaRousse, <https://www.larousse.larousse.fr/francais>, du 20/7/2024, 17h15.

<sup>102</sup> Nc.A, 45 ans, Cultivateur, Magana, le 12/5/2024

<sup>103</sup> NT.D, 63 ans, ancien combattant, Buhinyuza, le 1/3

La radio n'émettait plus que des chansons répétitives. Cela a été connu le matin lorsque les gens qui avaient des postes radios n'ont pas pu écouter le journal du matin. C'est ce que nous partage N. B : *« Moi j'avais une radio que j'avais achetée à Bujumbura du retour de Mabayi. Vers le matin, j'ai tournée à la radio nationale je n'ai éteint que la musique répétitive. Je croyais que c'était ma radio qui avait une panne. Je me suis rendu chez mon voiepsin B. A. Il s'était déjà réveillé, « il y aurait quelque chose de mauvais ! », me dit –il. Plusieurs villageois sont vite venus. C'est par après que nous avons réellement compris que le Président Ndadaye est assassin. Nous n'avons pas pu le croire qu'à l'écouter de la radio Rwanda. »*<sup>104</sup>Cette mauvaise se propageait très vite, presque tout le monde était au courant de ce coup de force. Même celui qui n'avait pas de radio, recevait l'information de bouche à bouche.

C'est par cette mauvaise nouvelle que la première vague de déplacés de 1993 s'observait en plusieurs directions. Ils se dirigeaient vers Mugamba, à Donzi, Gishiha, Murago, Minago, Kizuka, à Rumonge et à Bujumbura. La deuxième vague a eu lieu lors de l'arrivée des rebelles le 15 avril 1996. Ils ont pris le même itinéraire que leurs comme leurs prédécesseurs. C'est à dire que la population se dirigeait vers Donzi, Gishiha, Murago, Minago, Kizuka et Rumonge

Avec le temps, certains Hutu qui n'ont pas intégré le FRODEBU ont été appelés des traîtres ou Iyitso , selon nos informateurs. Ils ont été malmenés ou tués ou condamnés à l'exil. Un sentiment de résignation s'est installé chez cette population qui n'avait pas fui avant. C'est ce que témoigne notre informateur R.D : *« Moi et mon frère NY.M. A avons été toujours des upronistes de Rwagasore, nous n'avons pas intégré le FRODEBU.Nous nous sommes restés ici chez-nous jusqu'à l'irruption des FDD en 1996. Nous avons été appelés des iyitso. On nous regardait mal. Quand, ils ont commencé à nous traquer, nous avons tenté vainement de fuir. La première fois, nous sommes arrêtés vers Gihinga, et l'autre jour à Kiri.Nous avons réussi à fuir à la troisième fois. »*<sup>105</sup>

Comme les combats s'intensifiaient, plusieurs populations en majorité hutu arrivent à Minago, à Murago, Donzi ou à Kizuka comme déplacés. Dans cet exode, ils y rencontraient tant de problèmes et ils étaient rejoints par leurs voisins hutu dans des camps de déplacés ou des dispersés. Tous avaient de problèmes de logements, de nourriture, d'hygiène, Concernant ces déplacés ou ces dispersés, Evariste Ngayimpenda précise :

<sup>104</sup> N.B, 65 ans, Cultivateur, Rutwenzi, le 13 / 7 /2024.

<sup>105</sup> R .D, 70 ans, Rumonyi, le 17/7/2024

« Les déplacés, les regroupés et les dispersés sont des personnes restées à l'intérieur des frontières nationales et qui vivent en dehors de leurs foyers, dans les camps les sites ou autres refuges. »<sup>106</sup>Ces sites, étaient, Kiri, Gisyo, Donzi, Gitaramuka, Muyange, Ruhora,...Ils vivaient dans des tres mauvaises conditions de vie et ne pouvaient pas accéder à leurs champs. Nibizi, ancien chef de déplacés des sites de Gisyo nous le rappelle :

« Ce n'est que le jour de « convoi » qu'on pouvait se rendre dans les champs, même ce jour, on nous donnait un temps très court. Nous n'avons pas le temps pour cultiver. On avait juste le temps pour récolter seulement les champs préexistants. Nous vivions une véritable prison. »<sup>107</sup>

Au niveau de l'hygiène, les sites de déplacés étaient caractérisés par un manque d'assainissement. Les latrines étaient souvent rares ou mal aménagés. Cela étaient à l'origine des maladies diverses le cholera, la dysenterie et des vers intestaux.

Au début des années 2000, les déplacés regagnaient progressivement leurs anciennes collines. Seuls, sont restés les déplacés qui avaient pris la décision de vivre en groupe et constituer plus tard des villages. C'est notamment à Busaga et Murago (Gitaramuka).

A Burambi, cette anarchie a été suivie par l'arrivée de rebelles dans la région ce qui a aggravé la situation sécuritaire.

#### **4. L'arrivée des rebelles dans la commune Burambi**

Depuis 1993, la région de Buramabi était dans l'accalmie à part des cas de soulèvements non organisés qui se sont vus à Kibondo sur la colline Rutwenzi où des jeunes du FRODEBU s'organisaient pour refuser aux gendarmes d'arrêter des personnes suspectées.

Les gendarmes venaient de la commune Rumonge, ils avaient l'ordre d'emmenner des suspects qui étaient présumés coupables de faire des réunions illégales et de tentative de la rébellion. Une bagarre éclate en juin 1994 entre les éléments de force de l'ordre et les jeunes sur la colline Rutwenzi. Ils ont tiré soit en l'air, soit sur ces opposants. Quelques-uns ont été blessés par balles.

C'est ce que nous parle M. M :

<sup>106</sup> E. Ngayimpenda, « Les populations sinistrés du Burundi : sept ans après », Cahiers démographiques no 14, août 2000, p.6

<sup>107</sup> Cité par R .Ndayirukiye , op-cit, p.63.

*« Après l'assassinat de Ndadaye Melchior, la population est restée calme. Ici, nous n'avons rien entendu comme problème jusqu'en 1994 où les gendarmes sont venus arrêter des jeunes comme C. B et NT. G. On les accusait de détenir illégalement d'armes. Ce jour-là, il y a eu de grand bruit qui a abouti à l'échange de tir entre ces éléments de force de l'ordre et des jeunes utilisant des pierres et du fusil traditionnelle (Umugobore). Le fils de NT. J. vous le voyez, il boîte, il a été blessé ce jour -là. »<sup>108</sup>*

A l'arrivée des rebelles des FDD dans la commune Burambi en juin 1996, sur la colline Rumonyi, la peur s'est vite généralisée davantage. La crise s'est établie à Burambi car cette région est frontalière à la commune Muhuta de Bujumbura rural qui était devenu un bastion des rebelles. C'est ce que note Ndayirukiye Raphaël : *« D'abord la crise s'est installée à Burambi car cette région est frontalière avec la commune Muhuta de Bujumbura rural qui était à cette époque le siège des rebellions. Les rebelles, campés sur la colline Rumonyi en commune Burambi n'ont pas tardé à commencer le recrutement de nouveaux combattants et endoctriner toute la population de la région. »<sup>109</sup>*

Ces F.D.D étaient la colline Rumonyi, colline Rutwenzi, colline Bisaka, Gatobo, Murara, Magana, Muzi. L'environnement y est à ce favorable : le relief, la prépondérance de nourritures. A cela s'ajoutaient l'existent des personnes favorables au mouvement rebelle.

Selon nos enquêtés, dans ces endroits, ces rebelles étaient ravitaillés soit par des mobilisateurs politiques (MP), soit par eux –mêmes. Ces mobilisateurs collectaient des vivres (haricots, manioc, bananes,) chez des donateurs volontiers ou forcés. Ils les rassemblaient, puis les départageaient .C'est ce que nous raconte Nimpagaritse : *« J'étais dans les mobilisateurs politiques .Nous collections des vivres : haricots, manioc, bananes chez des donateurs volontiers ou obligés (...).Nous les rassemblions, puis nous les départagions avant de les distribuer aux différents campements.»<sup>110</sup>* Egalement lors des batailles, les rebelles récupéraient leurs provisions qu'ils faisaient transporter par des civils.

<sup>108</sup> M.M, 45 ans, Enseignant, Bisaka, le 18/7/2024

<sup>109</sup> R. Ndayirukiye, *op.cit.* p.62.

<sup>110</sup> Anonyme, 56 ans, Cultivateur, Gatobo, le 3/7/2024

Le centre de formation des rebelles était à Rumonyi. La colline de Rumonyi a constitué une porte d'entrée des rebelles venus de Bujumbura pour toute la région du sud. Elle était une zone de transit vers les communes de Rumonge, Buyengero jusqu'à Buga (Province Makamba).

Entre temps, la période 1996-1997 marque le début d'opération des forces de l'ordre. En juin, la première opération est lancée à Rumonyi dans le but de ramener l'ordre. Mais Cela n'a pas permis de dégager les combattants des FDD. Ils s'étaient déjà installés dans les régions de Bisaka, Gitanga Kiyagayaga, ... Ainsi, ceux- ci attaquent la position militaire de Kibondo installée depuis 1994. En 1997, une bataille intense a éclaté à Kibumba sur la colline Bisaka. Dans ce contexte sécuritaire, il est important de comprendre le comportement de la population de Burambi.

### **5. Le comportement de la population face à la présence des rebelle**

Depuis 1996, les gens de Burambi ont adopté des attitudes différentes face à la présence des rebelles. Certaines d'entre eux ont pris le chemin de l'exil vers l'extérieur du pays. D'autres ont préféré la collaboration avec les rebelles.

### a) L'exil de la population

Depuis 1996, la crise qui éclatait ouvertement à Burambi a produit des déplacés et des réfugiés. La commune Burambi dont nous parlons commence à peu près à cinq kilomètres des rives du lac Tanganyika pour la partie sud.

Cette position géostratégique a permis aux gens de Burambi qui fuyaient les hostilités nées en 1993 de trouver refuge dans les pays voisins. Ils se sont réfugiés au Zaïre, en Tanzanie principalement. D'autres se sont réfugiés au Rwanda. Ces gens devenus vulnérables vont mener une vie morne dans des camps de réfugiés. C'est ce que nous partage notre enquête, ancienne réfugié au Zaïre :

*« L'assassinat de Ndadaye a mis beaucoup de Burundais sur le chemin de l'exil. Pour nous, nous avons appris la mort de Ndadaye le 22/10/1993 alors qu'il était assassiné dans la nuit du 21 octobre. Mon poste radio n'avait pas de piles et je n'avais pas fait de déplacement depuis mardi le 19. J'avais beaucoup à faire à la maison. C'était la semaine de récolte des palmiers. Veuve que je suis, je devrais préparer de la nourriture pour mes ouvriers et les accompagner dans leurs déplacements de réassemblage. Je me suis rendu a Mugunga pour acheter les poissons, j'ai rencontré une file de gens qui allaient en toutes directions. Tout à coup, ils m'ont révélé ce qui se passait. J'ai couru à toutes les jambes, pour voir mes enfants. Nous nous dirigeons à Shanga où nous embarquons la nuit vers le Zaïre. Nous avons mené une vie morne dans le camp Rusenda. »<sup>111</sup>*

Parlant dans le même sens, une autre personne qui a été au camp de Katumba (Tanzanie), témoigne N. N raconte :

*« Quand j'ai ouvert mon poste –radio pour écouter le journal, il n'y avait que de la musique folklorique qui retentissait. Mes voisins se sont précipités chez moi pour me dire que le président est assassin. Nous avons compris qu'il y avait un coup d'Etat : la mauvaise nouvelle se rendit très vite ici. Chacun ramassait ce qu'il peut, nous avons pris le large. Nous avons entrepris le chemin des montagnes d'ici jusqu'à Mutina (Nyanza-Lac). Nous avons peur de passer par la route de crainte que nous ne rencontrions des militaitres. Nous y sommes restés pendant une semaine jusqu'à ce que*

<sup>111</sup> K.D, 68 ans, Cultivateur, Rumonyi, le 17/6/2024

---

*membres de la croix –rouge tanzanien viennent nous voir. Nous avons pris la direction de Katumba pour vivre une vie difficile du camp. »<sup>112</sup>*

Les réfugiés de Burambi étaient partis à l'exil, laissant derrière tous leurs biens. Ils ont abandonné leurs propriétés, leurs troupeaux, leurs champs pour devenir des vulnérables dans des camps de réfugiés. Ils devaient vivre une autre vie différente de celle d'avant. Une sorte de vie rythmée est devenue leur quotidien. Ils n'ont que quelques jours pour le convoi à la quête du bois de chauffage. Pour sortir du camp, ils devraient demander de la permission aux instances.

Comme le témoigne nos enquêtés, des réfugiés de Burambi, ont dû partir malgré eux leurs enfants qui étaient dans des écoles d'internat dont ils étaient sans nouvelle. Certains de ces élevés ont éprouvé des difficultés ou des de dilemme. Ils devraient choisir rejoindre leurs parents dans les camps sous n'importe quel prix car les chemins étaient devenus difficiles. On devait veiller dans les chemins suspects. D'autres devraient opter intégrer la rébellion de gré ou de force. Ce climat a créé une dième chez les parents qui n'ont jamais vus leurs enfants parce qu'ils sont tombés sur le champ de bataille ou se sont réfugiés séparés, Bandora raconte :

*« Mon fils était à l'internat à Bururi. Nous sommes partis sans ses nouvelles. Lui et ses amis d'écoles ont choisi la voie de la rébellion alors que d'autres de sa classe ont rejoint leurs parents dans le camp. Moi, j'ai eu de la chance car nous nous sommes vus avec mon fils et avons décidé nous de rentrer définitivement au pays. Mon fils était déjà dans les forces de sécurité nouvellement réformées. Mais, mon neveu était tombé sur le champ de bataille. »<sup>113</sup>*

Selon nos enquêtés, ces réfugiés issus de la commune Burambi ont intégré la rébellion des FDD dans l'espoir de pouvoir retourner au bercail un jour. C'est dans cette optique que le recrutement se faisait sentir dans les camps de réfugiés de Katumba, Nduta, Mishamo, Mutabira et dans les camps du Zaïre. Des élevés ont abandonné leurs études et rejoignent leurs aînés ou parents dans le maquis. La question des réfugiés était devenue politique. Il y avait un discours d'espoir lié au retour d'exil de ces populations après tant d'années dans des camps de déplacés. Ces camps étaient devenus en quelque sorte des lieux de propagande politique. On y recrutait des futurs combattants.

---

<sup>112</sup> N.N, 66ans, Cultivateur, Gahinda, le 3/7/2024

<sup>113</sup> B. J.B, 45 ans enseignant, Bisaka, le 3/7/2024.

Ces réfugiés étaient préoccupés par les négociations inter-burundaises qui se déroulaient à l'extérieur du Burundi. Certains voulaient rentrer au pays alors que d'autres voulaient un asile politique dans les pays occidentaux où ils espéraient un eldorado. C'est ce que met en relief Ng .F : « *Quand les négociations de paix étaient en cours, nous tous en tant que réfugiés, avons les yeux brodés sur Arusha. Certains d'entre nous voulaient rentrer au pays. Ils étaient surtout composés de ceux qui étaient arrivés plus tard dans le camp. C'est-à-dire ceux de l'an 2000 et plus et ceux dont les réponses aux questions devant les membres du HCR n'avaient reçu un écho favorable. D'autres ne voulaient pas entendre dans la question de retour au pays. Ils avançaient comme motifs, que leurs propriétés avaient été spoliées par ceux qui sont restés au pays. A côté de ceux –ci, il y avait ceux qui avaient de la « chance » d'être choisis plus que d'autres pour le troisième pays, c'étaient des personnes handicapées, orphelins, veufs . Sans mentir, nous espérions une vie meilleur dans le troisième pays.* »<sup>114</sup>

A côté, de ces personnes qui avaient fui leurs ménages, il y avait d'autres qui avaient pris l'attitude de collaborer avec les rebelles

### **b) Collaboration relative avec les rebelles**

Dans notre région d'étude, les rebelles ont obligé la population qui ne voulait pas travailler avec eux de le faire. Des hommes et des femmes ont été utilisés dans le recrutement. Ils aidaient à trouver des personnes à former dans des familles des voisins. C'est ce que rapporte Nd. P : « *Les rebelles nous ont obligé de travailler avec eux et de les aider à trouver des combattants dans nos familles voisines. Nous qui étions devenus des mobilisateurs politiques, nous avons participé malgré nous dans cette activité si difficile.* »<sup>115</sup>

Ils ont commencé des recrutements : le centre de formation était à Rumonyi. Ces Hutu recrutés sur place avaient reçu des promesses : « *demain nous vaincrons ou bien demain nous prendrons le pays* » (« *Ejo tuzotsinda canke ejo tuzogifata* »)<sup>116</sup> leur disaient –ils. Des personnes ont été traquées partout à Burambi et ont été conduit dans des centres de formation Rumonyi et Buyengero.

<sup>114</sup> Ng. F, 39 ans, Cultivatrice, Magana 12/5/2024

<sup>115</sup> Nd. P ,66 ans, Cultivateur, Muzi, le 1/4/2024

<sup>116</sup> Slogan véhiculé pendant la crise dans la région de Burambi. Il vise à donner de la morale aux recrues ou aux rebelles déjà initiés.

Ils y ont reçu la formation pour devenir des rebelles à Rubura (Rumonyi), à Buyengero et ailleurs. Comme l'admettent nos enquêtés, les recrutés étaient rasés les têtes et déshabillés et la formation durait 5 à 6 mois.

- il. C'est lui qui tentait la désertion, recevait des châtiments corporels qui allaient jusqu'à la mort. Mais cela n'a pas empêché ceux qui prenaient le risque. Rares étaient ceux qui avaient parvenus à destination. Celui qui tentait la désertion recevait des chatiments corporels qui allaient jusqu'à la mort. Il y en a qui ont pris ce risque mais peu de gens sony parvenus à rejoindre leurs familles.

A Burambi, des enfants mineurs, ont été recrutés comme enfants soldats (Ba kadogo). Certains transportaient des bagages des combattants mais avaient reçu une formation rebelle. D'autres allaient au front. Ces rebelles sont entrés en guerre avec les forces de l'ordre.

C'est dans ce contexte qu'une bataille intense a eu lieu à Bisaka, Kigera, en août 1996. Et un avion de guerre est resté dans les mémoires des gens de Burambi. Bien de rebelles ont péri dans cette guerre.

Face à l'insécurité qui devenait grandissante à Burambi, les autorités avaient agi depuis 1996.

## **6. Les autorités face à la crise**

A Burambi, face à la crise devenue imminente, les autorités administratives prenaient des mesures pour l'endiguer. L'installation des positions militaires, la répression par l'armée étaient parmi les réactions faites. Mais, il s'observait une résistance de la population qui aboutissait sur la confrontation entre les FABet les rebelles .Ces autorités ont procédé au regroupement de la population, à la tenue des rencontres communautaires et au paiement des biens détruits.

### **a) Attitudes adoptées par les autorités administratives**

Devant une crise politique croissante à Burambi, les autorités administratives adoptaient des mesures d'endiguement. Elles avaient multiplié des réunions administratives, demandé l'enregistrement des visiteurs et l'identification des personnes absentes.

Chaque lundi de la semaine, les chefs de secteurs devaient se présenter dans les réunions administratives. Ils devaient avoir les rapports de leurs collines. Celui ou celle qui se présentait sans détail était passable d'une amende : *« Lundi, un chef de secteur devait présenter rapport un rapport détaillé de ceux qui sont introuvables, des gens qui ont visité sa colline. Les chefs des*

*sous-collines devaient nous donner le rapport chaque samedi après des travaux communautaires. »<sup>117</sup>, me confie Mp .E.*

Selon nos enquêtés, chaque famille qui recevait un visiteur devait le conduire chez chef de 10 maisons (Nyumbakumi en swahili).Il gardait son identité jusqu'au jour de retour.Celui-ci qui l'emmener ensuite chez le chef de sous –colline (Agacimbiri) qui en prenait note avant de donner un rapport samedi au chef de secteur

*: « La période de 1993-1993 a été caractérisée par des mesures d'enregistrement des personnes jugées introuvables dans leurs familles. Le chef de famille signalait ce vide à son chef hiérarchique. Il s'expliquait et des fois il pouvait répondre de cet acte. Des élevés ne retournaient pas pendant les vacances se voyaient sur cette des listes ainsi que des hommes employés qui étaient en dehors de la commune. Toutes fois des administratifs pouvaient abuser de leur pouvoir en demandant de pot de vin aux familles concernées au refus de quoi, ils recevaient des punitions contraignantes »<sup>118</sup>.*

Mais, toutes ces mesures n'ont pas permis de parer la crise. Elle ne faisait que s'empirer. « *L'administration locale s'est retrouvée dans une situation de lion édentée c'est à dire dépourvue de force. »<sup>119</sup>Cette situation malsaine a conduit les administratifs à implanter des positions militaires dans cette région de Burambi.*

### **b) Installation des positions militaires et leurs impacts sur la population**

Face à l'insécurité devenue grandissante dans les régions de Burambi, les autorités communales en collaboration avec celles provinciales ont introduit en 1997 des positions militaires.

Comme la crise était loin de terminer jusqu'en 1996, des positions militaires se sont mises sur place et ont été placées sur les sommets des montagnes. Elles étaient souvent installées dans des églises.

Ces positions militaires ont immédiatement hébergé des civils délogés par les opérations militaires. Concernant ces opérations Nsengiyumva Vénérand écrit : « *Les opérations militaires causèrent des beaucoup de mal <sup>sic</sup> à la population qui s'est recouverte entre le marteau et*

<sup>117</sup> Mp. E, 68 ans, Cultivateur, Gahinda, le 18/7/2024

<sup>118</sup> Anonyme, 50 ans, Cultivateur, Rwaniro, le 18/7/20

<sup>119</sup> V.Nsengiyumva, *Impact de la crise d'octobre 1993 sur l'enseignement de base en commune Mutambu (1993 à 2003) Bujumbura, U.B, FLSH, 2009, p.31*

*l'enclume* »<sup>120</sup>C'était la population civile en majorité hutu qui a été touchée car elle craignait des représailles contre présumées exactions qu'elle aurait commise. D'où elle était restée dans la zone en conflit. Elle avait été utilisée comme un bouclier humain par des rebelles de 1996-1997.

Elles se transformaient en sites de déplacés et recevaient en majorité des Hutu.

La vie de la population de Burambi était devenue rythmée sur les positions militaires dont le chef pouvait choisir ceux qui devaient les ravitailler en vivre ou en eau et en bois de chauffage.

Sur le plan social, certains militaires ont eu des enfants avec des filles des milieux environnants. C'est ce que martelé Nd .L « *Ici, à Ruhora, quand nous étions au site, nous avons eu des militaires qui ont eu des enfants partout. Lorsque les filles ou les femmes attirait le chef militaire par sa beauté, celle-ci était pris par des cadeaux empoisonnés ou par force. La fille de Ma. Ph a été appelée par le chef K. qui a eu de relations sexuelles avec elle. Elle répondait à l'obligation de puiser de l'eau car c'était le tour de leur groupe. De cet acte, un enfant qui est né. (...)* »<sup>121</sup>D'autres ont développé une sorte de commerce basé sur des produits BRARUDI.La population déplacée servait de relai dans cette activité .Ils les importaient aux sites chaque fois de besoin. A Burambi, l'année 1997 marquait la répression pour tout fauteur de trouble.

### **c)La répression par l'armée**

Les autorités venaient de toutes les directions pour éradiquer les actes perpétrés à Gihinga ou des quelques hommes et femmes étaient immolés vivants. D'autres étaient accusés de sorceller. Ces présumés sorciers étaient accusés d'ensorceler de la population y compris des rebelles.

De plus, des rebelles s'étaient dissimulés au sein de la population qui était encore dans sur les collines. Au moment des attaques, quand l'armée les poursuivait il y avait des morts et des blessés chez des civils hutu. C'est pourquoi, les autorités militaires voulaient séparer les civils et les rebelles. Or, cela se passait par le biais des canons.

De surcroît, l'anarchie observée dans les zones sous insécurité y avait fait perdre l'autorité communale. Entre 1996 -1998, une sorte d'administration parallèle s'était initiée.

En ce qui est de l'administration, à Burambi, dans les zones en insécurité, les rebelles y avaient instauré une « sorte d'administration parallèle. » Une sorte de cette administration communale

<sup>120</sup>*ibidem*, p .24

<sup>121</sup> Nd.L, 55 ans, cultivateur, Maramvya, le 21/6/2024

est mise en place. Elle dépendait de celle de Buyengero où se trouvait le quartier général de la branche politique (CNDD) et armée (FDD). La « Commune » disposait d'un « administrateur ». Dans les faits, il contrôlait presque des parties de la zone Mariza. En zone Murago, une partie de la colline Bisaka était dans les mains de la rébellion. En Zone Rusabagi et Maramvya, cela a été observé là où il n'y avait pas de centres tenus par les forces de l'ordre. . Voici ce que relate B. V : « *Avec la crise d'octobre 1993, nous avons assisté à une sorte d'administration qui contrôlait tout dans les régions sous contrôle de la rébellion. Nous avions un administrateur, un chef de zone chef secteur. Par exemple, ici chez –nous, la zone Mariza était dirigée par Mu.Z* »<sup>122</sup> Dans les faits, cela n'a été qu'une utopie et de courte durée. La volonté des autorités publiques à faire asseoir la paix a été irréversible. Car dès 1997, il s'est observé la multiplication des positions militaires dans la région

C'est dans ce contexte que s'était déroulée la répression à Burambi qui débouchait sur la résistance.

#### **d) La résistance**

. Comme la crise devenait générale à partir de 1996, la population qui n'avait pas fui vers le chef –lieu de la commune Burambi, a adopté une stratégie de survie. Les autorités loyales en collaboration avec l'armée, organisaient de la pacification.

C'est ce contexte qu'une technique de survie contre les forces de l'ordre a été mise en place. On les appelait couramment « *Abadoriya qui signifie guetteur(s) en français* »<sup>123</sup>.

C'est ce que nous partage un ancien combattant qui a longtemps participé dans cette pratique .:ce qu'il dit : « *Quand les attaques de « l'armée de Bikomagu »<sup>124</sup>s'intensifiait ici , il y avait fait beaucoup de morts. Je ne me souviens pas celui qui a donné cette idée de créer Abadoriya. Moi j'étais dans le groupe de ceux qui veillaient à Nzegwe. De là, nous regardions dans tous les coins pour voir les militaires. Nous regardions sur les hautes montagnes, dans les bas-fonds des*

<sup>122</sup>Idem.

<sup>123</sup> *Abadoriya /Umudoriya, Ce mot a une signification Swahili qui renvoie au nom Veilleur(s) ou guetteur(s). Ce mot a été très propagé dans cette région. C'est à dire, un groupe d'hommes se mettaient sur les endroits surélevés pour épier l'arrivée de l'armée régulière et afin d'en alerter la population.*

<sup>124</sup> *Ici, à Burambi, l'on a assisté à une diabolisation de l'armée loyale, l'appelant ainsi. C'est à dire l'armée d'un individu. Celui-ci à qui on attribuait cette armée, était le chef d'Etat –major. On l'accusait d'avoir tué le Président Ndayaye Melchior.*

*marais. Quand nous les apercevions, nous devions alerter les gens qui devraient fuir le danger en direction plus ou moins sûr. »<sup>125</sup>*

Cette situation était de temps en temps complexe pour les forces de l'ordre, ces hommes civils se mélangeaient quelques fois aux rebelles pour guetter. Au moment d'échange des tirs, les femmes et les enfants couraient ici et là alors que les hommes se trouvaient à la garde.

Ces hommes qui avaient la mission de veiller les militaires et les civils qui opéraient avec des rebelles. C'est ce que témoigne Ny. V : *« Nous avons la mission de regarder partout si les militaires viennaient nous criions haut et fort. Des fois, nous étions avec les rebelles. Nous étions très utiles à la population. Ici, à Mugunga, c'était difficile d'y vivre. Notre antenne se trouvait à Gihinga. Quand les FDD quittaient cette région, le lendemain, les militaires venaient en masse. Nous devrions nous arranger par tous les moyens. Nous le faisons le jour et la nuit. C'était de véritable enfer. Quand la plupart de la population partait dans les camps de déplacés suite aux militaires qui instaurent des positions partout ; à Kabo, Gisyo, Rutwenzi, Rohero. Nous ne pouvions plus allumer le feu. La guerre devenait dure »<sup>126</sup>*

. Des déplacés à la quête de la nourriture, se plaignaient de ces guetteurs qui souvent éveillaient les rebelles. Ceux-ci pouvaient, dans de jours de convois empêcher le ravitaillement. Même si, ils marchaient avec les militaires, des fois ils retournaient sans provisions. Des combats ou des embuscades pouvaient leur être tendus. C'est ce que témoigne notre informateur sous couvert d'anonymat :

*« Abadoriya nous ont fait mal. Au moment du ravitaillement, on nous donnait des militaires qui se chargeaient de notre sécurité. Moi et mes proches étions dans le site de Gatobora (sur la Colline Gitaramuka, Zone Murago). Les jours de convois étaient souvent lundi et vendredi. Nous avons deux jours le sommaire. Descendre chez – nous à Bisaka était risquant. En 1996 par exemple, nous sommes tombés dans une embuscade tendue tout près d'ici. C'était à Gihona. Les militaires ont tiré en tous sens, mais c'était déjà tard. Quelques-uns de nos compagnons comme N et C. et d'autres encore ont péri sur le champ. Nous avons fait un demi-tour avec deux cadavres. »<sup>127</sup>*

<sup>125</sup> *Ibidem*, p.12

<sup>126</sup> Ny. V, 65 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 13/9/2023

<sup>127</sup> B.T, 67 ans, Cultivateur, Rwaniro, le 18/7/2023

A Burambi, la résistance se précisait en 1996 lorsque des Hutu refusaient de répondre à l'appel des autorités communales. Celles-ci leur demandaient d'aller au chef -lieu de la Commune et dans d'autres endroits sécurisés par le gouvernement.

### **e)Les regroupements de la population**

A Burambi, il y a des descentes de l'administration pour inciter la population restée dans les zones en conflit de se rendre dans des sites de déplacés. C'est dans ce cadre que le gouverneur André Ndayizamba est venu à Rutwenzi en juin 1996. Il conseilla à la population de quitter immédiatement. Cela n'a pas été très suivi. Rares, sont ceux qui ont suivi cet appel.

Nos enquêtés interrogés affirment que les gens qui refusaient de quitter les zones de combat, parcequ'ils avaient peur de leur sécurité quand ils arriveraient dans les sites sous contrôle des autorités du gouvernement. « *Nous avons peur de notre sécurité* »<sup>128</sup>, raconte un ancien combattant.

L'intensification des opérations militaires a poussé les derniers Hutu à se désolidariser avec les rebelles, à Burambi. Ils arrivaient dans les sites des regroupés, tout épuisés. C'est ce que témoigne H.W : « *Après des années de cavale, ils s'étaient retrouvés aux sites des regroupés tout épuisés.* »<sup>129</sup> Ils présentaient des signes de malnutrition et de sous-alimentation : les joues et pieds gonflés, les cheveux rougis. Comme le précise nos enquêtés, ils avaient tous les signes d'anémie.

Dans les sites, les chefs militaires ou leurs chefs possédaient des casiers de boisson de la BRARUDI que les déplacés devaient apporter et devaient faire de longues distances pour s'approvisionner en ces produits. Sur ce sujet, notre enquêtée, C.F, nous dit :

*« Là où j'étais dans le site de Kiri, nous devrions faire en groupe des travaux des militaires. Certains d'entre nous devaient puiser de l'eau, couper et transporter du bois de chauffage. D'autres devaient se rendre à Donzi ou Murago pour transporter les casiers des chefs de poste militaires. Souvent, nous étions battus si nous nous absentons à chacune des activités. En saison pluvieuse, il arrivait qu'une personne glisse par terre et qu'elle casse des bouteilles, elle devrait les payer après avoir reçu des bastonnades. »*<sup>130</sup>

<sup>128</sup> Anonyme, 56 ans, Culivatrice, Gitaba, le 3/7/2024

<sup>129</sup> H.W, 48 ans, enseignant, Gitaba, le 3/7/2024

<sup>130</sup> C. F, 58 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 11/7/2024

Quant au vécu des soldats au site, ils se ravitaillaient auprès. Ils se ravitaillaient auprès de leur position militaire centrale qui se trouvait soit à Burambi, soit à Rumonge (à Minago, à Kizuka,). Les déplacés devaient faire de longues distances accompagnés des militaires pour transporter soient les vivres, le matériel de couchage, soiles autres objets de guerre (magasins des fusils, les balles de fusils, etc.). C'est ce que se souvient notre témoin :

*« Nous devrions marcher de longues distance en compagnie des militaires. Nous nous rendions à Kizuka pour apporter des vivres de militaires. Nous n'avions pas un autre choix car si le Mutware t'a mandaté que c'était toi qui allait les accompagner tu n'avais pas à t'opposer. Celui-ci choisissait dans ses dix maisons si a dix personnes. »<sup>131</sup>*

Ces individus ont rencontré des problèmes sur le chemin ou au lieu de ravitaillement. En route vers le centre d'approvisionnement ou de retour, le convoi pouvait tomber dans des embuscades tendues ici et là. Et au lieu d'approvisionnement ils pouvaient attendre plusieurs heures l'arrivée du camion ravitailleur. Ils soufflaient de la faim, la soif, et la fatigue. Des fois, il arrivait qu'ils soient battus par certains militaires qui pouvaient les taxer de lâcheté ou C'est ce que mets en phase H. H : *« Nous devrions descendre à Rumonge avec les militaires au moins une fois le somaine. Nous portions leurs sacs ou leurs vivres. Un jour, mon camarade a refusé de descendre avec nous, il a été battu à mort »<sup>132</sup>*

Les raisons qui poussaient les gens d'avoir peur d'accompagner les militaires étaient souvent liées à l'aspect sécuritaire comme nous venons de le voir ci-haut. C'est pourquoi des hommes encore dynamiques. Ils abandonnaient momentanément leurs familles et se rendaient àBujumbura ou à Rumonge.

A Burambi, il est important de savoir que toutes les positions militaires se sont transformées en sites de déplacés excepté celle de Gitaba (Rumonyi) qui était une position mobile. Les déplacés vivaient pour la plupart tout près des positions militaires. Sur ce sujet, voici ce que raconte Ci. F: *« Nous avons tant demandé la position de Gisyo car nous avons de long trajet à faire le jour du convoi. Quitter Murago à Rumonyi était vraiment pénible. Nos représentants ne cessaient de crier fort pour qu'on nous donne notre propre position. En 1998, nous avons eu cette chance.*

<sup>131</sup> H.H,50 ans, cultivateur, Murara, le 19/7/2024

<sup>132</sup> *Idem*

*Les premiers arrivants, nous nous sommes fixés tout près des militaires. Ça faisait peur ici. C'était partout de la brousse et au sud à un kilomètre environ les rebelles étaient encore là. »<sup>133</sup>*

#### **f) Les rencontres communautaires**

A Burambi, les rencontres communautaires étaient organisées chaque fois de besoin. Elles étaient fréquentes, au début de la crise d'octobre 1993. Leur objectif était de sensibiliser la population qui étaient encore dans les régions sous insécurité de se séparer avec les FDD. Ndikumana Denis nous dit : *« Nous faisons de tout notre mieux pour préparer la population au sauvegarde de la paix. Nous avons parcouru colline par colline là où c'était possible parce que la crise n'était pas encore finie. »<sup>134</sup>*

Ces rencontres étaient organisées dans les sites de regroupés et dans les régions qui étaient restées plus ou moins stables. (Cf. la carte des sites des regroupés/déplacés). Le message était d'abord axé sur la cohésion sociale entre les nouveaux regroupés et les anciens, la sauvegarde de la paix, l'appel à faire des rondes de nuit pour leur sécurité, l'hygiène et la lutte contre le VIH/SIDA.

Un autre sujet abordé a été le développement dans le site de Burambi qui était aussi dans la priorité des autorités de Burambi. Elles étaient appuyées par des ONG ou associations qui œuvrent en divers domaines. C'étaient notamment FVS, IRC, CONCERN, et la FAO.

A Burambi, les discours des autorités, encourageaient la population à collaborer avec ces ONG et l'appelait à bien faire usage des infrastructures acquises. Ces ONG étaient aussi de survie. Dans ce climat qui semblait être amélioré, une autre phase s'ouvrait : celle de la réparation des biens.

#### **g) Paiement des biens détruits ou pillés**

Pendant la crise d'octobre 1993, les biens saccagés ou pillés des familles tutsi ont été réparés. La période 1997 – 2000 a été caractérisée le paiement de ce que des extrémistes Hutu ont détruit ou pillés à Burambi. Ces familles tutsi les ont attendus jusqu'à ce qu'ils rejoignent les sites de déplacés. Ces victimes ont saisi les autorités de sites et le chef des positions militaires. Les bourreaux ont dû payer des sommes colossales. : *« La période de 1996 -2000 a été marquée par*

<sup>133</sup> Ci.F, 65 ans, Cultivateur, Buyenzi, le 11/7/2023

<sup>134</sup> N.D, 78 ans, ancien sectaire Communal, Gakonko, le 24/7/2024

*le paiement de ce que des Hutu avaient pris aux Tutsi. Ils avaient détruit nos maisons, nos champs ou pillé nos bétails. Mon champ de manioc a été pillé par des Hutu voisins. Ils les ont déterrés au grand jour. Ils étaient des dizaines dans mon champ comme NT. E me la confie à son arrivée au site. Le grand jour est venu et ces bourreaux ont dû payer des sommes colossales. »<sup>135</sup>*

Comme nos enquêtés l'ont souligné, des personnes accusées d'avoir participé volontairement ou involontairement au pillage ont payé aussi par corvées. C'est ce que rapporte Mb. T :

*« Juste à notre arrivée dans le site, la première question a été d'expliquer comment nous avons pillé des biens des Batutsi. Moi et mon ami HA. M avons descendu à Minago. Là-bas, NZ. P nous attendait. Il nous a pris par l'intermédiaire des militaires. Nous tous, nous avons été appréhendés puis détenus pendant quelques jours. Nous avons accepté de payer chacun une somme de neufs cents milles. A côté de cet argent, nous avons été obligés de travailler à Shanga où il avait une propriété. Nous l'avons débroussaillée, cultivée, plantée, sarclée deux fois. Nous lui avons servi un champ de manioc qui avait été planté avec du maïs. Nous en avons souffert car nous devrions nous aussi travailler pour survivre avec nos familles. Moi, je n'avais participé volontiers car je voyais l'injustice qui nous était infligé, nous les Hutu. Mais mon ami n'a été qu'un simple transporteur pris par la force. »<sup>136</sup>*

Ce paiement de biens détruits a eu des conséquences négatives sur certaines familles qui y étaient impliquées : le manque des moyens financiers a amplifié la misère des familles qui avaient déjà un problème de sous-alimentation et de malnutrition. Des élevés ont abandonné l'école pour se battre pour la vie. La période 1996-2000 a été marquée par d'affrontement entre les FAB et les FDD.

#### **h) La guerre entre les FAB et les rebelles**

A Burambi, avec l'installation des positions militaires, l'armée allait faire des opérations sur un territoire réduit et maîtrisable. Ces opérations opposaient depuis 1996 les FAB et les rebelles FDD. L'objectif de cette intervention visait à mettre fin à l'insecurite grandissante dans les différentes régions de la Commune Burambi.

<sup>135</sup> Idem

<sup>136</sup> Mb. T, 61 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 17/6/2024

Des personnes « sorciers » étaient brûlées vives dans la région de Gihinga(Rumonyi). Evariste Ngayimpinda le met en relief disant qu' « *une dizaine de personnes soupçonnées d'être sorciers ont été brûlées.* »<sup>137</sup> Cela a été accusé à la rébellion .Cet acte de barbarie a suscité de la peur au sein de la population : « *Nous avons vécu des périodes de l'horreur. Des enfants marchaient seuls pendant des combats de l'armée et de la rébellion. Nous marchions des longues distances fuyant des hostilités. Nous avons vu des enfants qui portant eux- mêmes leurs petits-frères alors qu'ils n'avaient que dix à douze ans. Ces enfants étaient tous orphelins. Ils nous faisaient pitié mais nous ne pouvons pas les secourir.* »<sup>138</sup>.

Les régions qui avaient connu des batailles intenses étaient Rumonyi, Rutwenzi, Buhinyuza, Bisaka, Busaga, Gatobo, Gitongwe, Murenge, Murara et Muzi. La confrontation entre les FAB et les FDD « *est allée en s'amplifiant. Au début, les FDD ne faisaient que tendre des pièges au moyen des grenades, des mines anti-personnelles et évitaient la confrontation directe. Même si cette dernière avait eu lieu, elle n'était pas durable parce que les rebelles se sauvaient après quelques pertes au sein du groupe* »<sup>139</sup>

A Burambi, concrètement, il y a eu deux blocs sur les zones de combats, de l'armée loyale et des déplacés et de rebelles et Abadoriya. Ces derniers sont devenus par le temps de combattants. Ils ont suivi une formation paramilitaire. Comme nos enquêtés l'ont témoigné, ces combattants étaient ainsi préparés pour l'auto- défense.

Cette guerre a eu des conséquences négatives sur la scolarisation des enfants. Le nivessu de formation était au rabais : ces derniers apprenaient à lire, à écrire et un peu de français. Les enseignants étaient des bénévoles. Les cours avaient eu lieu dans les sites de regroupés. Certains ont même abandonné leurs études. B.V rappelle :

*« Quand nous sommes arrivés dans le Camp de déplacés de Minago., moi et mes amis avons décidé de poursuivre nos études, mais d'autres qui n'avaient les moyens ont laissé leurs études malgré eux a. Mes cousins ont abandonné leurs études. Ils avaient grandi alors qu'ils étaient respectivement en 2e et en 3 e année. »*<sup>140</sup>

<sup>137</sup> E. Ngayimpinda "Les populations sinistrés du Burundi : sept ans après "in Cahier demographique numero 14, août, p.10.

<sup>138</sup> Anonyme, 56 ans, enseignant, Buyenzi, le 11/7/ 2024

<sup>139</sup> V, Nsengiyumva, op.cit, p.24.

<sup>140</sup> B.V, 56 ans, Cultivateur, Rutwenzi, le 13/7/2024

### **i) Pertes des vies humaines et des biens**

Dans notre zone d'étude, il n'y a pas eu de massacres de grande ampleur comme ailleurs dans le pays. Selon nos enquêtés Mais, des personnes ont perdu leurs vies, assassinées ou portées disparues dans des circonstances différentes causées par l'armée et les jeunes qui les accompagnaient. Toute la région où les familles hutu étaient restées dans les zones occupées par les rebelles a été saccagée, les maisons détruites et les biens pillés par ces jeunes et soldats.

Dans ces actes de tueries, les malfaiteurs enlevaient le sexe et laissaient le corps de la victime sur place. Pour les femmes enceintes, ils lui enlevaient le fœtus et laissaient la mère à ciel ouvert. D'après nos enquêtés, cela s'est passé principalement à Bisaka.

Lors des actes de pillages de bétail, les ravisseurs tuaient immédiatement toute personne qui tenterait de résister. Des éleveurs tutsi et hutu ont péri dans ces actes mais à Gitagari, des gens ont pu fuir avec leurs vaches NY. G raconte : « *Nt.B et K.D ont aidé leurs voisins tutsi Sabushimike et Magenge à partir avec leurs troupeaux à Mugamba* »<sup>141</sup>

La deuxième catégorie des personnes assassinées était constituée par des personnes qualifiées "des sorciers" et des "ensorceleurs". Ceux-ci étaient accusés d'avoir ensorcelé les gens y compris les rebelles.

La troisième catégorie de personnes emportées par la crise est constituée par les victimes immolées dans les buissons où elles se cachaient. Elles étaient composées des femmes, des enfants et un peu d'hommes.

Avec l'arrivée des rebelles qui s'installent désormais en juin 1996, à Rumonyi, il y a une chasse aux sorciers. Un groupe de quelques personnes apposait des signatures pour accuser la présumée coupable. A ce sujet, voici ce que met en relief Ndayirukiye Raphaël : « *Pour les identifier, quarante personnes apposait leurs signatures au nom de l'accusé. Cette situation suscitait une haine féroce entre la famille de la victime et les accusateurs.* »<sup>142</sup> Une fois que les victimes étaient condamnées par ces voix populaires, elles étaient brûlées vives. Selon Ndayirukiye R « *une dizaine de personnes soupçonnées d'être sorciers ont été brûlées vives* »<sup>143</sup> à Gihinga (Rumonyi).

Des victimes innocentes pouvaient être inculpées. Des règlements de compte ont existé surtout ceux liés aux litiges fonciers. Des cas de corruption ont été observés dans cette pratique pour se débarrasser de l'adversaire. C'est ce que ne témoigne Ni. M : « *Mon père n'a jamais pratiqué de la chasse contre la sorcellerie, mais injustement, il a été arrêté parce qu'il avait des problèmes fonciers avec ses frères. Moi, j'étais petit, je ne pouvais rien faire. Il a été enlevé conduit à*

<sup>141</sup> NY.G, 66 ans, cultivateur m Rumonyi, le 13./7/2024

<sup>142</sup> Ndayirukiye Raphaël, *op. cit.* p 62

<sup>143</sup> *Ibidem*.p.63

*Gihinga. Nous savons qu'ils ont côtisé pour qu'il meure. »*<sup>144</sup> Ceux qui n'ont pas été brûlés ont été tués et enterrés clandestinement.

Lors des combats, des personnes qui tentaient de fuir entraversant les rivières ont été noyées. Des cours d'eaux comme Rugata, Ngonya, Cugaro, Dama sont des affluents qui ont endeuillé des familles.

De plus, les altercations ont eu lieu au sein des FDD, à Buyengero ont emporté des vies humaines.

La dernière catégorie des personnes assassinées, était constituée des personnes tuées par des balles perdues lors des combats entre belligérants.

Rares sont des personnes qui ont sauvé des vies des personnes de l'ethnie différente. Trois enfants hutu et leur tante de la sous – colline Gitagari de la Colline Rumonyi ont été sauvés par une personne tutsi déplacée qui était avec les militaires en 1996. Mais ces gens n'ont pas été remis à leur famille. Batwemga se souvient :

*« Pendant la crise, en 1996 une personne tutsi déplacée avec les militaires a sauvé la sœur de Ndagijimana et ses trois enfants à Titi (Gitagari). Mais ceux-ci n'ont pas été remis à leur famille. »*<sup>145</sup> Comme dans chaque crise il y a des gens qui ont sauvé des personnes de l'ethnie différente malgré les risques de leur vie.

A Burambi, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs dans les autres communes du pays, il n'y a pas eu de massacre de population entre les deux composantes ethniques burundaises. C'est ce qu'affirme Ndayirukiye Raphaël : *« Ce qui parait être spécifique dans notre région « RUBUBU », est qu'il n'y a pas eu de tueries entre la population civile de deux composantes ou de massacres à grande echellecomme celle de Bugendana. »*<sup>146</sup>

Cette crise qui avait duré 10 ans dans le pays et 7 ans à Burambi, ne s'était résolue en un jour. Elle a été réglée par le dialogue interbundais qui a abouti à la signature des accords entre le gouvernement et les mouvements politiques armés.

<sup>144</sup> Ni. M, 49 ans, Commerçant, Gatobo, le 3/7/2024

<sup>145</sup> Batwemga ; 68 ans , cultivateur ,Rumonyi, le 17 /6/2024

<sup>146</sup> R. Ndayirukiye, *op-cit*, p 62.

---

### **CHAP.III. LES RETOMBEES DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 A BURAMBI.**

La crise d'octobre de 1993 a créé des retombées économiques, socio-culturelles dans le pays en général et la commune Burambi en particulier. Il a fallu attendre l'année 2003 pour avoir du soulagement de la population avec la signature de l'Accord global de cessez le feu intervenu le 16 novembre 2003 entre le gouvernement burundais et le CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza.

#### **I. Une économie désorganisée**

Avec la crise, l'économie de la commune Burambi fut perturbée. Les cultures industrielles comme le thé et le café n'était pas produites régulièrement. La production des cultures vivrières a chuté. Des palmeraies étaient transformées en jachère et l'élevage est tombé en faillite. Les artisans ont suspendu ou abandonné leurs métiers.

#### **A. Des activités agricoles perturbées.**

##### **1. Les cultures industrielles tombées en friche : cas du café**

Les cultures industrielles qui sont cultivées dans notre région d'étude sont le café et le thé. Elles qui étaient la base de l'économie familiale et communale. Le café était vendu à l'état sec et à l'état frais et était traité à l'aide des machines mobiles ou dans l'usine d'écorchage.

Avant la crise d'octobre 1993, la Commune Burambi comptait 3 usines : *Celle Nyakibuye pour la zone Rusabagi* , *celle de Ruhora la zone Maramvya* et *celle de Nyagashiha pour la zone Murago*<sup>147</sup>. Seule la zone Mariza ne disposait pas d'usine. Les gens de cette zone étaient obligés d'amener leurs produits à Nyagashiha. Toutes ces usines étaient placées sous le contrôle de la SOGESTAL Mumirwa.

Avec la crise, ces usines connaissaient des problèmes sécuritaires et de production, à Burambi. Les activités étaient souvent aux arrêts. Selon notre informateur qui a requis l'anonymat, « *Les activités étaient presque aux arrêts .Plusieurs d'entre nous avaient fui les hostilités surtout ici à Ruhora où les rebelles étaient en permanence et à Nyakibuye .Des matériels ont été saccagés des filets de séchage, des brouettes,...*»<sup>148</sup> Par ailleurs, la production du café avait diminué car les plantations n'étaient bien entretenues, elles manquaient de paillage et d'autres soins .Dans certaines régions, elles avaient été incendiées. Cette faible production du café que les activités

---

<sup>147</sup> Commune burambi, Rapport Communal de Septemebre 1998

<sup>148</sup> Anonyme, 40ans, Cultivateur, Muzi, le 18 /7/2024

étaient de ces usines soient aux relenti, des fois, elles étaient suspendues. Cette situation a provoqué le licenciement du personnel, ce qui n'a pas manqué d'avoir des incidences négatives sur les économies familiales et communales.

## **2. La diminution de la production vivrière.**

A Burambi, la production vivrière était bonne avant la crise de 1993. Cette entité jouissait d'une autosuffisance alimentaire.

Le cultivateur produisait une quantité qui lui permettait d'avoir à manger et de produire pour le marché. La situation économique de notre zone d'étude était bonne et avait un impact positif sur l'économie nationale .Selon le rapport du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage lors de l'analyse de son contexte sectoriel : *« Le secteur agricole a été et reste toujours et reste considéré comme le garant de la sécurité alimentaire, le poumon de l'économie nationale et familiale et moteur de la croissance des autres secteurs de la vie nationale<sup>149</sup> »*

Mais, avec la crise de 1993, à Burambi, ce secteur de la production vivrière n'a cessé de chuter. Cela était dû à plusieurs causes dont les principales étaient : *l'érosion des sols, les feux de brousse, les ruissellements, l'exil de plusieurs producteurs, l'utilisation rudimentaire des moyens de production, le manque des techniciens agricoles sur les collines [...]. Cette chute de la production vivrière à Burambi pendant la crise d'octobre 1993 a été constaté au niveau national .Le Rapport de la Stratégie Agricole Nationale (SNA) 2008 -2015 l'a évoqué<sup>150</sup> .*

La chute de la production vivrière a eu un impact négatif sur l'économie familiale : les produits manquaient et les prix d'achat ont flambé. Le Rapport de la stratégie agricole nationale a fait le même constat : *« La guerre civile et l'insécurité ont réduit fortement le pouvoir d'achat des producteurs et perturbé les travaux champêtres (plantation, entretien des cultures) en raison des déplacements massifs de la population agricole. »<sup>151</sup>*

Le secteur de la production vivrière à Burambi n'a pas été le seul à être touché par la crise, mais aussi la culture du palmier a été aussi touchée.

<sup>149</sup> Ministère de l'agriculture et de l'élevage, *Stratégie Agricole Nationale (SNA), 2008-2015*, pp 20-110

<sup>150</sup> *Idem*

<sup>151</sup> *Idem.*

### 3. De palmeraies tombées en jachère.

Notre région d'étude avait beaucoup de palmeraies avant 1993. Celles -ci étaient exploitées par des agriculteurs qui les entretenaient pour la consommation et le marché. L'huile de palme constituait l'essentiel des produits de consommation et de vente à Burambi.

Ces palmerais étaient, soit en association avec d'autres cultures comme le maïs, bananier, manioc, soit en monoculture. Ceux-ci exploités, par les agriculteurs, ils le faisaient pour l'autoconsommation d'abord puis pour les marchés.

Dans sa thèse, Ngiye rappelle l'usage de la palméculture par son producteur : « *Dans cette catégorie, la palméculture est souvent destinée à l'autoconsommation familiale .Quand la production est excédentaire, les paysans écoulent de petites quantités sur les marchés* »<sup>152</sup>

Avec la crise, ces palmécultures ont connu de problèmes d'entretien et certaines parcelles sont tombées en jachère : les plantations étaient abandonnées à elles-mêmes et devenaient ainsi de brousses. : « *Nous avons trouvé nos plantations des véritables brousses. Les herbes et les arbres atteignaient plusieurs mètres. C'étaient transformés en lieux privilégié pour la faune. Des parasites avaient poussé sur ces plants qui étaient d'une bénédiction divine* »<sup>153</sup>

Des plantations fournissaient d'alimentation aux oiseaux et mammifères. Des régimes de palmiers périssaient sur leurs plants. Les fruits appelés aussi drupes étaient la source d'approvisionnement des animaux qui en consommaient de « *la pulpe (couleur jaune –orange) de laquelle on extrait l'huile de palme. Noyau dur ou coque (à l'intérieur se trouve l'amande (palmiste) duquel on extrait l'huile.* »<sup>154</sup>

De plus, les palmeraies abandonnées, ont donné d'autres plants qui grandissaient de part et d'autres des jardins , ont poussé en isolation ou en colonie devenant des nouveaux palmiers à l'huile. A leur retour, les agriculteurs, dans leurs propriétés, les ont aménagés et sont ainsi devenues de nouvelles palmeraies qui ont permis de relancer la production de l'huile de palme de palme, de palmiste, de tourteaux.

<sup>152</sup> E.Ngiye, *La filiere palmier à l'huile au Burundi : acteurs et territoires, Thèse, Université de Toulouse /Géographie, 2015, p.41*

<sup>153</sup> S.S, 52 ans, cathéchiste, Gatobo, le 3/7/2024

<sup>154</sup> *ibid.*, p.42

## **B. Un élevage tombé presque en faillite.**

La commune Burambi est un domaine d'élevage par excellence. Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre, elle possédait le gros et le petit bétail à la veille de 1993. La crise d'octobre a battu ce secteur avec du grand fouet.

### **1. Le gros bétail**

Notre région d'étude est un milieu favorable pour l'élevage du gros bétail. Traversées par 3 régions naturelles, elles lui permettaient de faire de mouvements de transhumance à l'intérieur de son ensemble. Jusqu'à l'aube de 1993, les éleveurs de région naturelle du Mugamba avec leurs voisins de la Commune Mugamba, venaient dans les régions de Mumirwa à la quête des pâturages.

Selon B. CL : *« Ces éleveurs possédaient au moins chacun possédait une dizaine de vaches. Il en avait même ceux qui en avaient une vingtaine sans compter les veaux. »*<sup>155</sup>

Cet élevage jouait un grand rôle dans l'économie communale et nationale. Il a été frappé de plein fouet par la crise d'octobre 1993.

Quel ques jeunes hutu, à l'annonce de l'assassinat du président de la République se sont dirigés chez des familles Tutsi où ils ont pillé des vaches. Ils les ont abattues et se sont partagé la viande. L'intervention des Bashingantahe qui se sont inscrit contre cette pratique n'a pas porté des résultats durables car ces jeunes car ces jeunes étaient devenus incontrôlables. Aussi, en juin 1996, des rebelles venus de Gihinga a détérioré cette situation : *« Je ne me souviens pas très bien mais c'était en juin 1996 lorsque rebelles venaient de Gihinga ont razié plusieurs de mes vaches et de mes voisins. Ils étaient des milliers et s'étaient arrêtés à Kiganza. Egalement, des bergers y avaient perdu la vie. C'était un véritable enfer. »*<sup>156</sup>

A Burambi, un autre élément qui avait ruiné l'activité pastorale, est le départ des éleveurs dans les sites des déplacés pour ceux qui étaient proche de la zone d'insécurité. Certains éleveurs vendaient même leur bétail avant de se rendre dans ces sites et ne gardaient qu'un petit nombre dont ils pouvaient s'occuper.

<sup>155</sup> B. CL, 66ans, Cultivateur, Gisenyi, le 13 /7/2024

<sup>156</sup> Anonyme, 48 ans, Cultivateur Kiganza, le 23/6/2024

L'élevage du gros bétail a beaucoup souffert de la crise d'octobre 1993. Avec la reprise progressive de la vie du pays, l'Etat a distribué des vaches en nombre limité mais sur toutes les collines de la Commune dans l'objectif de relancer ce secteur. Cette crise a touché également le petit bétail.

## **2. Le petit bétail**

L'élevage du petit bétail constituait l'essentiel des troupeaux à Burambi après celui du gros bétail. Il était essentiellement constitué des *chèvres, des moutons des porcs* <sup>157</sup>

L'élevage du petit bétail était consistant du point de vue agricole et pécuniaire avant 1993. Sa production était rapide comparativement au bovin. La quantité du fumier augmentait aussi avec le nombre de tête. Le petit bétail jouait un grand rôle dans l'économie familiale : on le vendait facilement pour se procurer ce dont l'on avait besoin. Son entretien n'était non plus assez exigeant. Cette situation faisait que chaque famille devait en posséder. Ce type d'élevage a été très frappé par la crise d'octobre 1993. Ma. P l'évoque dans ces termes : « *Quand a éclaté en 1993, elle a emporté presque tout le cheptel Burambi. Celui-ci a été pris pour cible par les pilliers comme cela s'était passé pour les bovins. Et des éleveurs ont abattu eux –mêmes leurs troupeaux pour se procurer de la nourriture dans un monde devenu isolé. D'autres ont été noyés en tentant de traverser des rivières lors de la fuite.* » <sup>158</sup>

Tout comme il l'avait pour les bovins, l'Etat a, en 2000 contribué au repeuplement du petit bétail en distribuant des chèvres sur les collines par l'intermédiaire de la Commune.

## **C. Abandon ou suspension temporelle de certains métiers.**

La crise a fait que certains métiers soient suspendus ou abandonnés. Ces métiers étaient la pêche, la vannerie, le commerce et la maçonnerie.

### **1. La pêche**

La Commune Burambi, sa population s'est intéressé à tous les secteurs de la vie.

Elle s'est attachée au secteur agricole, au secteur pastoral et piscicole.

<sup>157</sup> USAID, *Relation entre la terre, l'environnement, l'emploi et les conflits au Burundi*, Nathan Association, 2006, p.21.

<sup>158</sup> Ma .P, 56 ans, Cultivateur, Busaga, le 23/6/2023

La population de la partie sud de Burambi bien qu'elle n'est pas située directement sur les rives du lac, s'est intéressé à la pêche. Des jeunes hommes quittaient leurs domiciles pour la pêche. Ils en tiraient des revenus importants qui leur permettaient de satisfaire leurs besoins .Ce domaine employait beaucoup une grande partie de la population masculine.

Quand la crise a éclaté en octobre 1993, ils ont été obligé de regagner leurs familles mais les conditions de retour étaient pénibles ; pour certains, leurs biens ont été volés ou battus .Il y a en a

*« En 1993, moi et mes amis, nous étions des pêcheurs à Mvugo.Quand la crise éclatait, chacun de nous cherchait à regagner sa famille 'ai quitté Mvugo, dans la nuit de vendredi le 22 octobre avec mes 4 compagnons, tous de la colline Rutwenzi. Nous n'avions eu de voiture et nous avons marché jusqu'à Kigwena pendant la nuit. Nous étions tombés dans une embuscade : moi, j'ai perdu mon sac de Ndagara. Mon ami a été blessé au niveau de la hanche Par miracle, nous arrivions chez –nous »<sup>159</sup>*

A ce sujet un ancien pêcheur rapporte ce qui lui est arrivé : chaque pêcheur cherchait à regagner sa famille. Aux bout de quelque jours ils étaient dans leurs famille. Même ceux qui étaient loin comme à Mvugo (Nyanza-Lac) samedi étaient à Burambi. Ils ont eu des nombreuses difficultés dans leur passage. Certains n'ont pas eu de déplacements, se mettant ainsi sur le long périple. D'autres, leurs biens ont été volés, battus ou blessés. *« En 1993, moi et mes amis, nous étions des pêcheurs à Mvugo.Quand la crise éclatait, chacun de nous cherchait à regagner sa famille 'ai quitté Mvugo, dans la nuit de vendredi le 22 octobre avec mes 4 compagnons, tous de la colline Rutwenzi. Nous n'avions eu de voiture et nous avons marche jusqu'à Kigwena pendant la nuit. Nous étions tombes dans une embuscade : moi, j'ai perdu mon sac de Ndagara, mon ami a été blessé au niveau de la hanche. Par miracle, nous arrivions chez –nous »<sup>160</sup>*

Comme la crise durait longtemps, les pêcheurs venant de Burambi étaient comme les autres avaient suspendu de se rendre sur la RN3 et de pratiquer la pêche dans le lac Tanganyika. Ils la considéraient comme *dangereuse*<sup>161</sup>

<sup>159</sup>Anonyme, 67ans, Cultivateur, Rutwenzi, le 13/7/2024

<sup>160</sup>Anonyme, 67ans, Cultivateur, Rutwenzi, le 13/7/2024

<sup>161</sup> Avec la crise d'octobre 1993, la commune Burambi semblait partagé en deux.Il y avait une région laquelle il ne fallait pas dépasser selon qu'on était d'un camp ou d'un autre (de la rebellion ou du gouvernement).

## 2. La vannerie

La vannerie est un élément important de l'artisanat burundais. Ce secteur occupait aussi les femmes que les hommes. Mais avec la crise d'octobre, ce métier n'était plus pratiqué à grande échelle. La fabrication des greniers n'était pas nécessaire car on était en guerre et la production agricole était faible. « *Les corbeilles, les paniers qui avaient aussi d'une signification sociale* »<sup>162</sup>, n'était pas non plus produits, leur commercialisation était impossible étant donné l'absence de la demande.

## 3. Le commerce

Jusqu'en 1993, les gens de Burambi vendaient leurs produits agro-pastoraux soit à l'intérieur soit à l'extérieur de la commune. Ces produits étaient écoulés sur des marchés locaux ou dans des boutiques. D'autres produits étaient vendus le jour des marchés en commune Rumonge.

Ces échanges permettaient de aux gens de Burambi de gagner l'argent et d'acheter ce dont ils avaient besoin.

Mais, lorsque la crise a éclaté dans notre zone d'étude, la production s'était ralentie. Cela avait eu pour conséquence le manque des marchandises à écouler. A cause de l'insécurité, la population ne pouvait plus se diriger vers Rumonge. D'après nos enquêtés, les dernières personnes qui ont fréquenté les marchés de Rumonge officiellement jusqu'au mois de novembre. « *Ici, chez –nous comme ailleurs, nous fréquentions les marchés de Rumonge jusqu'en novembre 1993. Après, il était devenu trèsde nous y difficile. Or, les produits de première nécessité se trouvait là-bas : le sel, les médicaments, les poissons, les savons, le pétrole, les habits.* »<sup>163</sup> Dès lors, les produits qui venaient de Rumonge n'étaient plus accessibles à Burambi. Des commerçants avaient fui. D'autres craignaient pour leur sécurité et ne pouvaient pas y aller s'approvisionner en marchandises.

Cette situation a favorisé le développement de la fraude et cette spéculation commerciale. Bon nombre de centres de négoce a été fermée comme par exemple à Rumonyi, à Rutwenzi, à Rohero, à Busaga, à Kiyagayaga, Les activités commerciales ont repris timidement en 2000.

---

<sup>162</sup> <http://www.aa.com.tr.or> du 8/8/2024 a 20h15.

<sup>163</sup> Mb. I, 45 ans, Cathéchiste, Muzi, le 18/7/2024

#### 4. La maçonnerie

Le métier de maçonnerie était très ancien à Burambi. Jusqu'en 1993, les maçons construisaient des maisons dans le voisinage et ailleurs. Ils se dirigeaient vers Rumonge, Buzanza, Cibitoke, Kayanza, Sur ce sujet, Ng. C raconte : « *Les maçons de Burambi comme ailleurs, nous étions en deux catégories. Il y avait ceux qui travaillaient localement et d'autres qui taillaient ailleurs. Jusqu'en 1993, moi et mes trois voisins travaillions dans une société de construction Rwegura. D'autres étaient à Mabayi, d'autre à Muzinda.* »<sup>164</sup> Quand la crise a éclaté, ces maçons qui travaillaient loin de leur lieu de résidence ont vite songé à rejoindre leurs familles. Les conditions de retour étaient difficiles voire dangereuses. Ils marchaient de longues heures à pied. Ceux qui étaient en congé ne sont pas retournés à leur lieu de travail.

La plupart de ces maçons étaient de la génération des années 1960. Quand la guerre s'est terminée, ils avaient un âge avancé et ont abandonné ce métier de maçonnerie qui leur avait donné un statut social : ils se distinguaient surtout par leurs conditions relativement aisées de leur habitation et le confort qu'ils menaient par rapport à celui de leurs voisins.

### II. Détérioration sociale et destruction des infrastructures.

Les retombées de la crise du 21 octobre 1993 sont analysées autour de la détérioration sociale et de la destruction des infrastructures.

La société éprouvait des difficultés d'intégration des ex-combattants. Les conditions de vie étaient difficiles dans les camps des déplacés.

#### A. Relations sociales distendues

Avant la crise d'octobre 1993, la population de Burambi entretenait des relations de solidarité. C'est un des traits dominants que l'on rencontre dans le Burundi ancien. A ce sujet, F. Kinigi donne des précisions :

*« L'ancien Burundi ne pouvait jamais produire la totalité des biens dont elle avait besoin pour sa consommation. Aussi était-il nécessaire de recourir, sous forme ou sous une autre, à des échanges »* es des cadeaux mutuels de vivres –ingemu .A la saison sèche après la grande saison des pluies , on se rendait fréquemment visite pour rétablir ou renforcer des liens de solidarité ,

<sup>164</sup> Ng. C, 68 ans, Cultivateur, Bisaka, le 18/7/2024

en même temps pour obtenir ce qu'on n'avait pas , sous forme d'un don contre don . »<sup>165</sup>Cela a caractérisée le Burundi ancien dont fait partie la commune Burambi. Ce système a marché parfaitement jusqu' à l'éclatement de la crise d'octobre 1993.Les gens de Burambi vivaient en symbiose jusqu'en 1993. D. Burahenda cite à ce sujet les échanges économiques entre les gens de l'Imbo et ceux de Mugamba : « *Le munyembo offrait un ou plusieurs régimes de bananes et recevait de la part de munyamugamba visite un panier de petits pois et des boulettes s de beurre en contre partie.* »<sup>166</sup>Ces 2 quteurs montrent que la population tenait beaucoup au renforcement de leurs liens de solidarité.

A Burambi, des gens se souviennent encore des visites qu'ils réciproquent qu'ils se rendaient. A ce sujet Nd, V s'en souvient :

*« Avant la crise, nous voyions souvent des gens qui s'offraient des cadeaux entre familles. Après la récolte du haricot, ma femme envoyait souvent nos enfants voire leur oncle, leur tante l'un à BisaKa l'autre à Murago. Nous leur envoyions de la pâte de manioc pour celle de Murago et de régime de banane pour l'autre. Nous devrions le faire car eux aussi nous rendaient souvent visite avec des paniers plein de pommes de terre et du petit pois. On se sentait mal quand on passait une saison sans aller voir nos proches et vice –versa. Autrefois ce n'est pas comme aujourd'hui. »*<sup>167</sup>

Avec la crise de 1993, la Commune Burambi a perdu progressivement cet aspect culturel et social qu'elle avait avant. Nz. E l'a constaté : « *La conséquence la plus directe de la crise de 1993 est la crise de l'échange social. Aujourd'hui, chacun se soucie de ses avoirs, de ses intérêts* »<sup>168</sup>

A Burambi des familles proches ou lointaines ne se rendent pas souvent visite comme avant la crise. Les conditions difficiles que les gens ont menées dans les sites de déplacés, la pauvreté sont des éléments avancés pour justifier cette attitude. C'est ce que nous dit Ni.T : « *Chez- nous, avions l'habitude de nous rendre visite. Avec la crise tout a changé .Quand nous avons regagné nos propriétés, les gens suite à des conditions difficiles qu'ils avaient vécues dans les sites de*

<sup>165</sup> F. Kinigi, *Le comerce chez les anciens Barundi in Culture et societe, Revue de civilization burundaise, 1980, Vol.III. p.13*

<sup>166</sup>*Idem.*

<sup>167</sup>Nd. V, 46 ans, Cultivateur, Muzi, 70 ans, Le 11 /11/2023

<sup>168</sup> Nz. E, 44 ans, Cultivatrice, Busaga, le 23/6/2023

déplacés, la pauvreté, ils ont oublié ce qui avait été une coutume. Les parents nous envoyaient chez nos proches pour saluer nos oncles, nos tantes, nos cousins, nos demi-frères, Petit à petit, ce cœur donateur a perdu son ampleur. Je me souviens que ma mère m'a donné un jour, un gros panier rempli de vivres pour aller chez ma tante à Musave. J'étais avec ma petite sœur et mon grand frère. Mais aujourd'hui l'on peut passer plusieurs années sans voir un panier qui arrive chez soi. Le monde est devenu si égoïste.»<sup>169</sup>

Bien que ce scénario soit ainsi, une sorte d'entre-aide s'est manifestée à Burambi. Lorsque les déplacés ont regagné progressivement les ruines de leurs terres. C'est à partir de cette période qu'ils vont reconstruire leurs habitats et à cultiver leurs terres après tant d'années de refuge.

C'est ce que dit Ma J. P : « Lorsque nous retournions sur nos terres, il n'y avait rien de cultures. Nous ne pouvions plus nous rendre visite comme nous le faisons avant la fuite. Après une dizaine d'années, aucune culture n'existait plus. Par exemple, ici à Buhinyuza, nous devrions importer des boutures du manioc, du haricot, des colocases, des bourgeons de bananiers, d'amantes, des plants des patates douces, Il nous était difficile de parvenir à nourrir nos enfants.

»<sup>170</sup>Leurs voisins qui avaient des proches aisés ailleurs nous donnaient une portion de vivres qu'ils recevaient .D'autres qui avaient réussi à cultiver lors des convois les assistaient non pas seulement par vivres mais aussi par labourer leurs champs.Cette assistance consistait aussi à les aider à construire leurs maisons car la plupart des réintégrés était logé chez leurs voisins.

### **B. Destruction des infrastructures scolaires**

La destruction des écoles primaires avait commencé en juin 1996 à Burambi. Ces écoles étaient celles de Rumonyi, de Rutwenzi, de Bisaka, de kasha, de Busaga, de GahongweI, M.C le rapporte en ces termes :

« Ici, toutes les écoles avaient été démolies à la recherche des matériaux qui les construisaient. Des tôles ont été retirées les premières suivies de portes et des fenêtres. Cela a été commis par des civils qui accompagnaient des militaires lors des opérations à la quête des provisions. Ils

<sup>169</sup> Ni. T, 49 ans, Cultivateur, Magana, le 12/5/2024

<sup>170</sup> Ma .J .P, 65 ans, Cultivateur, Gakonko le 25/7/ 2024

venaient de Midodo, Murago, Kiri et Minago. »<sup>171</sup>Ces matériaux ont été utilisés pour construire les sites de déplacés ou ont été vendues par ces civils qui les avaient récupérées<sup>172</sup>.

### **C. Des infrastructures sanitaires réduites presque à zéro.**

La crise d'octobre a touché plusieurs domaines de la vie de la commune y compris celui de la santé. Des infrastructures sanitaires étaient des denrées très rares dans notre région d'étude. Nous y trouvons 2 centres de santé : celui de Nziga à Busaga, et celui de Murago. Celui de Nziga a été fermé pendant la crise. Son équipement a été pillé. Le seul centre de santé qui était fonctionnel était celui de Murago. Il devrait faire face à un grand nombre de patients qui étaient de part et d'autres dans des sites de regroupés.

Il devait faire face à des difficultés de différents niveaux : *insuffisance des médicaments, des équipements , malades atteints de différentes maladies ,une population aux conditions de vie déplorable*<sup>173</sup> .*L'agglomération de la population dans des condions d'hygiène qui restaient à désirer ,le manque d'eau propre ,manque de moustiquaires , l'alimentation déséquilibrée,le fait de dormir à la belle étoile pour certains ,le manque de matériels de couchage,des habits pour d'autres ...étaient parmi les causes de ces maladies.*<sup>174</sup> La fermeture du centre de santé de Nziga a perturbé le bon fonctionnement du centre de santé de Murago. De plus, elle a favorisé l'intensification au recours à la médecine traditionnelle, à la sorcellerie et à la pratique de la fraude des médicaments.

### **D. Destruction des lieux de culte**

A Burambi, des églises ont été détruites et pillés par les militaires et les déplacés. Des matériels de couchage, de cuisine, de musique, des tôles qui bâtissaient ces églises ont été pillés sans oublier de matériels de distribution de la sainte hostie. C'est que témoigne notre enquête : « *Le Président est assassiné jeudi le 21/10/1993, nous avons tout laissé à l'église comme d'habitude. Depuis ce jour nous ne sommes pas retournés à Gahondo. Les matélas, les ustensiles de cuisine, nos baffles de musique et même les tôles de notre paroisse ont été pillés par les gens accompagnés de militaires. Ils ont même pris ce dont nos pasteurs se servaient pour nous*

<sup>171</sup> M.C ,63ans, Cultivateur Rumonyi, le 17/6/2024

<sup>172</sup> *Idem.*

<sup>173</sup> Burambi, Centre de santé de Murago

<sup>174</sup> Burambi, Centre de santé Murago, Regitre polyclinique 1994-2000

*partager la sainte hostie. »<sup>175</sup>Parmi les églises pillées, citons le cas des églises de confession catholique : de Gihinga, de Sagusa, de Rutwenzi, de Kiri, de Kesha, ...Pour la confession protestante nous pouvons donner l'exemple de la paroisse pentecôte de Gahndo, de l'église pentecôte de Rutagari, de l'église anglicane de Gitaba, de l'église anglicane de Ruyuzi, de l'église pentecôte de Bisaka, ... Ces lieux de culte sont devenus des propriétés désertes. Elles ont été réhabilitées presque toutes autour de 2000.Les fidèles ont commencé petit à petit à les fréquenter.*

A Burambi, des églises ont été détruites et pillés par les militaires et les déplacés. Des matériels de couchage, de cuisine, de musique, des tôles qui bâtissaient ces églises ont été pillés sans oublier de matériels de distribution de la sainte hostie. C'est que témoigne notre enquête : *« Le Président est assassiné jeudi le 21/10/1993, nous avons tout laissé à l'église comme d'habitude. Depuis ce jour nous ne sommes pas retournés à Gahondo. Les matelas, les ustensiles de cuisine, nos baffles de musique et même les tôles de notre paroisse ont été pillés par les gens accompagnés de militaires. Ils ont même pris ce dont nos pasteurs se servaient pour nous partager la sainte hostie. »<sup>176</sup>Parmi les églises pillées, citons le cas des églises de confession catholique : de Gihinga, de Sagusa, de Rutwenzi, de Kiri, de Kesha, ...Pour la confession protestante nous pouvons donner l'exemple de la paroisse pentecôte de Gahndo, de l'église pentecôte de Rutagari, de l'église anglicane de Gitaba, de l'église anglicane de Ruyuzi, de l'église pentecôte de Bisaka, ... Ces lieux de culte sont devenus des propriétés désertes. Elles ont été réhabilitées presque toutes autour de 2000.Les fidèles ont commencé petit à petit à les fréquenter.*

## **E. Difficultés d'intégration des ex-combattants**

Il est important de noter que dit ex-combattant dit aussi désarmement. Pour CY Nzaouakou Nyndya, ce dernier « Ce dernier s'entend comme la collecte, la documentation, le contrôle, l'élimination des armes de petits calibres, des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes des combattants et souvent également de la population civile. C'est aussi la suppression des moyens permettant de mener des opérations militaires ou la réduction des armements. »<sup>177</sup>

<sup>175</sup>C.Z 46 ans ; Buhinyuza ; le 10 /6/2024

<sup>176</sup>C.Z 46 ans ; Buhinyuza ; le 10 /6/2024

<sup>177</sup>C.Yasser Nzuouakou Nyandjou, *Les mécanismes d'intégration des exrebelles dans le processus de stabilisation de zone de conflits en Afrique*, in *African Human Rights Yearbook*, Vol.4, 2020, pp 372-394

« Le désarmement consiste à retirer les armes aux soldats. Dans cette phase, les soldats renoncent à leurs armes personnelles, leurs munitions et l'équipement associé avant la démobilisation. »<sup>178</sup>

Cette démobilisation concernait à la fois les ex-rebelles et les soldats non retenus dans le corps de la défense et de la sécurité.

Le désarmement constituait un moment d'enthousiasme pour les combattants à Burambi. Selon Cédric Yasser N,

« Le désarmement au Burundi a ainsi connu une vague de démobilisés enthousiastes »<sup>179</sup> Ces derniers espéraient dans le cadre du programme Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR), avoir de l'argent et réaliser ainsi leurs projets. Manirakiza témoigne : « Lorsque nous remettons nos armes à Randa, nous avons déjà l'idée d'être sponsorisés envie de pouvoir mener une vie normale. Moi, je pensais au projet de commercer l'huile de palme. Et mon compagnon voulait devenir un fabricant de savons. Cela faisait que nous ayons un enthousiasme lors du désarmement. »<sup>180</sup>

Avec l'idée qu'ils vont avoir de l'argent et faire leurs propres projets, des combattants se précipitaient pour le désarmement. Ils avaient l'envie de pouvoir accomplir leurs rêves. Motivés par le programme de Désarmement Démobilisation et Réinsertion, Ils étaient enviés par le souci d'argent. Un autre ex-combattant était très content : « Quand je suis parti dans le maquis, j'ai laissé ma femme et ma petite fille de huit mois. Je suis parti en 1994 avec les autres. Lors des combats, je priais pour qu'un jour je puisse revoir ma femme et ma fille. Ce grand jour de déposer les armes nous l'attendions depuis longtem »<sup>181</sup>Dans la commune Burambi, le désarmement des ex-combattants a été effectif.

La démobilisation est un moment qui suit le désarmement. Les combattants venant de Burambi étaient éparpillés des centres de cantonnement. Rappelons que la démobilisation « désigne la libération officielle et contrôlée des combattants actifs de forces armées ou d'autres groupes armés. La démobilisation consiste à la transformation des combattants en civils. Cette phase implique le désarmement, la gestion et la libération des anciens combattants. Il peut s'appliquer

<sup>178</sup>Idem

<sup>179</sup>ibid, p.373

<sup>180</sup> Idem.

<sup>181</sup> N. C, 56 ans, Cultivateur, Buhinyuza, le 13 /7/2024

aux combattants irréguliers, aux combattants de la guérilla ou la liberté et mêmes aux soldats réguliers. »<sup>182</sup>

### **F. Conditons de vie difficiles dans les camps de déplacés.**

A Burambi, après le regroupement de la population, la vie dans les sites devrait continuer. C'est dans cette optique qu'une administration était mise en place et coordonnait la vie du camp. Il y avait le chef du camp ou du site et les chefs des dix maisons. Pendant la journée et la soirée, des gens devaient puiser de l'eau pour les militaires affectés au site.

Un enquêté se souvient de cette période : « Ici, à Busaga, nous avons des militaires. Nous devrions les fournir de l'eau toujours. Si le groupe qui était au programme ne fournissait pas de l'eau en quantité voulue, il s'exposait aux sanctions corporelles »<sup>183</sup> Les déplacés manquaient de la nourriture ; quand ils allaient travailler dans leurs champs, ils n'y avaient pas facilement accès car les rebelles les empêcher d'y arriver.

Pour faire face à ce problème, les autorités en collaboration avec les chefs militaires déterminaient les jours des convois en vue de se ravitailler en vivres. Elles devaient suivre l'évolution de la situation sécuritaire aux environs du camp. Dans les premiers mois, les militaires prenaient le devant dans ces jours de l'« amane » terrestre. Ces jours étaient souvent lundi et /ou vendredi. Petit à petit, les civiles ont eu le courage de se rendre seuls dans leurs propriétés. Ils se sont adaptés à un rythme nouveau pour essayer de retrouver la vie d'avant.

Dès lors, ils commencèrent à cultiver au moins quelques heures par jour pour rentrer dans le site avant qu'il ne soit 17heures. M. V se souvient de cette situation : « Dans les premiers mois, il était interdit d'être en dehors du site de déplacés après 17heures. Mais comme la situation s'améliorait, nos chefs ont accepté nos doléances. Ici, nous avons eu l'autorisation d'arriver jusqu'à 18heures. Dieu a écouté nos prières, nous avons même eu le temps de cultiver. Nous nous sommes précipités à cultiver ce qui pouvait nous sauver dans le premier temps : du haricot, de la patate douce, de la colocase ougandais, ... Nous n'avons pas oublié le manioc qui est à la base de notre alimentation ici à l'Imbo. »<sup>184</sup>

<sup>182</sup> C.Yasser Nzouakou, *Op. Cit.*, pp372-394

<sup>183</sup> Anonyme, 56 ans, *Culivatrice*, Gisenyi, le 11/7/2024

<sup>184</sup> M.V, 60 ans, *Cultivateur*, Gitongwe, le 2/7/2024

Dans les sites, la population devrait veiller à sa propre sécurité en dehors de celle organisée par les militaires. Le chef du site organisait en collaboration avec ses auxiliaires, des rondes nocturnes. Tout homme devrait se rendre à la ronde de nuit. Les rondes étaient organisées à l'entrée du site. Ceux qui n'y participaient pas subissaient des contraintes matérielles et physiques. Le réfractaire payait une amande et pouvait être battu. A ce sujet, T.P, donne des précisions :

*« On nous avait imposé de faire des rondes de nuit. Tout homme devrait se présenter à la ronde pour veiller à la sécurité du site. Nous dormions à l'entrée du site. Si un homme s'absentait, le lendemain celui-ci s'exposait à l'amande ou aux bastonnades des militaires et des, chefs du site. »<sup>185</sup>*

Dans les sites ,il n'avait pas de structures sanitaires. Pour se faire soigner ,les gens malades se rendaient à l'extérieur des sites ou de la Commune : à Murago , à Minago ; à Magara , à Kizuka ,... Celui –ci recevait beaucoup de personnes malades car il était le seul centre de santé qui travaillait pendant la crise. Les maladies les plus fréquentes étaient la pneumonie en grande partie ,le paludisme ,l' ankylostome , la méningite , ...Selon ,le Rapport du Centre de Murago précise : *« Trois sur cinq des personnes malades enregistrées ,avaient des signes de la pneumonie »<sup>186</sup>*

Le nombre des sites de déplacés et ou regroupés était de 11. Ils étaient éparpillés au centre de la commune : Busaga, Murago en zone Murago, de Muyange, Ruhora, Kinani en Zone Rusabagi, Gasinde, Gishiha, Donzi en Zone Marmvya, de Rutwenzi, Gisyo, et Kiri en zone. Mariza , A cela s'ajoute le site de *Nyanama à Rwaniro* <sup>187</sup>.

Des écoles ont étaient créées dans ces centres pour la scolarité des enfants mais elles éprouvaient de difficultés de logistiques, d'enseignants, du grand nombre d'écopliers. Des enseignants insuffisants éprouvaient d'énormes problèmes. Dans une classe ils pouvaient avoir quatre-vingt à nonante apprenants. Ils asseyaient sur des troncs d'arbres, de pierres, d'autres par terre car il n'y avait que quelques trois à quatre bancs –pupitres dans une salle de classe. Ils devraient faire une double vacation pour parier au problème d'enseignants et de salles de classes. Sur ce point, un enseignant qui dispensait ses leçons dans le site nous dit : *« C'était difficile d'enseigner au site*

<sup>185</sup> *Idem.*

<sup>186</sup> *Commune Burambi, Centre de santé de Murago ,Rapport polyclinique juillet 1998*

<sup>187</sup> *Nous n'avons pas pu avoir les données statistiques concernant ce site*

de déplacés. Moi, j'enseignais ici à Gisyo, nous avons les problèmes énormes liés à l'effectif pléthorique dans les classes. Moi j'avais 85 écoliers en 2<sup>ème</sup> année alors que mon collègue de la 3<sup>ème</sup> année avait 88. Nous devrions utiliser une seule salle de classe. Si l'un venait le matin, l'autre venait après –midi. »<sup>188</sup>

**Tableau 5 : Répartition des déplacés par site à Burambi**

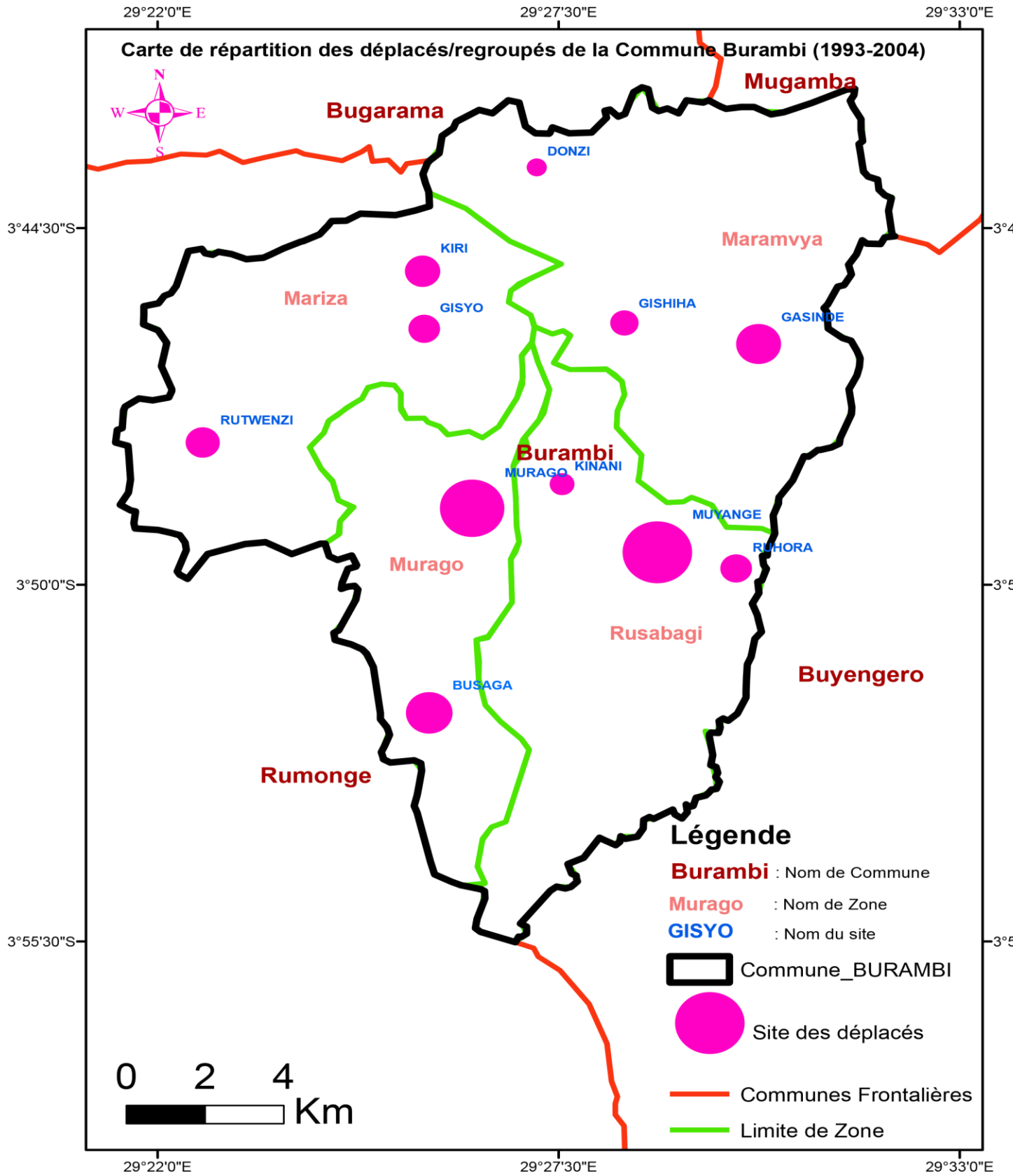
Sites	Nombre de ménages	Population		Nombre moyenne personnes par ménages
		Totale	Pourcentage	
MUYANGE	1691	9697	29,9	5,7
MURAGO	1424	8619	26,3	6,0
GASINDE	536	2715	8,3	5,0
BUSGA	533	3013	9,2	5,6
KIRI	470	1910	5,8	4,0
RUTWENZI	300	1800	5,5	6,0
RUHORA	265	1324	4,0	5,0
GISYO	201	1313	4,0	6,5
GISHIHA	198	1020	3,1	5,1
KINANI	163	977	2,7	5,5
DONZI	105	475	1,5	4,5
<b>TOTAL</b>	<b>586</b>	<b>32383</b>	<b>100</b>	<b>58,9</b>

*Source : Commune Burambi, Recensement fait par l'administration communale, 2002<sup>189</sup>*

A partir du tableau ci-haut de la carte ci-dessous, l'ont contate que les deux sites des déplacés / regroupés les plus peuplés étaient Muyange (9797) et Murago (8619). Ceux les moins peuplés étaient Kinani (977 personnes) et Donzi (475 personnes).

<sup>188</sup> Anonyme, 55ans, Cultivateur, Buyenzi, le 11 /7/2024

<sup>189</sup> . Rapport communal 2003.



Source: Réalisé par nous-même

## CONCLUSION GENERALE

Dans notre travail, nous avons traité un sujet qui s'inscrit dans une série de crises qui se sont abattues sur le Burundi depuis 1962. Cette série est faite de l'année 1965, 1972, 1988, et 1993. C'est cette dernière qui a attiré notre attention.

Nous avons voulu comprendre la situation socio-politique régnant à Burambi avant 1993 dans ses aspects multidimensionnels. Cette entité administrative a connu une évolution dans le temps et dans l'espace. L'enseignement, se limitait presque au niveau primaire alors que les structures sanitaires étaient des assez rares. L'aspect économique de permettaient aux gens une autosuffisance alimentaire et le surplus et population va voir quelques événements politiques.

A la veille des élections de 1993, des signes du comportement anodin lié à la désobéissance civile avec un cliché identitaire qui se faisait sentir chez certaines personnes hutu de Burambi. Nous avons constaté qu'un certain nombre de délits sociaux comme le banditisme, la réapparition ramasseurs de sang, l'apparition des personnes priant dans les grottes étaient des antécédents qui étaient prêts à allumer l'étincelle.

Donc, la perception de la population de Burambi dans la marche vers la démocratie s'est opérée autour de deux partis politiques l'UPRONA et le FRODEBU. La course aux élections présidentielles s'est terminée avec la victoire du chef du fil du FRODEBU NDADAYE Melchior sur son rival et Président sortant Pierre Buyoya. Cette victoire signifiait l'entrée dans le « Burundi nouveau » d'après le discours de ce nouveau Président.

. Cette « joie » n'a été qu'éphémère. Cent –deux jours ne fut ce que le temps passé aux reines du pouvoir. En date du 21 Octobre 1993, le pays replongea dans une autre crise politico-identitaire. Un groupe d'officiers militaires a assassiné le Président Ndadaye et ses plus proches collaborateurs.

A Burambi, des Hutu se sont précipités à barricader le peu des pistes ruraux qui existaient pour empêcher le passage des militaires. Sous la peur, des familles tutsi se dirigèrent vers le chef –lieu de Burambi ou à l'extérieur de la commune comme à Minago, Rumonge et Bujumbura. Elles craignaient pour leur sécurité. En même temps, des familles hutu fuirent la commune vers l'extérieur dans des camps de réfugiés tanzaniens, zaïrois et rwandais. Elles avaient peur des représailles de l'armée. Mais, d'autres hutu sont restés sur place jurant qu'ils vont rester sur les terres de leurs ancêtres à n'importe quel prix.

L'année 1996, fut une année de recrutement massif des rebelles qui opérait déjà dans la province Bujumbura. La rébellion est entré en guerre avec les forces de l'orde. Pour protéger la population, des autorités burundaises ont créé des positions militaires dans la Commune Burambi. Elles ont même créé des sites de regroupement de la population dès 1996.

Dans le but d'assurer la sécurité des sites, de rondes nocturnes obligatoires à l'entrée des sites ont été organisées. Dans ces sites, les conditions étaient inténables. La démobilisation n'a pas touché beaucoup d'anciens combattants.

Après la signature de l'Accord global du cessez-le-feu du 16 novembre 2003, la vie a repris petit à petit à Burambi. Des reconstructions ont été entreprise ici et là. Après des dizaines d'années, des retombées de la crise du 21 octobre 1993, ne se faisaient pas attendre à Burambi. Nous avons constaté que les dégâts ont été enregistrés à Burambi. Des vies humaines ont été emportées par cette crise. Des infrastructures scolaires, sanitaires et ecclésiastiques ont été démolies. Les liens sociaux ont été détériorés. La pauvreté est devenue une monnaie courante dans les ménages.

Dans notre étude, nous n'avons pas abordé en profondeur tous les contours de cette crise dans la Commune Burambi, c'est pourquoi nous proposons aux chercheurs ultérieur de mener des études sur ces questions : l'impact de la crise d'octobre sur l'enseignement primaire, le rôle des confessions religieuses dans la réconciliation des gens, la vie dans la menée par les rebelles dans la Commune Burambi, les relations sociales entre les habitants et celles des Communes voisines, le comportement des Bashingantahe pendant la crise,...

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES****OUVRAGES**

1. 3.KIGEME Philotée, *L'élite BUDABUDA Livin, Impacte de la crise de 1993 d'une commune rurale du Burundi, cas de la commune Giterannyi, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2007*
2. Actives s'inspirant de l'expérience tanzaniern des marchés de gros, Département Aller ,2014.

**ARTICLES DE JOURNAUX**

3. BANKUWIHA Zorbabel, *La crise d'octobre 1993 en Commune Gishubi 1993-2000, Bujumbura, UB, FLSH/SPTD/Histoire, 2021.*
4. BANSHIMIYUBUSA Denis, *Les enjeux et défis de la démocratisation au Burundi. Analyse et d'interprétation à partir des partis politiques*, Thèses de doctorat en Sciences politiques, Université de Peau et des Pays d'Adour, 2018
5. BARUMWETE Siméon, « La démocratie au Burundi : entre illusion et désillusion » in Mukuri M. Nduwayo J. Bugwabari Nicodème (dir), Un demi –siècle du Burundi A Emile Mworoha, un pionnier de l'histoire africaine, Paris, Karthala, 2017, pp...
1. BENGOUAN Christophe, « La mortalité de guerre au Burundi pendant la période 1993-2001 », s.n s. d.
6. BIZOZA Onesphore, *Stratégies des partis politiques face à la crise sociopolitique burundaise (1993-2008) : cas des partis FRODEBU et UPRONA, Mémoire, Bujumbura, U.B, FLSH /Histoire, 2011.*
7. BUCUMI Martehemos, *La victoire du Front pour la Démocratie (FRODEBU) lors des élections de 1993 : Surprise ou aboutissement des stratégies politiques variées 1986-1993, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire ,2003*
8. BURDEAU (J.P), *Traité des Sciences Politiques, T4, La dynamique politique, Vol. 1, Les forces Politiques, Paris, LGDJ, 1981.*
9. BUYOYA (P), *Mission possible : Construire une paix possible durable au Burundi au Burundi, Témoignages recueillis par David Kakunzi, Paris, L'Harmattan, 1999*
10. CHRETIEN (J. P), GUICHAOUA (A) et Le Jeune Gabriel, *La crise d'août 1988 au Burundi, Paris, Cahier du CRA, 6, 1988*

11. CHRETIEN (J. P) et DUPAQUIER Jean –François, *Burundi, Au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2010.
12. CHRETIEN (J. P) et MUKURI (M) (dir.), *Burundi, la fracture identitaire, Logiques de violences et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala, 2002
13. CHRETIEN (J.P), *Le défis de l'ethnisme : Rwanda et Burundi 1990-1996*, Paris, Karthala, 199
14. CISHAHAYO Cyriaque, *La crise socio-politique et la prolifération des sectes religieuses au Burundi : cas de la Mairie de Bujumbura*, Mémoire, UB, Mémoire, FLSH/Histoire, 2002
15. *e burundaise dans la crise d'octobre 1965*, Mémoire, UB, FLSH/ Histoire, 1999
16. GAHAMA(J), *Burundi sous administration belge, la période du Mandat (1919-1939)*, Paris, Karthala, 2001
17. GUICHAOUA (A), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda : 1993-1994, Analyses, faits et documents*, Paris, Université de sciences et de technologies de Lille, Karthala ,1995
18. HERSCHY (J) et LAFANTONE (C) « *L'Esprit d'Arusha, est-tu là ? La démocratie burundaise au risque des élections de 2015* » in Politique Africaine 2015/1(no 137) pp169-18
19. HERSCHY Justine et LAFANTOME Camille, « *L'Esprit d'Arusha, est-tu là ? La démocratie burundaise au risque des élections de 2015* » in Politique Africaine 2015/1(no 137) pp169-189
20. Jean Pierre Chrétien, *L'Afrique des Grands –Lacs, Deux –mille ans d'histoire*, Paris, Aubier ,2000
21. KABANYANA Marie, *Impact socio-politique au Burundi, le discours politique de la campagne électorale de Mai 1993 et 1996)* Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH /Histoire ,1998
22. KIMONYO Jean- Paul, « *Revue critique des interprétations du conflit rwandais* », in Cahier du, Centre de Gestion des conflits, 1, 2000
23. Laurent L., « *La commercialisation des produits agricoles vivriers au Burundi, Pertinence de succès de possibles initiatives s'inspirant de l'expérience tanzanienn des marchés de gros* », Département Aller ,2014. »
24. MAMADOU Gazibo, « *Introduction à la politique africaine,* » Presse universitaire de Montréal, Canada, s.d
25. MANIRAKIZA (M), *Burundi, Quand le passé ne passe pas*, (Buyoya I- Ndadaye) 1987, Longue vue, Saint Genèse, s.d, 1993.
26. MANIRAKIZA Gilbert, *Histoire socio-économique du centre-ville de Rumonge, de 1924-1961*, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2008

27. MANIRAKIZA Leonidas, *La mission de Minago face au conflit Eglise –Etat, 1967-1997, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire ,2007*
28. MANIRAKIZA(M), *De la Révolution au régionalisme : Burundi, Paris, Bruxelles, Le Mât de Misaine, 1992*
29. MARIRO (A), *Burundi, 1965 : La première crise ethnique. Genèse et contexte géopolitique, Paris, l'Harmattan, 2005*
30. MARYSSE Serge et REYNTJENS Filip (dira) « *L'Afrique des Grands] -Lacs* », *Annuaire, 1998-199, Centre d'Etudes de la région des Grands –Lacs, Anvers, sud, Paris, l'Harmattan, 1999*

### **MEMOIRE ET THESES**

1. MUGWANEZA Ernest, *La crise d'octobre 1993 en commune Bwambarangwe, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH /Histoire, 2016*
2. MUKURI (M), *Dictionnaire chronologique du Burundi : Ere des coups d'Etats, 1966-1993, Bujumbura, UB, Vol. 2, 20131*
3. MWOROHA (E), *Histoire du Burundi, Des origines à la fin du XIX e siècle, Paris, Hatier ,1987*
4. *Mworoha (E), Peuples et rois de L'Afrique des Lacs. Le Burundi et les royaumes voisins du XIXe siècle, Dakar, Abidjan, NEA, 1987.*
5. NDAGIJIMANA Claudette, *Essai d'interprétation de la crise de 1993 et ses conséquences en commune Muhuta (de 1993 2009), Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2011*
6. NDAYIRUKIYE Espérance, *Etude du processus de négociations et de résolution pacifique des conflits : Cas de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, Mémoire, Bujumbura, UB, FPSE, 2009*
7. NDAYIRUKIYE Raphael, *Les relations économiques et sociales entre les communes Burambi, Buyengero et Rumonge de 1960 à 2009, Mémoire, UB, FLSH/Histoire, 2009*
8. NDAYISHIMIYE Pie, *Les tentatives d'explications des crises de régimes politiques africains postes coloniaux (1960-1995) : cas du Burundi, Mémoire, UB, FLSH/Histoire, 1996.*
9. NDIKUMANA Adrien *L'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et son impact sur la vie du pays. Mémoire, Bujumbura, FLSH/Histoire, 2013*
10. NDUWAYO Gaspard, *La crise d'octobre 1993 au Burundi : essai d'interprétation, Mémoire, UB, FLSH/Histoire, 1998.*

11. NDUWAYO Jean –Marie, « *Guide documentaire des travaux existant sur le conflit burundais* », Bujumbura, Cenap, 2012.
12. NDUWAYO Jean –Marie, « Histoire du conflit politico-ethnique burundais » in M. Mukuri, J.M Nduwayo et N. Bugwabari (dir), Un demi –siècle d’histoire du Burundi à Emile Mworoha, un pionier de l’histoire africaine. Paris, Karthala, 2017.
13. NGAYIMPENDA Evariste, « Les populations sinistrées au Burundi : sept ans après », in Cahiers démographique, no 1, aout 1998
14. NGENNZIRABONA Sadik, *L’islam en commune Rumonge : religion et crise politique de 1993-2005, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/ Histoire, 2006*
15. NGIYE Erasme, *La filière du palmier, à l’huile : acteurs et territoires, Thèses de doctorat, France, Université de Toulouse / Géographie, 2015.*
16. NIBIGIRA Concilie, « *L’engagement, L’engagement politique à travers les chansons : les campagnes 1993, 2005 et 2010 électorales de* », in Bugwabari Nicodème (dir), Un demi- siècle duBurundi, A Emile Mworoha, Paris Kartala, 2017, pp
17. NIMUBONA Julien ,*Election présidentielle du 1<sup>er</sup> juin 1993au Burundi , problématique de la légitimation en situation de dynamique socio –politique ,Paris , Bordeaux , DEA, 1994*
18. NINTUNZE Janvier, *la crise de 1972 en commune Rumonge : Essai d’interprétation. Bujumbura, Mémoire UB, FLSH/Histoire, 2016*
19. NIYONDIKO Pascal, *La crise de 1972 en commune Burambi (1972-1973), Mémoire, Bujumbura, UB, FLH/Histoire, 2016*
20. NIYONGABO Diomède, *Le comportement de la jeunesse burundaise dans la crise d’octobre 1993, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH /Histoire, 1998*
21. NKEZINDAVYI Théophile, *La crise politico-ethnique de 1972-1973 en province de Makamba, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/ Histoire, 2001*
22. NSAVYIMANA Déo, « *La démocratie a –t-elle un avenir au Burundi après le séisme d’octobre 1993* » ? *In Au cœur de l’Afrique*3-4, Bujumbura, 1994, pp 427-441
23. NSENGIYUMVA Vénérand, *Impact de la crise de 1993 sur l’enseignement de base en commune Mutambu, (1993-2003), Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH/Histoire, 2009*
24. NTABONA Adrien. « Au cœur du drame burundais : le totalisme ethnocentriste, sesbouleversements et ses conséquences »in Au cœur de l’Afrique, 3-4, Bujumbura 1994, pp353-358

25. REYNTJENS (F), *Vers l'Afrique des Grands –Lacs en crise, voie électorale au Burundi, voie négociée au Rwanda*, Paris, Karthala, 1994.
26. Ruberintwari Pierre, Le processus de démocratisation : Sprint sur faux départ, in Au Cœur del'Afrique, 3-

### **RAPPORTS ET DOCUMENTS**

BOB n° 4 /92 du 1er avril mai 1992

BOTANICA Hotel, s.n, s.d:https // .orgdu 10/6/2024 à 15h 34

Commune Burambi, Rapport 2003

Commune Burambi , Centre de santé Murago 1994 - 1998

**ANNEXES**

**I. Questionnaire d'Enquête****CHAPITRE I.**

1. Quel est votre nom ? Votre âge ? Quelle est votre fonction ?
2. Quel est l'historique de votre Commune ?
3. Pourriez-vous me dire les administrateurs qui ont dirigé la Commune Burambi ?
- 4 Quels sont les éléments socio-culturels que comptaient votre commune « ?
5. La commune disposait combien d'écoles primaires avant 1993 ?
6. Quelles étaient les activités artisanales rencontrées ici à Burambi ?
7. Quelles sont les principales cultures vivrières et les cultures commerciales ?
8. Quelles étaient les activités commerciales rencontrées ici ?
9. Quelles étaient les relations entre la Commune Burambi et ses communes voisines ? 10La crise de 19972 a –elle touchée cette région ?
10. Comment les gens de la Commune Burambi ont – ils accueilli l'ouverture de l'espace politique ?

**CHAPITRE II.**

1. A l'aube de 1993, y –aurait –il des gens qui ne respectaient pas les ordres publics ?
- 2 Comment s'est –il passé le moment de la propagande électorale ici à Burambi ?
3. Comment expliquerez-vous la victoire du FRODEBU et l'échec de l'UPRONA lors des élections ?
4. Comment la population de Burambi s'est –elle conduite à l'annonce de l'assassinat du Président Ndadaye ?
5. A Burambi, quel est le comportement de la population face à la crise face à la présence rebelle ?
6. Quel est le comportement des autorités communales face à la crise ?
6. Quel l'impact des différents accords de paix depuis kajaga-jusqu'à Pretoria sur la population de la commune Buraymi ?
- 7Est- ce que tous les combattants ont-ils été démobilisés ?

**CHAPITRE III.**

1. Comment se comportaient les cultures vivrières et commerciales à la fin de la guerre à Burambi ?
2. Quel a été le sort de la palmeiculture à Burambi ?
3. Quelles les retombées des activités pastorales dans votre commune ?
4. Y aurait –il des métiers qui ont disparu ou suspendu avec la crise ?
5. Les relations sociales ont –elles été touchées par crise a Burambi ? Si oui, comment ?
6. Quel est l'impact de la crise sur des infrastructures publiques ou culturelles ?

**LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES**

Colline	Nom et prénom	Age	Fonction	Date
Bisaka	1.M. B	66 ans	Cultivateur	18/7/2024
	2.M.K	69 ans	Cultivateur	18/7/2024
	3.M.M	45ans	Enseignant	18/7/2024
	.4. N. A	64 ans	Cultivatrice	18/7/2024
	5.Nd .Ph	65 ans	Cultivateur	18/7/2024
Buhinyuza	6 .K.J	66 ans	Cultivatrice	17/6/2024
	7 Mi .D	39 ans	Cultivaateur	17/6/2024
	8. N.K		Cultivateur	17/6/2024
	9. N.J	60 ans	Cultivatrice	17/6/2024
	10 .Nys .V	45 ans	Cultivateur	17/6/2024
		65 ans		
Busaga	11. Anonyme	60ans	Cultivateur	18/6/2024
	12.M.J. B		Cultivateur	18/6/2024
	13. Mi. Ju	58 ans	Cultivateur	18/6/2024
	14. Ny. A	65 ans	Cultivatrice	18/6/2024

*La crise d'octobre 1993 en commune de burambi .de 1993 a 2004*

	15. T.D	38 ans 59 ans	Cultivatrice	18/6/2024
Buyenzi	16. Anonyme	47 ans	Cultivatrice	11/6/2024
	17. Anonyme	60 ans	Cultivateur	11/6/2024
	18. Anonyme	55 ans	Cultivateur	11/6/2024
	19. C.F	58 ans	Cultivateur	11/6/2024
	20. C.I.T	53 ans	Cultivatrice	11/6/2024
Gaina	21. Ka. D	59 ans	Cultivatrice	18/6/2024
	22. M.P.E	68 ans	Cultivateur	18/6/2024
	23. S.N	48 ans	Cultivateur	18/6/2024
Gatobo	24. Anonyme	56 ans	Cultivateur	3/7/2024
	25. Anonyme	50 ans	Cultivateur	3/7/2024
	26. H.W	48 ans	Cultivateur	3/7/2024
	27. M.N	49 ans	Commerçant	3/7/2024
	28. S.S	52 ans	Catéchiste	3/7/2024
Gitaba	29 Anonyme	56 ans	Cultivatrice	1/7/2024
	30. Anonyme	46 ans	Catéchiste	1/7/2024
	31. Ci.G	68 ans	Ex-Combattant	1/7/2024
	32. N.G	75 ans	Cultivateur	1/7/2024
	33. Ng. E	68 ans	Cultivateur	1/7/2024
	34.N t.W	66 ans	Cultivatrice	1/7/2024
Gitongwe	35. Anonyme	48 ans	Cultivateur	23/7/2023
	36. C.B	56 ans	Cultivateur	23/7/2023
	37. Ns. O	62 ans	Cultivateur	23/7/2023

*La crise d'octobre 1993 en commune de burambi .de 1993 a 2004*

Gisenyi	38. Kar. An	56 ans	Cultivateur	18/7/2024
	39. B.CL	66. ans	Cultivatrice	18/7/2024
	40. REC.J	66ans	Cultivateur	18/7/2024
Gakonko	41. Ndikumana Dénis	78 ans	Ex-Secrétaire Communal	25/7/2024
	Murara	42 .Ntibanyiha Valérie	68 ans	Ancienne- Administrateur
Maramvya	43. Ya.Th	50 ans	Enseignant	21/6/2024
	44. Nd.L	55 ans	Cultivateur	21/6/2024
Gishiha	45. N.E	40 ans	Cultivatrice	21/6/2024
	46. M.N	66ans	Cultivateur	
Rumonyi	47. B.T	64ans	Cultivateur	17/6/2024
	48 Nti.D	54	Cultivateur	17/6/2024
	49 B.D	44ans	Cultivateur	13/7/2024
	50 M.J	68ans	Cultivateur	17/6/2024
	51 M.O	56ans	Cultivatrice	26/01/2024
	52 R.D	70ans	Cultivateur	17/7/2024
	53 Batwenga	68ans	Cultivateur	17/7/2024
Rutwenzi	54 Nd. E	38ans	Cultivateur	17/6/2024
	55 K.F	60ans	Commerçant	13/7/2024
	56 K.G	43ans	Cultivatrice	13/7/2024
	57 N.B	65ans	Cathéchiste	13/7/2024